

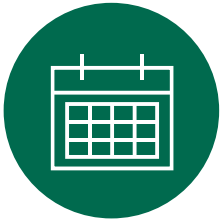
Stratégie Togo Digital 2025

Présentation détaillée de la stratégie

Avril 2021



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



Agenda

1. Contexte et objectifs du projet

2. Rappel des ambitions de la stratégie Togo Digital 2025
3. Projets détaillés de la stratégie Togo Digital 2025
4. Rappel des projets Togo 2025 pour lesquels le MENTD est en support

Contexte et objectifs du projet

Contexte

- 1** Plaçant l'émergence au cœur de son ambition, le Togo a réalisé des **avancées remarquables lors des 10 dernières années** et s'est fixé des objectifs de croissance économique et de développement social et humain élevés pour les années à venir
- 2** Avec le commencement du **nouveau mandat présidentiel**, le Togo a souhaité donner une impulsion nouvelle à l'économie et sa société au travers du **plan stratégique Togo 2025**, déclinant 3 objectifs prioritaires pour le Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale :
 - **Digitaliser les services de l'Etat**
 - **Faire du Togo un hub digital**
 - **Donner un accès internet à l'ensemble des citoyens**
- 3** Un portefeuille de projets a été identifié pour le ministère dans le cadre de ce plan stratégique, incluant **6 projets et 1 réforme pour lesquels le MENTD est en lead et 21 projets et 3 réformes pour lesquels il est en support**
- 4** Ainsi, afin de maximiser les chances de réussite de la transformation numérique du Togo, l'effort de **définition d'une feuille de route stratégique «Togo Digital 2025» a été lancé avec pour objectif d'identifier les initiatives les plus pertinentes** dans le cadre du portefeuille de projets du MENTD et de **définir le modèle d'exécution le plus approprié** pour leur mise en œuvre

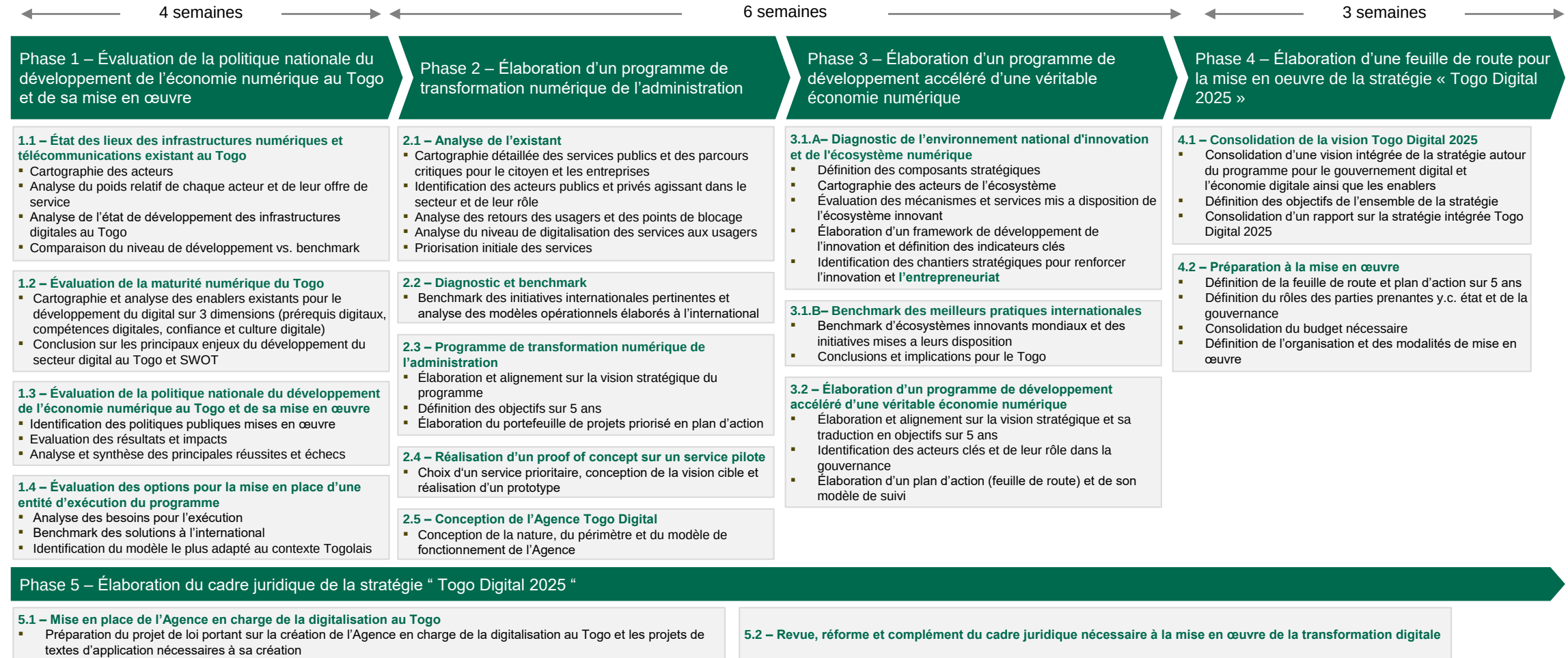
Objectifs

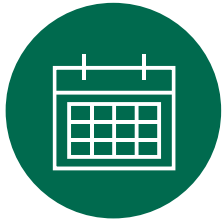
Ce document s'inscrit dans le cadre de l'élaboration de la stratégie **Togo Digital 2025 autour de 3 volets:**

- **Les fondamentaux pour la transformation digitale**
- **La digitalisation des services publics et sociaux**
- **La création d'une économie numérique**

Le document détaille les 9 programmes de la stratégie, y.c. les fiches projets et les analyses détaillées des projets emblématiques

Rappel de la feuille de route du projet





Agenda

1. Contexte et objectifs du projet

2. Rappel des ambitions de la stratégie Togo Digital 2025

3. Projets détaillés de la stratégie Togo Digital 2025

4. Rappel des projets Togo 2025 pour lesquels le MENTD est en support

Une stratégie à horizon 2025 pour accélérer l'inclusion sociale et le développement économique par le numérique



Inclure tous les citoyens dans le système social et économique par leur identification biométrique et l'accès à internet et aux équipements technologiques



Digitaliser les services publics et sociaux pour rapprocher les usagers de l'administration publique



Accélérer la transformation numérique de l'économie et faire du Togo un hub digital avec un écosystème d'innovation et de startups attractif pour les investisseurs

L'inclusion
sociale et le
développement
économique par
le numérique

Stratégie Togo 2025 comprenant 9 programmes structurants et complémentaires



3 programmes fondamentaux
afin de permettre l'identification
de l'ensemble des Togolais et
assurer la meilleure connectivité
dans l'ensemble du pays

- 1 E-ID Togo: identification nationale biométrique
- 2 Registre Social Unique: identification et segmentation des ménages et des individus
- 3 Accès au haut débit et à l'équipement pour tous



3 programmes visant à placer le
digital au cœur des services
publics et sociaux pour
rapprocher les usagers de
l'administration publique

- 4 Services publics numériques
- 5 Accès aux services sociaux de base
- 6 Dématérialisation des flux financiers



3 programmes pour
accompagner et accélérer la
transformation digitale de
l'économie dans son ensemble

- 7 Digitalisation des secteurs phares de l'économie
- 8 Création d'un écosystème d'innovation et de talents digitaux
- 9 Plateforme de valorisation de la donnée

Agenda de digitalisation ambitieux pour le Togo autour de 9 programmes structurants et complémentaires

PRELIMINAIRE

3 programmes permettant de mettre en place les fondamentaux de la transformation digitale du pays

1 E-ID Togo: identification nationale biométrique

Développement d'un système biométrique moderne, qui identifie de manière unique tous les individus, permettant la fourniture ciblée de services publics et sociaux et l'inclusion de tous dans le système économique et social du pays

2 Registre Social Unique: identification et segmentation des ménages et des individus

Facilitation de l'accès aux services sociaux de l'Etat pour toute la population togolaise par la création d'un registre des individus et des ménages sous forme de Registre Social Unique (RSU) afin d'améliorer l'inclusion sociale et réduire la pauvreté

3 Accès au haut débit et à l'équipement pour tous

3.A Amélioration de l'accès à internet haut débit et aux équipements de télécommunication pour l'ensemble de la population

3.B Accélération de l'accès à internet haut débit pour les administrations publiques (e-gouv), les centres scolaires (e-éducation) et les centres de soins (e-santé)

3.C Facilitation de l'accès aux équipements technologiques pour les administrations publiques

3 programmes visant à placer le digital au cœur des services publics et sociaux pour rapprocher les usagers de l'administration publique

4 Services publics numériques

4.A Mise à disposition des citoyens et entreprises d'un portefeuille de **services publics digitalisés** (p.ex. état civil, titres fonciers, impôts) au sein d'un **portail unique** s'appuyant sur une **architecture nationale interopérable**

4.B **Formation des agents publics** à l'utilisation des outils et plateformes numériques

5 Accès aux services sociaux de base

5.A **Facilitation de l'accès aux subventions et services sociaux** par le digital (p.ex. programme NOVISSI)

5.B **Secteur de la santé**: digitalisation des parcours de soins par l'accompagnement du déploiement de la CSU et le développement de services et processus digitalisés, tels que la prise de rendez-vous en ligne, un dossier médical digital et centralisé et un carnet de vaccination numérique

5.C **Secteur de l'éducation**: mise en place d'outils et équipements digitaux permettant de suivre de bout-en-bout le parcours et la performance des élèves et étudiants, les accompagner sur toutes les étapes (p.ex., inscription, examens, demande de bourse) ainsi que dans leur formation (plateforme d'apprentissage en ligne)

6 Dématérialisation des flux financiers

Dématérialisation des flux financiers par un payment gateway commun et la promotion de l'utilisation de paiements dématérialisés par les administrations, entreprises et citoyens

6.A **Dématérialisation des flux financiers G2C** du gouvernement vers les citoyens et entreprises (p.ex. paiements de primes, de salaires)

6.B **Dématérialisation des flux financiers C2G des usagers vers l'administration** (p.ex., taxes, timbres, redevances)

6.C **Création d'une banque digitale pour tous** afin d'améliorer l'inclusion sociale

3 programmes pour accompagner et accélérer la transformation digitale de l'économie dans son ensemble

7 Digitalisation des secteurs phares de l'économie

Accélération du développement des secteurs phares de l'économie (p.ex., agriculture, logistique, commerce) en accompagnant leurs efforts sectoriels par des outils digitaux adaptés

8 Création d'un écosystème d'innovation et de talents digitaux

8.A Développement d'un **écosystème de l'innovation intégré** et dynamique

8.B **Soutien à l'émergence de prestataires digitaux de référence** (nationaux ou internationaux)

8.C Mise à disposition d'**outils et accompagnement des TPME togolaises** dans leur transition digitale

8.D Mise en place d'un **programme national de formation** et/ou de reconversion aux métiers du digital

9 Plateforme de valorisation de la donnée

Valorisation de la donnée au Togo par la mise en place d'un observatoire du numérique dédié à la collecte, structuration et valorisation de la donnée et la définition d'une data governance et de modalités d'utilisation de la donnée

Stratégie à fort impact avec des indicateurs ambitieux à horizon 2025

100 % des Togolais éligibles disposant d'une identité biométrique

75 % des démarches administratives digitalisées

80 % de satisfaction des usagers avec les démarches administratives

30 nouvelles startups incubées chaque année dans l'incubateur labellisé

95 % de couverture de la population en internet mobile et fixe en 2025

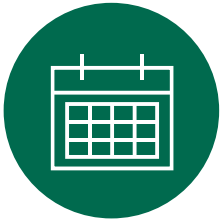
Top 10 des pays africains au classement EGDl des Nations-Unies sur l'e-gouvernement

800 profils supplémentaires formés chaque année aux métiers de l'IT et du digital

300 000 ménages et entreprises raccordés en FTTH

80 % des subventions facilitées par le digital

50 000 entreprises togolaises utilisant des outils digitaux au quotidien dans leurs processus



Agenda

1. Contexte et objectifs du projet
2. Rappel des ambitions de la stratégie Togo Digital 2025
- 3. Projets détaillés de la stratégie Togo Digital 2025**
 - > **Fondamentaux pour la transformation digitale**
 - > Digitalisation des services publics et sociaux
 - > Création d'une économie numérique
4. Rappel des projets Togo 2025 pour lesquels le MENTD est en support

1 E-ID TOGO : IDENTIFICATION NATIONALE BIOMÉTRIQUE



Ambition

Développement d'un système biométrique moderne, qui identifie de manière unique tous les individus, permettant la fourniture ciblée de services publics et sociaux et l'inclusion de tous dans le système économique et social du pays

100 %

des Togolais éligibles disposant d'une identité biométrique

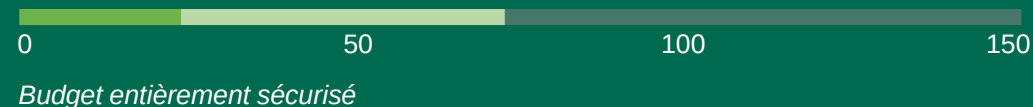
Description et budget

- Identification de la population par la mise en place d'une base de données e-ID Togo biométrique centralisée, sécurisée et fiable, contenant des données telles que le nom, le prénom, la date de naissance, le sexe, les adresses physique et électronique, et des données biométriques telles que les empreintes digitales, l'iris des yeux et une photo d'identité
- Attribution d'un numéro d'identification unique à toute personne dès sa naissance, l'accompagnant dans toutes les démarches de son parcours de vie

Budget à horizon 2025, millions USD¹

■ Investissement : 15 à 20 M USD

■ Budget opérationnel : 30 à 40 M USD



Projets précurseurs et état d'avancement

- Adoption de la loi n° 2020-009 relative à l'identification biométrique des personnes physiques
- Mise en place de l'Agence Nationale de l'Identification Biométrique (ANID)
- Sécurisation de financement par la Banque Mondiale



Porteurs du projet et partenaires

Porteurs du projet

ANID (Agence Nationale d'Identification) - Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale

Partenaires mobilisés

Banque mondiale

1: E-ID Togo: identification nationale biométrique (1/5)

PRELIMINAIRE

Etapas déjà accomplies



Programme

E-ID Togo: identification nationale biométrique



Ambition stratégique

Identification de l'ensemble des Togolais et attribution d'une identité biométrique permettant de les authentifier et de leur donner accès à une suite d'outils (p.ex.: signature électronique)



Indicateurs clés 2025

100% des togolais éligibles disposant d'une identité biométrique et numérique



Rôle de l'ATD

En support du projet : exécution des initiatives au sein de la Digital Factory de l'Agence, suivi des initiatives et accompagnement des administrations pour renforcer l'adoption des services déployés



Initiatives principales du projet

Développement du module "identité numérique pour tous" dans le cadre du projet e-ID Togo

- 1 Désigner les entités en charge du projet d'Identité pour Tous (E-ID)
 - ✓ **Désigner le consultant individuel** chargé de la réalisation d'une évaluation environnementale et sociale dans le cadre du projet d'Identification unique pour l'intégration régionale et l'inclusion (WURI)
 - Constituer l'Agence Nationale d'Identification Biométrique**, en charge de l'enrôlement et l'enregistrement biométrique des populations, puis **l'opérationnaliser** en désignant notamment sa gouvernance
- 2 Sur la base de l'étude environnementale et sociale, définir le cycle de vie de l'identité biométrique
 - ✓ **Cadrer le déploiement** de l'identité : phases, rôles des fonctionnaires, formation et équipement, etc.
 - Définir le process d'enrôlement** afin de parvenir à attribuer une identité biométrique à toute la population
 - Définir les process de mise à jour** en cas de naissance, de renouvellement, de perte ou de décès
- 3 Procéder au cadrage du modèle de mise en œuvre et de la solution technique avec l'appui des équipes WURI
 - ✓ **Définir le modèle de développement** : par l'Etat/digital Factory, par un partenaire privé, par l'Etat accompagné d'un prestataire privé
 - Déterminer les besoins techniques** de la solution, notamment les prérequis techniques de la carte d'identité biométrique (e.g. puce RFID) et de gestion de la base de données
- 4 Déployer l'identité biométrique auprès des Togolais
 - Sélectionner un prestataire technique** et un prestataire biométrique par appel d'offre
 - Commander puis **mettre en place l'infrastructure technique** et les outils de biométrie
 - Mettre en œuvre **l'enrôlement de la population**, en commençant par une **phase pilote (POC)** dans un quartier de Lomé à définir
- 5 Pérenniser la solution en appliquant notamment les process de mise à jour définis

1: E-ID Togo: identification nationale biométrique (2/5)

PRÉLIMINAIRE

1 —
2 —
3 —

Prérequis au succès

- Mise en place du cadre légal permettant le déploiement des modules communs prioritaires (par ex. signature électronique)
- Mise en place d'un modèle opérationnel permettant de développer les modules prioritaires (p.ex. : création de la Digital Factory, prestation de services, etc.) et assurant l'efficacité du processus de sélection des prestataires



Acteurs impliqués

Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale
Agence Togo Digital
Autres ministères:

- Ministère de la Sécurité et de la Protection civile (**Contribution à la définition du cahier des charges**)
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires (**Contribution à l'identification de la population à l'échelle locale**)
- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social (**Contribution à la mise en place d'une stratégie d'attribution de l'identité**)
- Ministère de la Justice et de la Législation (**Intégration avec la Code de la Nationalité**)
- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat (**Utilisation des écoles pour l'enrôlement**)
- Ministère du Développement à la Base, de l'Emploi des Jeunes et de la Jeunesse (**Contribution à la préparation du diagnostic et à la définition de la vision cible par l'expertise des problématiques d'inclusion**)
- Ministère de l'Action sociale, de la Promotion des Femmes et de l'Alphabétisation (**Contribution au déploiement de l'identité biométrique auprès des populations plus vulnérables**)
- Ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel (**Participation aux réflexions sur la stratégie à adopter pour l'attribution de l'identité pour tous**)
- Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins (**Contribution à la préparation du diagnostic et à la définition de la vision cible**)
- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural (**Participation à l'identification des bénéficiaires dans le milieu rural**)

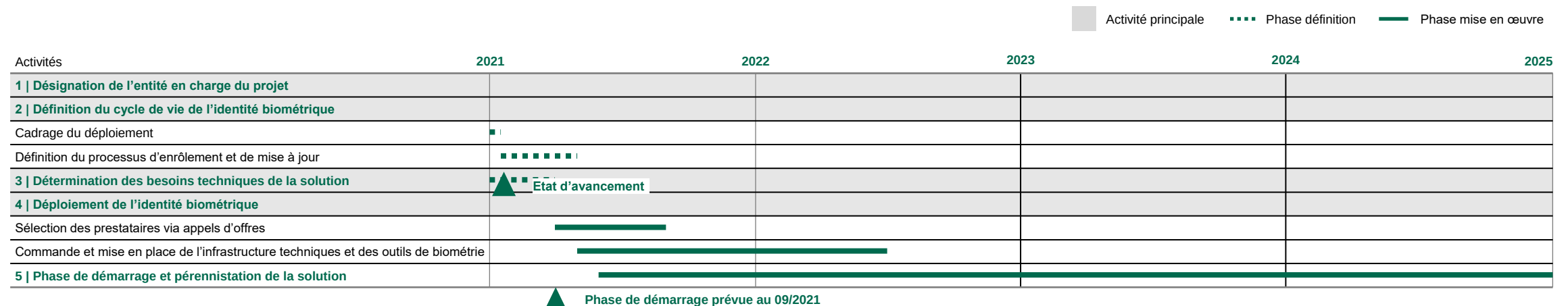


Éléments de budget

- Développement des solutions de biométrie et des infrastructures techniques (serveurs et équipements)
- Renforcement du cadre juridique et institutionnel
- Communication et enrôlement des citoyens



Calendrier de mise en œuvre

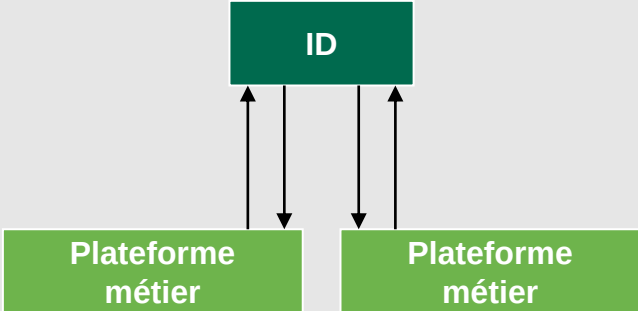
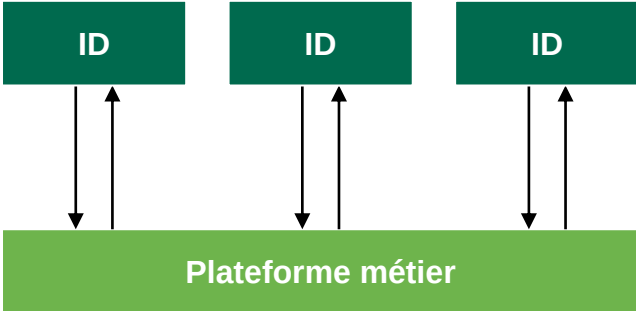
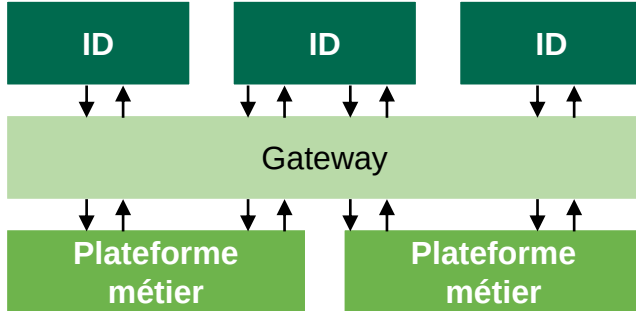


1: E-ID Togo: identification nationale biométrique (3/5)

Le projet e-id Togo s'appuie sur un numéro d'identification unique

PRÉLIMINAIRE

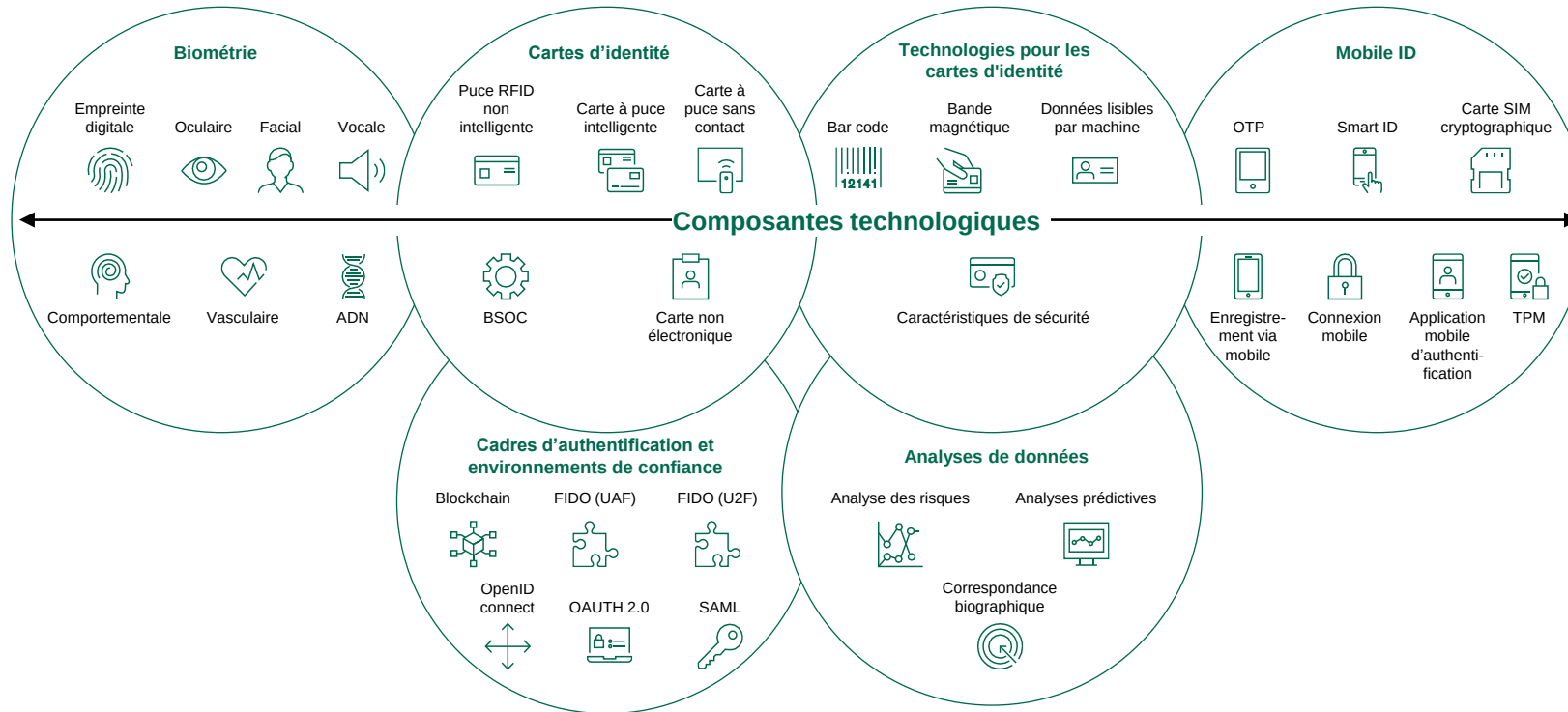
Archétype e-id Togo

	Un identifiant unique et une identité numérique unique	Plusieurs pourvoyeurs d'identité	Plusieurs pourvoyeurs d'identité avec un « Gateway »
Archétypes			
Description	Plateforme attribuant un numéro d'identification unique à chaque usager. Chaque usager de la plateforme aura une identité numérique unique associée à son identifiant Interaction directe entre le pourvoyeur d'identité numérique et les plateformes métier	Plateforme offrant la possibilité aux usagers de choisir entre plusieurs identifiants numériques avec chacun leur propre identité numérique. Ces identifiants peuvent être délivrés par le secteur public ou le secteur privé Interaction directe entre le pourvoyeur d'identité numérique et les plateformes métier	Plateforme offrant la possibilité aux usagers de choisir entre plusieurs identifiants numériques avec chacun leur propre identité numérique. Ces identifiants peuvent être délivrés par le secteur public ou le secteur privé L'interaction des pourvoyeurs d'identité et des plateformes métier est séparée par un « Gateway » qui anonymise les échanges de données pour protéger les données personnelles des usagers

1: E-ID Togo: identification nationale biométrique (4/5)

Zoom sur la liste des composantes technologiques possibles pour l'e-id

PRÉLIMINAIRE

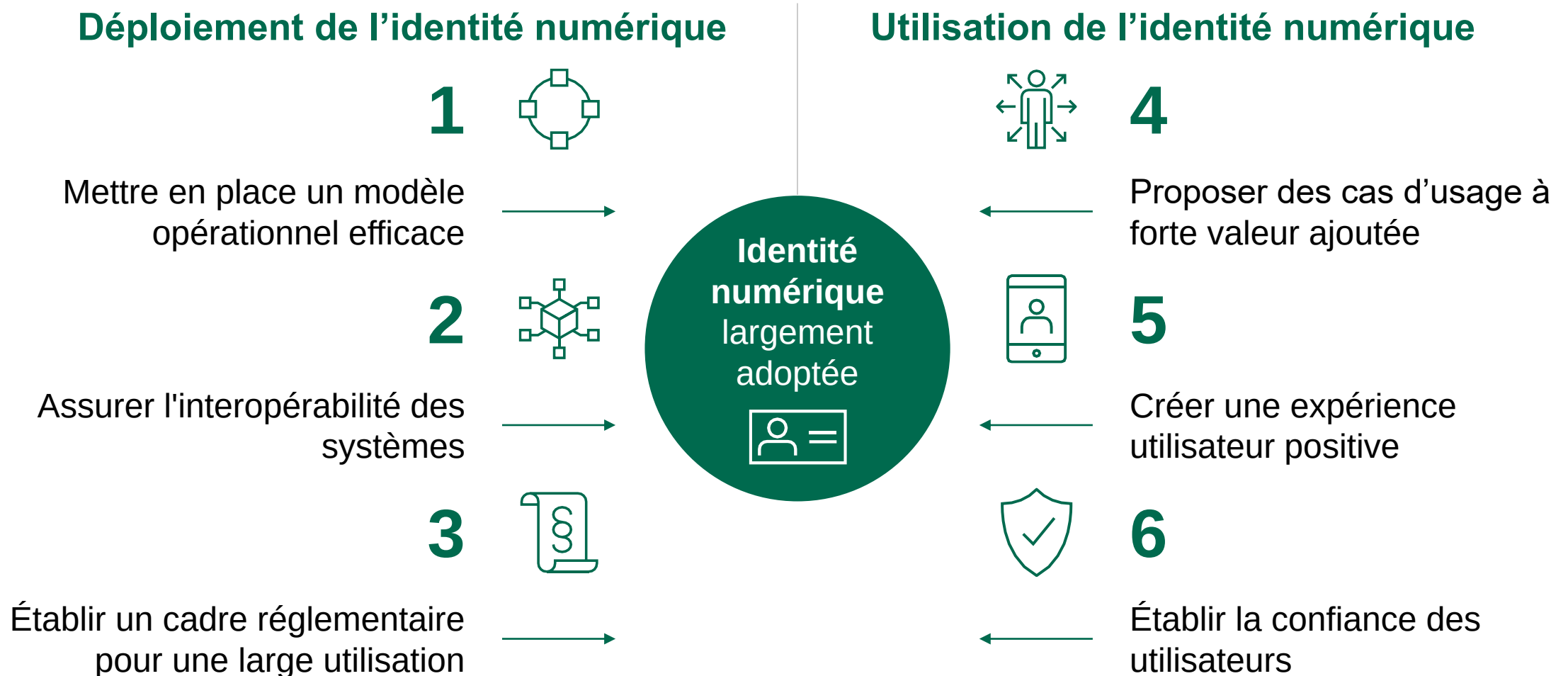


Messages clés

Sélection des **composantes technologiques en cours de finalisation** pour le projet e-Id Togo (actuellement en phase 4 d'élaboration des cahiers de charges techniques et fonctionnels à soumettre aux fournisseurs de solutions biométriques)

1: E-ID Togo: identification nationale biométrique (5/5)

Six étapes essentielles pour garantir une large adoption et utilisation de l'identité numérique



2 REGISTRE SOCIAL UNIQUE : IDENTIFICATION ET SEGMENTATION DES MÉNAGES ET DES INDIVIDUS



Ambition

Facilitation de l'accès aux services sociaux de l'Etat pour toute la population togolaise par la création d'un registre des individus et des ménages sous forme de *Registre Social Unique* (RSU) afin d'améliorer l'inclusion sociale et réduire la pauvreté

-10 %

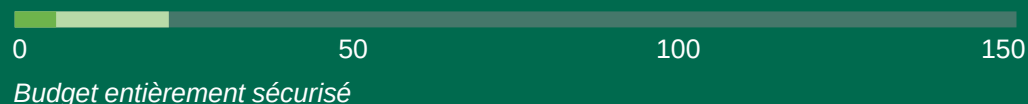
des frais de gestion
des prestations sociales

Description et budget

Création d'un système d'information composé d'une base de données recueillant les profils et les caractéristiques socio-économiques et démographiques des ménages d'un pays, qui permet de cibler plus efficacement les interventions et programmes sociaux vers les populations et ménages auxquels ils bénéficieront le plus

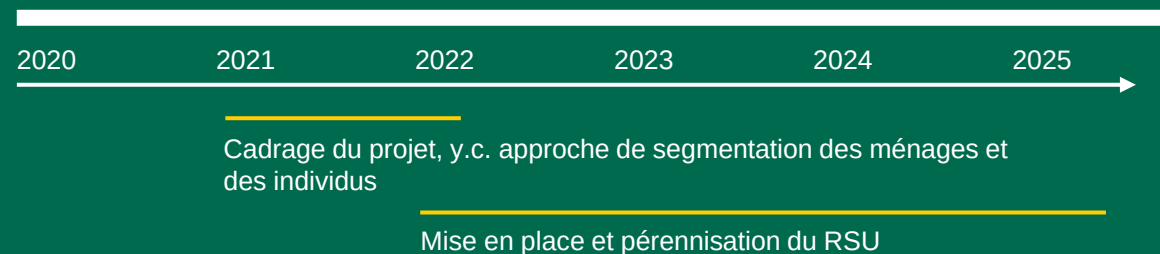
Budget à horizon 2025, millions USD

- Investissement : 1 à 2 M USD
- Budget opérationnel : 15 à 20 M USD



Projets précurseurs et état d'avancement

- Premiers efforts pour l'élaboration de processus de ciblage des populations vulnérables dans le cadre du projet GIVEDIRECT-NOVISSI
- Programme FSB (Filets sociaux et services de bases) pour les transferts monétaires aux ménages vulnérables



Porteurs du projet et partenaires

Porteurs du projet

Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) - Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale

Partenaires mobilisés

Banque mondiale

2: Mise en place du Registre Social Unique (1/2)

Ambition stratégique

Offrir une identité et garantir la couverture santé et l'accès aux services de base à tous

Prérequis

Mise en place d'une Digital Factory

Projets associés

Projets préalables

P1 Attribution de l'identité pour tous

Projets facilités

P3 Mise en place de la Couverture Santé Universelle

Activités principales du projet

1. Cadrer les prérequis du Registre Social Unique et besoins des bénéficiaires

- **Cartographier et analyser les programmes sociaux** existants et bases de données associées
- Impliquer les **organismes et bailleurs multilatéraux** afin d'être accompagné et d'obtenir un financement
- **Benchmarker les solutions internationales** pour identifier les bonnes pratiques en matière de RSU

2. Définir le modèle cible de RSU et l'opérationnaliser

- **Définir un modèle cible de RSU** en simplifiant les prestations sociales et les process de gestion/attribution (e.g. en utilisant l'identité biométrique), et en cadrant les applications (e.g. scoring des bénéficiaires)
- **Traduire le modèle cible en règles de gestion**, notamment pour définir le référentiel de la base de données, les process d'accès d'attribution des aides, ainsi que les règles de mise à jour (e.g. en cas d'évolution de la situation du bénéficiaire)

3. Cadrer et développer la solution technique

- **Définir le modèle de développement** : développement par l'Etat/digital factory, par un partenaire privé, par l'Etat accompagné d'un prestataire privé
- **Déterminer les besoins techniques de support de la solution**, notamment la gestion de la base de données centrale
- **Sélectionner un prestataire d'équipement technique** par appel d'offre
- **Développer le support de la solution technique** (e.g. plateforme de gestion par les fonctionnaires, identifiants des ménages)

4. Mettre en place le registre social unique au sein de l'administration

- **Développer un MVP¹** sur une prestation pilote puis le tester avec les administrations publiques et les bénéficiaires
- **Itérer en suivant une méthodologie agile** et intégrer l'ensemble des prestations
- **Adapter les process de fonctionnement de l'administration**, en intégrant notamment la conduite du changement

1. Minimum Viable Product

2: Mise en place du Registre Social Unique (2/2)

A Impact et mise en œuvre

Objectifs 2025

-10% De frais de gestion des prestations sociales

Ministères impliqués

- **Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale** (en co-lead, en charge principalement des aspects technologique et de méthodologie)
- **Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion des Femmes et de l'Alphabétisation** (co-lead, recensement des prestations sociales et des populations vulnérables)
- **Ministère du Développement à la Base, de l'Emploi des Jeunes et de la Jeunesse** (Co-lead, identification des population vulnérables)
- **Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires** (Facilitation du ciblage des bénéficiaires à l'échelle régionale)
- **Ministère de la Justice et de la Législation** (Contribution à la définition du cadre légal propice au développement et à la mise en place du RSU)
- **Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins** (intégration de la couverture maladie universelle dans le RSU lors de la définition du modèle cible)
- **Ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur informel** (Contribution aux ciblage des bénéficiaires des services sociaux, notamment des travailleurs du secteur informel)
- **Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural** (Participation à l'identification des bénéficiaires dans le milieu rural)

Besoin (éval. préliminaire), Md FCFA, 2020-2025e

■ Public

CHIFFRES ESTIMATIFS

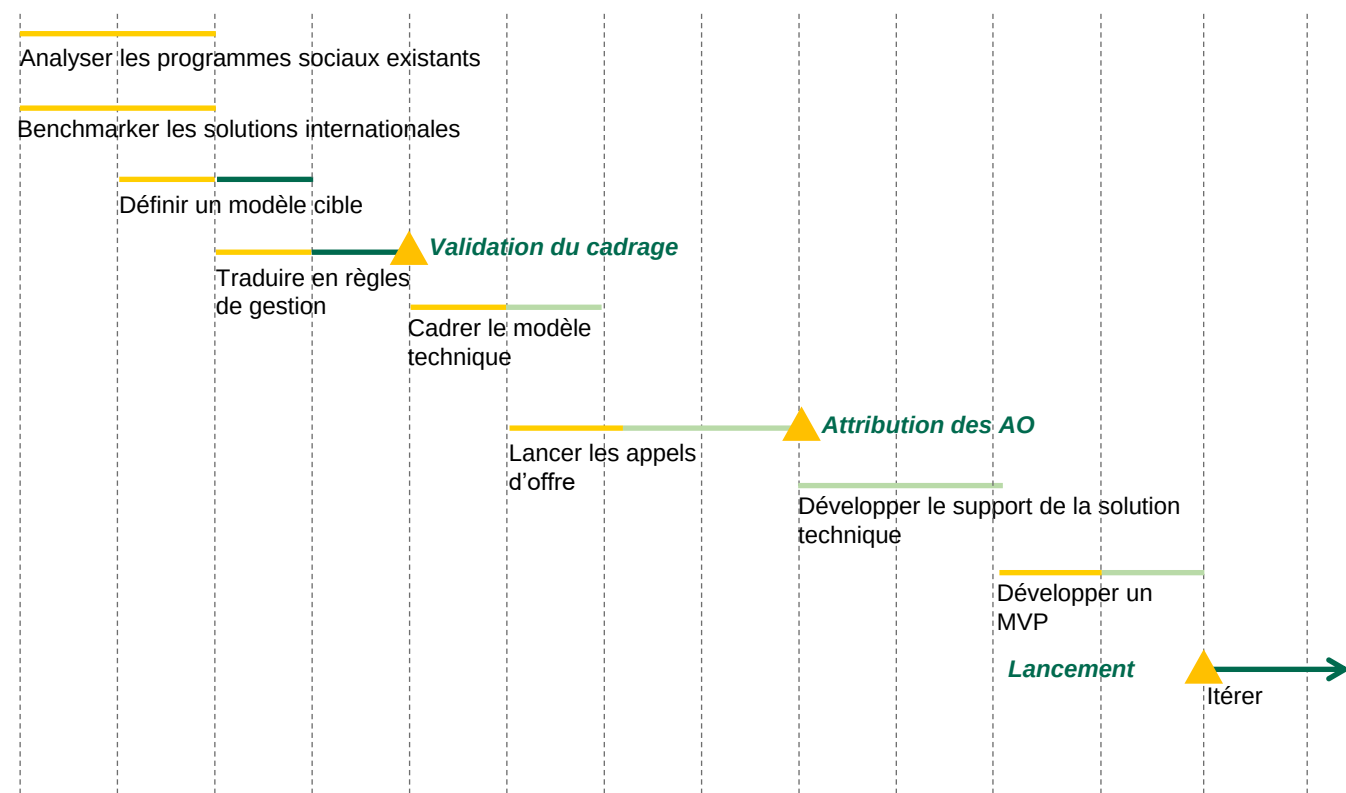


1. Incluant la phase de cadrage 400 à 500 M FCFA, le développement en interne ou par un prestataire (350 à 850 M FCFA), l'infrastructure digitale et l'équipement des fonctionnaires locaux (400 à 600 M FCFA), et la formation des fonctionnaires et conduite du changement (100 à 300 MFCFA)

Calendrier indicatif de mise en œuvre

voir calendrier global pour année de démarrage

janv-23 févr-23 mars-23 avr-23 mai-23 juin-23 juil-23 août-23 sept-23



3 ACCÈS AU HAUT DÉBIT ET À L'ÉQUIPEMENT POUR TOUS



Ambition

Amélioration de la connectivité pour l'ensemble de la population, entreprise et administrations par le déploiement du réseau internet haut débit et l'accès aux équipements technologiques et de télécommunication afin de permettre l'accès aux services digitaux de l'ensemble des Togolais

95 %
de couverture de la population en internet mobile et fixe en 2025

300 000 ménages et entreprises raccordés en FTTH

3
câbles sous-marins connectant le Togo à l'internet mondial

Description et budget

Amélioration de l'accès à internet haut débit par l'extension du réseau de fibre et l'amélioration du réseau mobile (4G pour tous)
Facilitation de l'accès aux équipements (p.ex. smartphones) pour l'ensemble de la population et des entreprises

- Accélération de l'accès à internet haut débit pour les administrations publiques (e-gouv), les centres scolaires (e-éducation) et les centres de soins (e-santé)
- Facilitation de l'accès aux équipements technologiques pour les administrations publiques, les centres scolaires et les centres de soins

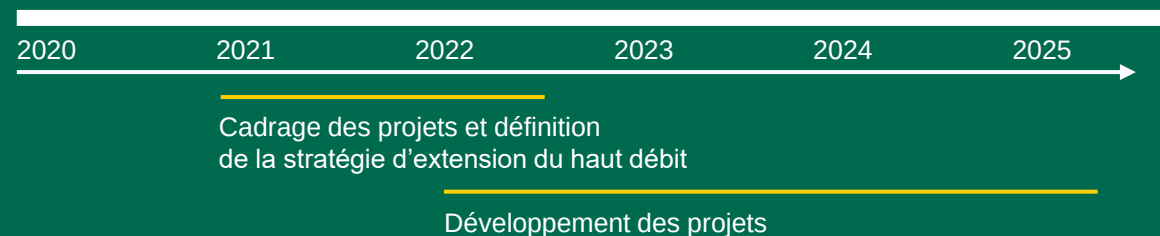
Budget à horizon 2025, millions USD

- Investissement : 500 à 600 M USD
- Budget opérationnel : 15 à 25 M USD



Projets précurseurs et état d'avancement

- Adoption du décret n°2020-116/PR sur le déploiement national de réseaux de communications électroniques en fibre optique
- 503 bâtiments administratifs connectés à la fibre par le projet E-Gouvernement
- Projet CIZO d'électrification des populations hors-réseau par des kits solaires



Porteurs du projet et partenaires

Porteurs du projet

Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale, SIN, ARCEP, Agence Togo Digital, Ministère délégué auprès du Président de la République chargé de l'Énergie et des Mines

Partenaires mobilisés

EXIM Bank of China

3.A: Généralisation de l'accès à internet pour la population (1/2)

Programme

Accès au haut débit et à l'équipement pour tous

Ambition stratégique

- Extension de la couverture réseau internet
- Renforcement du raccordement internet au réseau mondial
- Facilitation de l'acquisition des équipements numériques

Indicateurs clés 2025

- 95% de la population bénéficiant d'une couverture 4G & 250 000 abonnés FTTH
- 3 câbles sous-marin reliant le Togo au réseau international
- 4,5 millions de smartphones utilisés au Togo soit ~50% de la population projetée

Rôle de l'ATD

- Soutien dans la négociation pour l'équipement de matériel électronique
- Coordination des négociations avec les opérateurs téléphoniques



Initiatives principales du projet

☐

 Initiative reprise du plan Togo 2025

A EXTENSION DE LA COUVERTURE RÉSEAU INTERNET FIXE ET MOBILE

- Cadrage du modèle de développement du réseau en comparant l'existant aux territoires essentiels à couvrir
- Définition du cadre juridique et légal permettant l'atteinte des objectifs du projet
- Renforcement du backbone fibre Nord-sud et connexion fibre des antennes-relais via des partenaires sélectionnés et suivis
- Lancement des appels d'offre pour la couverture du territoire en « play or pay » et attribution des lots aux acteurs sélectionnés

B RENFORCEMENT DU RACCORDEMENT INTERNET AU RÉSEAU MONDIAL

- Cadrage du besoin additionnel en bande passante au vu de la capacité disponible et en cours de déploiement par les opérateurs au Togo
- Complétion du cadre juridique et légal afin d'assurer le droit des opérateurs de se raccorder directement au réseau internet mondial, (p. ex : câbles sous-marin internationaux)
- Sélection d'un projet de raccordement et facilitation de sa mise en œuvre notamment par a facilitation des négociations et l'accélération des démarches

C FACILITATION DE L'ACQUISITION DES ÉQUIPEMENTS NUMÉRIQUES

Mise en place de mesures de baisse des coûts à l'achat

- Subvention des appareils électroniques pour assurer un tarif abordable (smartphones à moins de 29 000 FCFA) et abattement fiscal (~20% d'abattement fiscal ayant déjà fait ses preuves au Togo)
- Régulation du coût à l'achat des appareils (pour assurer le bénéfice des mesures aux particuliers)

Incitation d'un partenariat entre un OTM togolais (p. ex : Moov, Togocom) et une marque d'appareils électroniques ou un sponsor d'envergure, pour assurer l'approvisionnement en téléphones à bas prix (en-dessous de 50\$ l'unité, et sur le modèle du Sanza Phone, lancé en partenariat entre Google et Orange en Guinée-Bissau, en Côte d'Ivoire et à Madagascar), par l'implantation locale d'un OEM ou par l'importation puis la commercialisation

Mise en place de mesures de contrôle des équipements introduits illégalement au Togo par le blocage des numéros d'IMEI

- Estimation de l'impact sur la connectivité de bloquer les téléphones illégaux (représentant aujourd'hui une part importante du parc téléphonique)
- Renforcement du pouvoir de l'ARCEP pour avoir aux bases de données des opérateurs et contraindre le blocage des numéros

3.A: Généralisation de l'accès à internet pour la population (2/2)



Prérequis au succès

Mobilisation des acteurs du secteurs

Apport des ajustements nécessaires au cadre réglementaire



Acteurs impliqués

Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires (Identification des ressources présentes et des besoins)

Ministère délégué chargé de l'Energie et des mines (Coordination de la couverture du territoire afin d'alimenter les antennes-relais installées)

Ministères en charge du Développement à la Base (Contribution à l'identification des zones prioritaires, promotion des outils digitaux comme outils d'intégration sociale)

Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière (Apport d'une expertise urbaine et aide à la définition des besoins)



Eléments de budget

Coût de fibrage du territoire togolais et de l'ajout d'une connexion à un câble sous-marin

Montant à subventionner pour permettre 4,5 millions de smartphones à moins de 29 000 FCFA (~50\$) en 2025 vs un prix moyen actuel de 45 000 FCFA



Calendrier de mise en œuvre

■ Activité principale Phase définition — Phase mise en œuvre

Activités	Année	1	2	3	4	Année 5
A Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile						
Cadrage du modèle de développement du réseau						
Définition du cadre juridique et légal du projet	—					
Renforcement du backbone fibre Nord-Sud et connexion des antennes-relais	—					
Lancement des appels d'offre pour la couverture du territoire en "play or pay"						
B Renforcement du raccordement internet au réseau mondial						
Cadrage du besoin additionnel en banque passante						
Complétion du cadre juridique et légal pour assurer l'exploitation du réseau par les opérateurs	—					
Sélection d'un projet de raccordement et facilitation de sa mise en œuvre						
C Facilitation de l'acquisition des équipements numériques						
Mise en place de mesures de baisse des coûts à l'achat						
Incitation d'un partenariat entre un OTM togolais et un fabricant d'appareils électroniques						
Mise en place de mesures de contrôle des équipements introduits illégalement au Togo						

3.A: Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile

INITIATIVE REPRISE DU PLAN TOGO 2025

- 1 **Cadrage du modèle de développement du réseau**
 - **Diagnostic de l'accès au réseau internet** et de la **conduite des projets récents**, notamment WARCIP¹
 - **Analyse du backbone fibre Nord-Sud** ainsi que les connexions requises pour améliorer le raccordement d'antennes
 - **Identification des territoires restant à couvrir afin d'atteindre 95% de population couverte** et le mode de connexion (antenne connectée en fibre/hertzien/satellite, construction et connexion de cybercafés)
- 2 **Définition du cadre juridique et légal**
 - **Mise à jour de la gouvernance et de l'approvisionnement du Fonds de Service Universel** afin de permettre l'atteinte des objectifs de couverture
 - **Définition du modèle légal et économique du déploiement du backbone fibre Nord-Sud** par un PPP²
 - **Rédaction des appels d'offres** pour le renforcement du backbone fibre et pour la couverture réseau du territoire
- 3 **Renforcement du backbone fibre Nord-sud et connexion fibre des antennes-relais**
 - **Sélection de(s) partenaire(s) privé(s) par appel d'offres** pour le renforcement du backbone et la connexion des antennes
 - **Suivi facilitation de la construction** pour le partenaire privé
- 4 **Lancement des appels d'offre pour la couverture du territoire en « play or pay »³**
 - **Définition des lots de couverture du territoire** par des appels d'offres précis, incluant le niveau de subventions acceptable pour chacun
 - **Lancement des consultations puis attribuer chaque lot** de couverture à l'opérateur demandant la couverture pour le niveau de subvention le plus bas et attribuer également un lot pour le déploiement de cyber-café lorsque que le modèle économique ne permet pas une couverture internet totale
 - **Suivre et faciliter le déploiement des infrastructures**



1. West African Regional Communication Infrastructure Program

2. Partenariat public-privé

3. Modèle par lequel l'atteinte de l'objectif de couverture exonère l'opérateur d'une partie de sa contribution au FSU selon les conditions fixées par l'appel d'offre

3.A: Renforcement du raccordement internet au réseau mondial

INITIATIVE REPRISE DU PLAN TOGO 2025

- 1 **Cadrage du besoin additionnel en bande passante au vu de la capacité disponible et en cours de déploiement**
 - **Diagnostiquer la capacité en bande passante disponible pour les opérateurs de service**, les coûts d'exploitation et prix de revente, ainsi que l'évolution des besoins et capacités à l'avenir
 - **Benchmarker les capacités disponibles dans les pays de la sous-région**, le Togo ne disposant aujourd'hui que d'un seul câble sous-marin (WACS - West Africa Cable System) contre 2 au Bénin, 6 au Ghana, 6 en Côte d'Ivoire
 - **Organiser une table ronde avec les opérateurs** afin d'identifier les opportunités de développement et les coopérations possibles entre opérateurs, notamment pour le projet Equiano en cours de déploiement par Google avec Togocom et le projet West African Cable de Maroc Telecom avec Moov
- 2 **Compléter le cadre juridique et légal**
 - Assurer le **droit des opérateurs de se raccorder** directement au réseau internet mondial, par exemple via des câbles sous-marin internationaux
- 3 **Sélectionner un projet de raccordement et faciliter sa mise en œuvre par les opérateurs**
 - **Faciliter la négociation** entre opérateurs Togolais et partenaires internationaux
 - **Accélérer les démarches** afin de permettre une construction rapide du raccordement
 - **Suivre et faciliter la construction** et l'exploitation du raccordement



3.B: « Administration connectée » : plan de raccordement des bâtiments administratifs à l'internet très haut débit (1/2)

Statut du projet

☐ En cours ☒ Nouveau

Porteur du projet

Ministère de l'Economie
Numérique et de la Transformation
Digitale

PRELIMINAIRE



Programme

Accès au haut débit et à l'équipement pour tous



Ambition stratégique

Amélioration de la connectivité internet des administrations publiques au niveau national



Indicateurs clés 2025

- 100% des bâtiments publics raccordés à la fibre optique
- 80% des bâtiments publics raccordés à la fibre optique en réseau local



Rôle de l'ATD

En support aux administrations en négociant des tarifs avantageux pour l'installation de la fibre en interne, l'achat des équipements et des abonnements auprès des opérateurs téléphoniques



Initiatives principales du projet

- A** **Extension du réseau d'infrastructures de fibre optique à destination des administrations publiques dans le cadre des prérogatives de la Société d'Infrastructures Numériques (SIN)**
 - Définition de la stratégie de fibrage nécessitant une cartographie des projets de génie civil d'envergure en cours ou prévus, et une étude du tracé des câbles de fibre optique déployé conformément au décret n° 2020/116**
 - Capitalisation sur les infrastructures alternatives** dans les localités non couvertes par la phase 1 du réseau e-gouvernement :
 - Fibrage potentiel de 53 localités périurbaines réparties sur les 5 régions du pays au travers du programme PERECUT (1600 Km de réseau Basse Tension et 48 Km de réseau Moyenne Tension)
 - Sécurisation de l'installation de fibre optique dans le cadre de tous les projets en cours ou prévus : PEREL, PRISET ou tout autre projet de construction ou de réhabilitation des infrastructures routières, d'extension de réseaux de fourniture d'électricité et d'eau
 - Extension du réseau e-gouvernement** vers les régions non concernées par des projets de génie civil majeurs et priorisation des localités selon deux critères :
 - Critère d'impact reposant sur le niveau de besoin en connectivité (p.ex.: densité des bâtiments publics dans la région, accès à une connexion internet de bonne qualité auprès d'un OTM/FAI ou disponibilité d'offres internet fiables dans la localité en cas d'absence de connexion, etc.)
 - Critère de faisabilité reposant sur les contraintes techniques éventuelles dans la localité ou région (p.ex.: fiabilité du réseau électrique, disponibilité d'infrastructures de communication électronique en fibre optique dans la région, etc.)
 - Opérationnalisation et suivi des travaux de fibrage**
- B** **Sécurisation de l'accès à une connexion très haut-débit dans les bâtiments publics avec 3 leviers possibles activables selon l'effort d'implication de l'Etat (leviers pouvant être activés simultanément)**
 - Sensibilisation des administrations** sur l'intérêt de souscrire à un abonnement internet auprès d'un OTM ou FAI (avec négociation possible auprès des OTM/FAI)
 - Garantie de l'accessibilité des abonnements via la négociation avec les OTM/FAI** dans le cadre de la mise à disposition des infrastructures de fibre optique de la SIN
 - Conditionnement du raccordement au réseau e-gouvernement à l'engagement de branchement de la fibre dans les réseaux locaux des bâtiments administratifs** (503 bâtiments administratifs raccordés à date à Lomé par rapport à un objectif initial de 543 bâtiments) tout en garantissant l'accessibilité du service à un tarif avantageux pour les administrations (ou sa gratuité)

3.B: « Administration connectée » : plan de raccordement des bâtiments administratifs à l'internet très haut débit (2/2)



PRELIMINAIRE

1 — 2 — 3 — Prérequis au succès

Présence de ressources humaines et financières au sein du projet E-gouvernement pouvant assurer l'extension du raccordement

Coordination efficace avec la SIN et les installateurs d'infrastructures de fibre optique dans le cadre des travaux de génie civil pour mutualiser l'effort d'opérationnalisation

Identification des leviers de négociation pour convaincre les OTM ou FAI de proposer des offres attractives pour les administrations

Acteurs impliqués

Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale – **En lead sur le projet**

Ministère de l'Economie et des Finances – **Allocation des ressources financières et budgets pour les dépenses courantes**

Sociétés d'installation des systèmes de câblage et des réseaux informatiques – **Raccordement dans réseaux locaux des administrations publiques**

Société des infrastructures numériques (SIN)

Ensemble des administrations publiques

Agence Togo Digital

Eléments de budget

Coûts de développement des infrastructures de fibre optique dans le cadre du projet e-gouvernement

■ Activité principale Phase définition — Phase mise en œuvre



Calendrier de mise en œuvre

Activités	Année 1	2	3	4	Année 5
A Extension du réseau d'infrastructures de fibre optique à destination des administrations publiques					
Définition de la stratégie de fibrage	...				
Opérationnalisation de la stratégie de fibrage et suivi Des travaux					
Sécurisation de l'accès à une connexion très haut-débit dans les bâtiments publics					
Identification des leviers d'action priorités (sensibilisation, négociation, etc.)					
Mise en place des leviers priorités et suivi des résultats					

3.C: Déploiement d'une plateforme d'achats dédiée au matériel et services informatiques offrant des conditions avantageuses aux administrations (1/2)

PRELIMINAIRE



Programme

Accès au haut débit et à l'équipement pour tous



Ambition stratégique

Création d'une plateforme définissant des standards de qualité, donnant de la transparence sur les besoins communs des administrations et facilitant l'acquisition de matériel et de services informatiques à conditions avantageuses (p.ex.: contrats cadres à tarifs négociés, achats groupés, etc.)



Indicateurs clés 2025

80% des achats d'équipement et de services IT par les administrations suivis par la plateforme



Rôle de l'ATD

Porteur du projet
Développement de la plateforme d'achats centrale au sein de la Digital Factory de l'Agence
Coordination des formations des agents publics pour l'utilisation de la plateforme

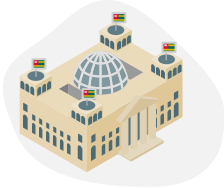


Initiatives principales du projet

- A** Diagnostic des besoins en matériels et services digitaux des administrations publiques
- B** Définition des fonctionnalités et de la gouvernance de la plateforme centrale d'achats, notamment responsabilités des acteurs (p.ex. pour la négociation des achats groupés et des contrats cadres)
- C** Développement et maintenance de la plateforme
- D** Formation des agents administratifs à l'usage de la plateforme
- E** Opérationnalisation et suivi de la plateforme, y.c. support fonctionnel aux utilisateurs

Vision cible de la plateforme

Administrations publiques
(p.ex. DSI, directeurs achats)



Plateforme centrale d'achats

- Centralisation des besoins
- Transparence et suivi des achats
- Optimisation des coûts d'achats à conditions avantageuses (p.ex. contrats cadres à tarifs négociés, achats groupés etc.)

Prestataires et partenaires



3.C: Déploiement d'une plateforme d'achats dédiée au matériel et services informatiques offrant des conditions avantageuses aux administrations (2/2)

PRELIMINAIRE

Prérequis au succès

- Sélection d'un prestataire pour le développement de la plateforme d'achats centrale, notamment à travers la création de l'ATD
- Incitation des ministères à l'utilisation de la plateforme centrale (p.ex. par décret ou incitation financière)
- Conduite du changement et formation des agents publics à l'utilisation de la plateforme centrale

Acteurs impliqués

- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale – en lead sur le projet
- Ensemble des administrations publiques – agents publics utilisant la plateforme centrale
- Fournisseurs de matériels et services informatiques

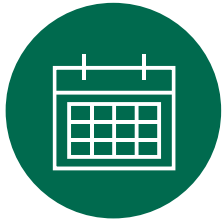
Éléments du budget

- Conception et suivi de la plateforme d'achats centrale au sein du gouvernement: un agent public pendant la durée du projet
- Développement de la plateforme d'achats centrale par un squad¹ dans la digital factory pendant un an, puis maintenance par un développeur
- Formation des agents publics à l'utilisation de la plateforme: 3-4 agents formés parmi les 35 ministères avec 20 agents par workshop

1. Un squad comprenant 5 développeurs et/ou designers, un scrum master et un product owner

Calendrier de mise en œuvre

Activités	Année 1 2 3 4 Année 5				
	Année 1	2	3	4	Année 5
A Diagnostic des besoins en matériels et services digitaux					
Diagnostic des besoins en matériels et services digitaux					
Diagnostic des points de blocage dans le processus d'achat					
Diagnostic des parties prenantes impliquées dans le processus d'achat					
B Définition des fonctionnalités et de la gouvernance					
Développement de la vision cible de la plateforme					
Définition des fonctionnalités techniques et normes communes					
Définition de la gouvernance					
C Développement et maintenance de la plateforme					
Développement de la plateforme					
Maintenance de la plateforme					
D Formation des agents administratifs à l'usage de la plateforme					
Communication auprès des agents administratifs					
Formation des agents administratifs					
E Opérationnalisation et suivi de la plateforme					
Suivi de l'utilisation de la plateforme					
Support technique aux agents publics					



Agenda

1. Contexte et objectifs du projet
2. Rappel des ambitions de la stratégie Togo Digital 2025
- 3. Projets détaillés de la stratégie Togo Digital 2025**
 - > Fondamentaux pour la transformation digitale
 - > **Digitalisation des services publics et sociaux**
 - > Création d'une économie numérique
4. Rappel des projets Togo 2025 pour lesquels le MENTD est en support

4 SERVICES PUBLICS NUMÉRIQUES



Ambition

Facilitation de l'accès aux services publics (p.ex., état civil, titres fonciers, impôts) pour tous les usagers par la digitalisation des procédures et leur intégration dans un portail unique et interopérable dans un effort national coordonné

75 %

des démarches administratives digitalisées

80 %

de satisfaction des usagers avec les démarches administratives

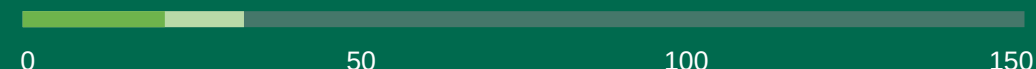
Description et budget

- Mise à disposition des citoyens et entreprises d'un portefeuille de services publics digitalisés (p.ex. état civil, titres fonciers, impôts) au sein d'un portail unique
- Développement d'outils communs et d'une plateforme d'interopérabilité permettant d'accélérer la transformation au niveau des administrations
- Formation des agents publics à l'utilisation des outils et plateformes numériques

Budget à horizon 2025, millions USD

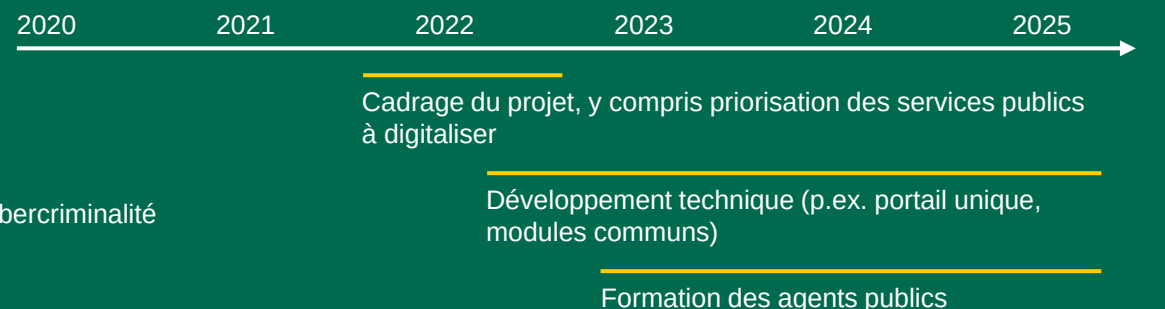
■ Investissement : 15 à 20 M USD

■ Budget opérationnel : 5 à 10 M USD



Projets précurseurs et état d'avancement

- Mise en place de service-public.gouv.tg
- Lancement des plateformes voyage.gouv.tg et vaccination COVID-19
- Efforts de digitalisation de procédures administratives lancés (p.ex. création d'entreprise, demande de permis de construire)
- Loi n° 2019-014 relative à la protection des données à caractère personnel et loi n°218-026 sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité
- Création de l'ANCy (Agence Nationale de la Cybersécurité) et CDA (Cyber Defense Africa)



Porteurs du projet et partenaires

Porteur des projets

Agence Togo Digital - Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale, Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social

Partenaires recherchés

Partenaires financiers, partenaires techniques, centres de formation, conseil dans le digital

4.A: « Portail Togo Digital »: digitalisation des services publics les plus sollicités au sein d'un portail unique (1/2)

Statut du projet

☐ En cours ☒ Nouveau

Porteur du projet

Agence Togo Digital

PRELIMINAIRE



Programme

Services publics numériques



Ambition stratégique

Renforcement de la transformation numérique des services publics en créant une architecture nationale et en digitalisant les cas d'usage prioritaires:

- Services publics digitalisés offrant des parcours simplifiés, rapides et sécurisés à destination des citoyens et entreprises
- Echanges entre administrations, citoyens et entreprises fluides et harmonisés
- Optimisation des efforts et dépenses des administrations par la mise en place d'éléments communs



Indicateurs clés 2025

- 1 architecture nationale déployée
- 1 système d'interopérabilité opérationnel
- 20 administrations utilisant l'outil commun pour dématérialiser leurs services
- 75% des démarches administratives digitalisées en volume
- 85% de satisfaction des usagers
- 80% des registres digitalisés en 2025
- 100% des infrastructures sociales géoréférencées



Rôle de l'ATD

- Porteur du projet
- Exécution des initiatives au sein de la Digital Factory de l'Agence (p.ex. développement de la plateforme nationale)



Initiatives principales du projet

- A** Définition d'un **schéma directeur et de normes d'infrastructures**, de sécurité et technologiques pour la mise en place progressive d'une architecture nationale
- B** Mise en place d'un **portail unique du gouvernement** proposant toute l'information sur les services publics ainsi que les 20 parcours prioritaires à dématérialiser
- C** Mise en place progressive d'un **système d'interopérabilité** permettant l'échange de données entre administrations, citoyens et entreprises
- D** Développement **d'outils communs aux administrations** permettant la transformation digitale des services publics, notamment d'un outil générique et paramétrable pour la dématérialisation des procédures (p.ex.: outil de gestion de workflow)
- E** Numérisation des principales **bases de données et des référentiels** existants de l'Etat, y.c. une cartographie des infrastructures sociales



Arbitrage nécessaire sur les services publics prioritaires à digitaliser

4.A: « Portail Togo Digital »: digitalisation des services publics les plus sollicités au sein d'un portail unique (2/2)



PRELIMINAIRE

Prérequis au succès

- Alignement des administrations autour d'un programme commun
- Sélection de prestataires pour les activités de développement (p.ex. plateforme d'interopérabilité), notamment à travers la création de l'ATD
- Formation des agents publics aux services digitalisés
- Mise en place progressive des prérequis technologiques et le cadre légal nécessaires à la digitalisation des services publics (p.ex. e-ID)

Acteurs impliqués

- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale – en lead sur le projet
- Ensemble des administrations publiques proposant des services publics aux citoyens et entreprises (cf. cartographie des services publics) – intervenant sur les initiatives du projet comme la digitalisation des services publics et des bases de données

Éléments du budget

- Conception de l'infrastructure: un expert pendant la durée du projet
- Portail national y.c. services digitalisés: un squad¹ au sein de la digital factory de l'ATD pendant 5 ans
- Plateforme d'interopérabilité: conception et développement par un squad¹ pendant un an, puis maintenance par un développeur
- Outils communs aux administrations: conception et développement par un squad¹ pendant un an, puis maintenance par un développeur
- Digitalisation des référentiels et BDD: conception et développement par un squad¹ pendant un an, puis maintenance par un informaticien

1. Un squad comprenant 5 développeurs et/ou designers, un scrum master et un product owner

Calendrier de mise en œuvre

	Activité principale	Phase définition	Phase mise en œuvre			
Activités	Année 1	2	3	4	Année 5	
A Définition d'un schéma directeur et normes d'infrastructure						
Définition des éléments d'infrastructure (p.ex. data centers, cloud)						
B Développement du portail national						
Définition de la vision cible du portail (y.c. priorisation des services)						
Développement du portail national intégrant les 20 services						
Elargissement de l'offre et enrichissement des fonctionnalités						
C Développement d'une plateforme d'interopérabilité						
Définition des fonctionnalités et éléments techniques						
Développement de la plateforme						
Maintenance de la plateforme						
D Mise en place d'outils communs						
Feuille de route pour la mise en place d'outils communs						
Développement des outils communs						
Maintenance des outils communs						
E Digitalisation des référentiels et bases de données						
Cartographie des référentiels et BDD des administrations						
Digitalisation des référentiels et BDD existants						
Mise à jour des référentiels et BDD digitalisés						

4.A: Approche et objectifs guidant la transformation digitale des services publics

Approche



Développer une vision intégrée de la transformation digitale des services publics, avec une approche autour des cas d'usage



Mettre en place une architecture nationale de manière progressive afin de soutenir le déploiement des cas d'usage, intégrant des éléments d'infrastructure, un socle d'interopérabilité, des modules communs et un portail national



Adopter une approche centrée sur les besoins des usagers des services publics (citoyens et entreprises), s'appuyant sur les méthodologies agile et design thinking



Impliquer des équipes multidisciplinaires avec une implication forte des administrations et sollicitation de l'expertise de partenaires et prestataires externes



Accompagner la transformation digitale de mesures de conduite du changement et formations des agents publics

Objectifs

- ✓ Permettre aux citoyens et entreprises d'accéder aux informations et procédures administratives digitalisées de bout en bout de manière rapide et sécurisée
- ✓ Fluidifier et harmoniser les échanges entre les administrations, citoyens et entreprises
- ✓ Optimiser les efforts et dépenses des administrations par la mise en place d'éléments communs

4.A: Feuille de route pour la digitalisation des services publics autour de 2 phases

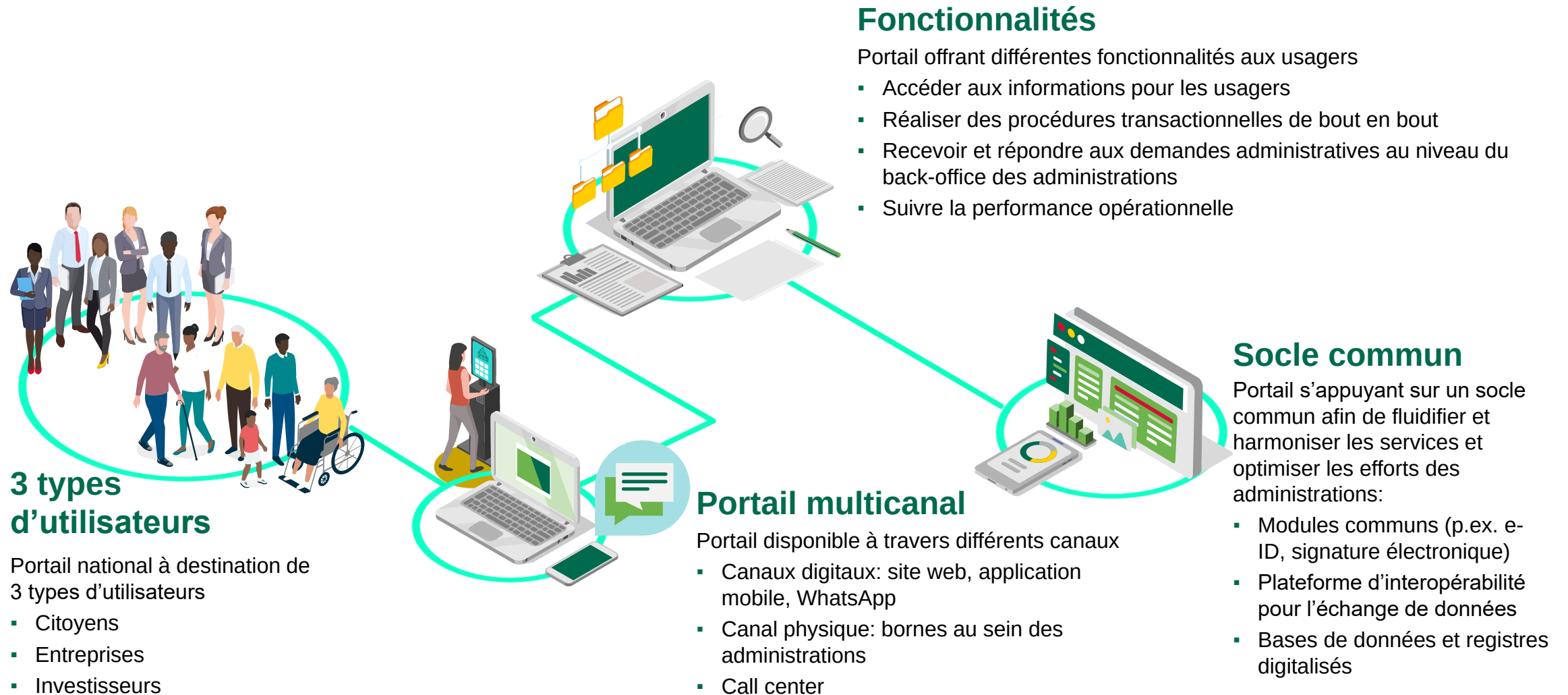
PRELIMINAIRE

	Phase 1		Phase 2
A Architecture nationale	Définition des normes et éléments d'infrastructure (p.ex. data centers, cloud)		Développement progressif des éléments d'infrastructure afin de soutenir la digitalisation des services publics
B Portail unique du gouvernement	Définition de la vision cible du portail	MVP du portail unique du gouvernement	Développement du portail unique du gouvernement
	Priorisation des services publics à digitaliser	Pilote sur 1-2 procédures prioritaires	Digitalisation des services publics prioritaires et intégration dans le portail unique
C Système d'interopérabilité	Définition des fonctionnalités et éléments techniques de la plateforme d'interopérabilité		Développement progressif du système d'interopérabilité afin de soutenir la digitalisation des services publics
D Outils communs aux administrations	Définition de la feuille de route pour la mise en place d'outils communs aux administrations		Développement des outils communs selon la feuille de route
E Numérisation des principales bases de données et des référentiels de l'Etat	Cartographie des référentiels et bases de données existants	Feuille de route pour la digitalisation des référentiels et bases de données	Digitalisation et mise à jour des référentiels et bases de données de l'Etat selon la feuille de route

4.A: Architecture nationale comme bonne pratique pour digitaliser les services publics autour de 4 éléments

	Description	Rationnel
 Portail national	Portail national informationnel et transactionnel des services publics à destination des citoyens et entreprises	Portail national offrant aux usagers une interface unique afin d'accéder aux informations et procédures transactionnelles de manière intégrée et harmonisée
 Modules communs <i>Détaillé dans les conditions cadres</i>	Modules communs (p.ex., e-ID, signature électronique, paiement en ligne) nécessaires au déploiement des services digitalisés sur le portail national	Mutualisation des modules permettant d'offrir des services intégrés et sécurisés et d'optimiser les efforts et ressources des administrations
 Plateforme d'interopérabilité	Socle d'interopérabilité permettant l'échange de données entre les administrations et de fluidifier les procédures	L'interopérabilité au cœur du système afin de fluidifier les échanges au sein de l'administration et offrant un service intégré et harmonisé aux usagers
 Infrastructure	Registres et bases de données des administrations (p.ex. registre national de la population, registre de commerce) Hardware et outils IT (p.ex. data centers, cloud etc.)	Digitalisation et harmonisation des registres et bases de données formant la base pour la mise en place de services publics digitalisés Stockage et exploitation des données nécessitant hardware et outils IT

4.A: Portail multicanal à destination de 3 types d'utilisateurs, offrant différentes fonctionnalités et reposant sur un socle commun



4.A: 6 modules communs prioritaires permettant d'harmoniser les services et optimiser les efforts des administrations

Modules communs compris dans les conditions cadres pour le développement du numérique

NON EXHAUSTIF

Aide en ligne

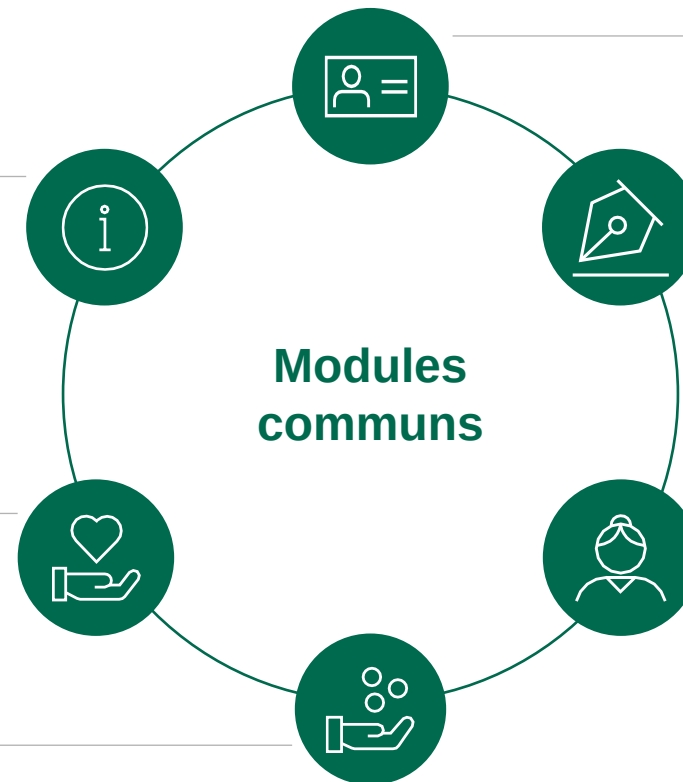
Informations et accompagnement en ligne permettant de poursuivre les démarches administratives à tout moment

Satisfaction des usagers

Retours des usagers sur la qualité du service rendu par les administrations afin de pouvoir améliorer le service en question

Paiement en ligne

Paiement multicanal des taxes et redevances liées aux procédures administratives



Identification digitale

Identification digitale (e-ID) permettant aux utilisateurs d'accéder à leur compte de façon digitalisée et automatisée

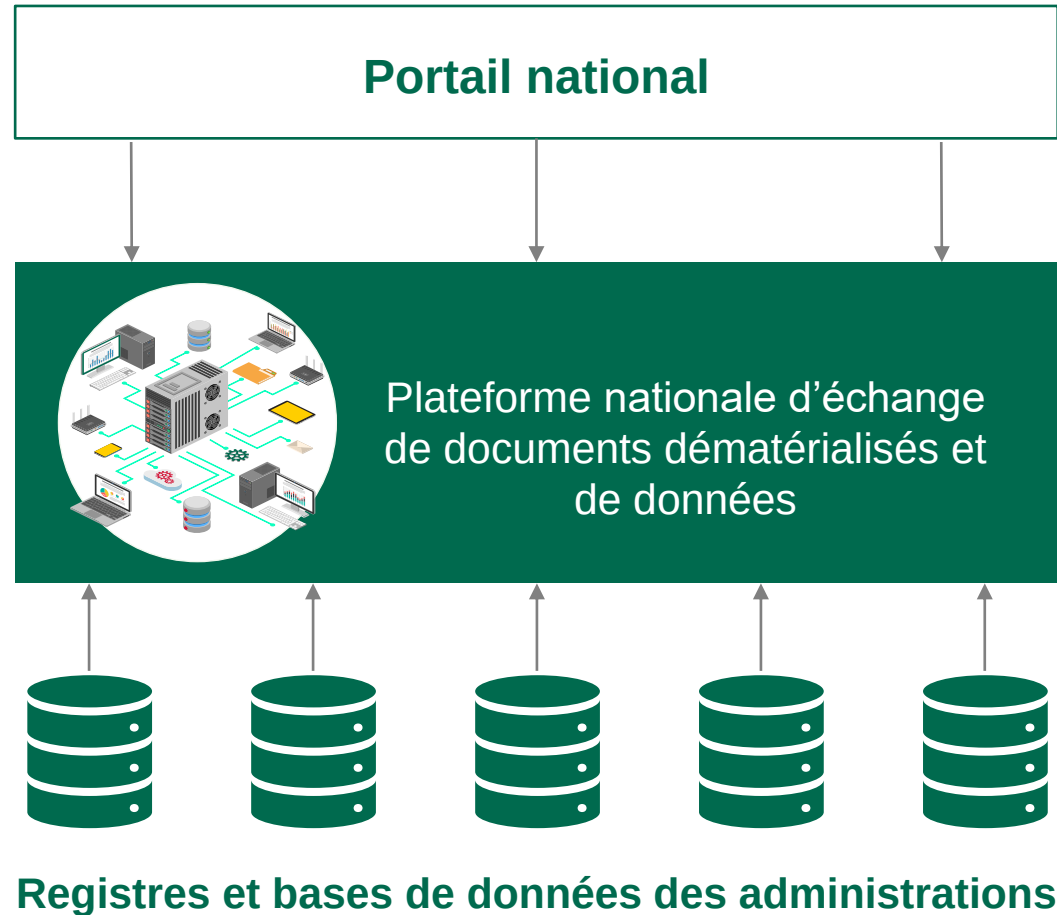
Signature électronique

Signature de documents à travers un dispositif électronique depuis le portail, s'appuyant sur un cadre légal mis à disposition par les autorités compétentes

Compte citoyen

Accès aux informations personnelles et à une banque de documents constituée au fur et à mesure des démarches et des téléchargements sur le portail

4.A: Plateforme d'interopérabilité permettant l'échange de données entre administrations



Objectifs de la plateforme d'interopérabilité

- **Faciliter la digitalisation** des procédures administratives en connectant les bases de données
- **Maximiser l'efficacité** et l'efficacité des démarches administratives
- **Éliminer progressivement les documents** administratifs intermédiaires
- **Minimiser le nombre de déplacements** réalisés par les citoyens et les entreprises
- Garantir la **traçabilité** et la **sécurité des échanges**

4.A: Vision du portail central intégrant des services publics digitalisés de bout en bout le long du parcours citoyen

NON EXHAUSTIF

Etat civil et documents administratifs



Demande et obtention de documents d'état civil et administratifs digitalisés de bout en bout et liées à un identifiant unique à chaque citoyen

Comprenant l'acte de naissance, le certificat de nationalité, la carte d'identité nationale etc.

Education, emploi et subventions



Accès à l'ensemble des procédures et services liés à l'éducation et l'emploi par le digital

Comprenant l'inscription à l'école et aux examens, l'accès au contenu éducatif en ligne, les demandes de bourse, l'accès aux offres d'emploi etc.

Santé



Accompagnement des citoyens dans leurs parcours de santé par des services entièrement digitalisés

Comprenant les demandes de rendez-vous médicaux, le carnet de vaccin, la télémedecine, la couverture santé universelle etc.

Logement et foncier



Demande et obtention de services liés à l'habitation, le logement et foncier dématérialisés et facilités par le digital

Comprenant l'accès à l'eau et l'électricité, le permis de construire, titre foncier etc.

Fiscalité, commerce et entreprises



Accompagnement des citoyens dans les procédures fiscales, de commerce et entreprises

Comprenant le paiement des impôts, appels d'offres, création d'entreprises etc.

4.A: Priorisation des services publics à intégrer dans le portail central suivant 3 étapes

Détail pages suivantes

1 Cartographie des services publics des administrations au Togo

~500 services

Cartographie détaillée des services publics à destination des citoyens et entreprises renseignés par les administrations publiques au Togo



2 Services sélectionnés pour la priorisation

~60 services

Liste de services formant la base pour la priorisation établie avec 4 sources complémentaires:

- Liste des 20 services les plus digitalisés au monde¹
- Liste des 20 services recommandés pour les pays de l'UEMOA² (10 pour les citoyens et 10 pour les entreprises)
- Liste des 20 services prioritaires de l'enquête (10 pour les citoyens et 10 pour les entreprises)
- Liste des 24 services supplémentaires issus des entretiens avec les administrations publiques



3 Services prioritaires pour la digitalisation

20 services

Priorisation des services publics en fonction des critères d'impact et de faisabilité pour la digitalisation des services publics



La priorisation concerne les services citoyens et entreprises et non pas l'administration en interne (sujet traité séparément)



1. Liste du rapport EGDI des Nations Unies (UN E-Government survey)
2. Evaluation des usages numériques et politiques nationales en matière d'utilisation de masse du numérique dans l'espace UEMOA, Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (2020)

4.A: ~ 60 services publics à destination des citoyens et entreprises formant la base pour la priorisation

NON EXHAUSTIF

1	Demande d'acte de naissance	21	Inscription au concours pour entrer dans la fonction publique	41	Suivi de l'avancement d'une procédure juridique (entreprises)
2	Demande de certificat de résidence	22	Demande de branchement à l'électricité (citoyens)	42	Création d'une entreprise
3	Demande de certificat de nationalité	23	Paiement des impôts et taxes (citoyens)	43	Déclaration et paiement d'impôts (entreprises)
4	Demande de carte d'identité nationale	24	Dépôt de plaintes (citoyens)	44	Déclaration et paiement de taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
5	Obtention de justificatifs de situation fiscale	25	Contrôle de qualité et certification des semences	45	Déclaration et paiement des charges sociales
6	Demande de branchement à l'eau (citoyens et entreprises)	26	Emission de la carte électorale	46	Inscription à l'examen du permis de conduire
7	Accès et soumission aux appels d'offre	27	Paiement des factures d'électricité (citoyens)	47	Demande d'immatriculation à la sécurité sociale
8	Demande de certificat de conformité environnementale	28	Paiement des factures d'eau (citoyens)	48	Cotisation à la sécurité sociale
9	Délivrance de récépissés de déclaration d'association aux organisations de la société civile	29	Demande de branchement à l'électricité (entreprises)	49	Paiement des prestations de sécurité sociale envers les assurés
10	Demande de carte de séjour	30	Paiement des factures d'électricité (entreprises)	50	Demande d'extrait du casier judiciaire (citoyens)
11	Consultation en ligne des informations juridiques sur les entreprises	31	Paiement des factures d'eau (entreprises)	51	Déclaration d'un changement d'adresse (sous réserve d'un projet d'adressage digital des citoyens)
12	Plateforme nationale de l'enseignement et apprentissage (y.c. informations sur l'orientation, inscriptions, contenu en ligne etc.)	32	Modification d'une entreprise	52	Demande d'immatriculation de véhicule
13	Demande et renouvellement d'agréments pour l'investissement (p.ex. ZF et CI)	33	Transmission d'une entreprise	53	Suivi sanitaire et vaccinal (couple mère - enfant)
14	Demande d'acte de mariage	34	Cessation d'une entreprise	54	Application de prévention des complications liées aux grossesses
15	Demande de passeport	35	Emission et Paiement d'une amende (citoyens)	55	Demande ou renouvellement de brevet / enregistrement d'une marque
16	Demande de carte professionnelle	36	Paiement des droits d'usage de la route	56	Suivi de l'avancement d'une procédure juridique (citoyens)
17	Demande de visa	37	Agéments d'importation, de mise sur le marché, d'exportation et de transit de biens et services	57	Dépôt de plaintes (entreprises)
18	Demande d'acte de décès	38	Constitution d'un dossier médical unique	58	Demande de permis de construire (entreprises)
19	Demande de titre foncier (citoyens et entreprises)	39	Demande de licence d'exploitations (p.ex. licence tourisimes, officine, dépôt pharmaceutiques, etc.)	59	Demande de laisser-passer
20	Demande d'extrait du registre du commerce	40	Demande de consultation médicale en ligne	60	Demande de permis de construire (citoyens)
				61	Services de dédouanement (p.ex. délivrance de certificat d'origine CEDEAO-UEMOA)

4.A: Priorisation en fonction des niveaux d'impact et de faisabilité pour la digitalisation des services publics

Attribution de scores d'impact et de faisabilité des services publics

Score (1-5) et rationnel attribués aux critères d'impact et de faisabilité et de leurs sous-critères



Impact du service public

- > Niveau d'importance ressortant de l'enquête et des entretiens
- > Niveau d'importance de la digitalisation du service public à l'international
- > Taille de la population cible



Faisabilité de digitalisation du service public

- > Statut de digitalisation de la procédure (digitalisé / en cours / pas digitalisé)
- > Complexité du processus en matière de gouvernance et sécurité des données



Classement et priorisation des services publics

- > Classement des services publics en trois catégories (faible: 1-3, moyen: 3-4, élevé: 4-5) sur les critères d'impact et de faisabilité
- > Matrice de priorisation en fonction des catégories afin d'identifier les services à digitaliser en priorité
- > Séquencement des services publics en 4 vagues de 5 services afin de garantir une opérationnalisation réaliste

Impact			Services à digitaliser en priorité
Faisabilité			

4.A: 20 parcours citoyens et entreprises se démarquant par leurs niveaux d'impact et de faisabilité

PRELIMINAIRE

xx Services déjà digitalisés xx Projet de digitalisation en cours

Matrice de priorisation des services publics

Impact	Elevé	Demande de branchement à l'électricité (citoyens) Païement des impôts et taxes (citoyens) Demande d'extrait du casier judiciaire (citoyens) Païement des factures d'électricité (citoyens) Païement des factures d'eau (citoyens) Demande de branchement à l'électricité (entreprises) Païement des factures d'électricité (entreprises) Païement des factures d'eau (entreprises) Création d'une entreprise Déclaration et paiement d'impôts (entreprises) Déclaration et paiement de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) Déclaration et paiement des charges sociales Demande de permis de construire (entreprises)	Demande de certificat de nationalité Demande de carte d'identité nationale Demande de passeport Demande de titre foncier (citoyens et entreprises) Demande d'extrait du registre du commerce	Demande d'acte de naissance Demande de certificat de résidence Demande de branchement à l'eau (citoyens et entreprises) Demande de visa
	Moyen	Inscription à l'examen du permis de conduire Demande d'immatriculation à la sécurité sociale Cotisation à la sécurité sociale Païement des prestations de sécurité sociale envers les assurés Demande d'immatriculation de véhicule Dépôt de plaintes (entreprises) Demande de permis de construire (citoyens) Services de dédouanement (p.ex. délivrance de certificat d'origine CEDEAO-UEMOA) Emission de la carte électorale	Païement des droits d'usage de la route Dépôt de plaintes (citoyens) Modification d'une entreprise Transmission d'une entreprise Cessation d'une entreprise Agréments d'importation, de mise sur le marché, d'exportation et de transit de biens et services Constitution d'un dossier médical unique Suivi de l'avancement d'une procédure juridique (entreprises)	Obtention de justificatifs de situation fiscale Accès et soumission aux appels d'offre Demande de certificat de conformité environnementale Délivrance de récépissés de déclaration d'association aux organisations de la société civile Demande de carte de séjour Consultation en ligne des informations juridiques sur les entreprises Plateforme nationale de l'enseignement et apprentissage (y.c informations sur l'orientation, inscriptions, contenu en ligne etc.) Demande et renouvellement d'agréments pour l'investissement (p.ex. ZF et CI) Demande d'acte de mariage Demande de carte professionnelle Demande d'acte de décès
	Faible	Niveau de faisabilité notamment faible quand le service a déjà été digitalisé		
		Faible	Moyen	Elevé
		Faisabilité		

20 services prioritaires

- Demande d'acte de naissance
- Demande de visa
- Demande de certificat de nationalité
- Demande de carte d'identité nationale
- Demande de passeport (première demande)
- Demande de carte de séjour
- Demande d'acte de mariage
- Demande d'acte de décès
- Demande de certificat de résidence
- Demande de titre foncier (citoyens et entreprises)
- Demande de branchement à l'eau (citoyens et entreprises)
- Accès et soumission aux appels d'offre
- Demande d'extrait du registre du commerce
- Obtention de justificatifs de situation fiscale
- Consultation d'informations juridiques d'entreprises
- Demande de certificat de conformité environnementale
- Délivrance de récépissés de déclaration d'association aux organisations de la société civile
- Demande de carte professionnelle
- Demande et renouvellement d'agréments pour l'investissement (p.ex. ZF et CI)
- Plateforme nationale de l'enseignement et apprentissage (y.c. informations sur l'orientation, inscriptions, contenu en ligne etc.)

4.A: Services publics prioritaires pour la digitalisation permettant de lancer la digitalisation tout au long du parcours citoyen

20 services publics priorités pour la digitalisation, excluant les procédures pour lesquels des efforts de digitalisation ont déjà été menés



Etat civil et documents administratifs

- Demande d'acte de naissance
- Demande de visa
- Demande de certificat de nationalité
- Demande de carte d'identité nationale
- Demande de passeport (première demande)
- Demande de carte de séjour
- Demande d'acte de mariage
- Demande d'acte de décès

Services publics soutenus par le projet d'identification nationale biométrique e-ID



Education, emploi et subventions

- Plateforme nationale de l'enseignement et apprentissage (y.c. informations sur l'orientation, inscriptions, contenu en ligne etc.)

Services publics pour les subventions couverts par l'extension du programme NOVSSI



Santé

Services publics de santé couverts par le projet de Couverture Santé Universelle (CSU)



Habitation, logement et foncier

- Demande de certificat de résidence
- Demande de titre foncier (citoyens et entreprises)
- Demande de branchement à l'eau (citoyens et entreprises)



Fiscalité, commerce et entreprises

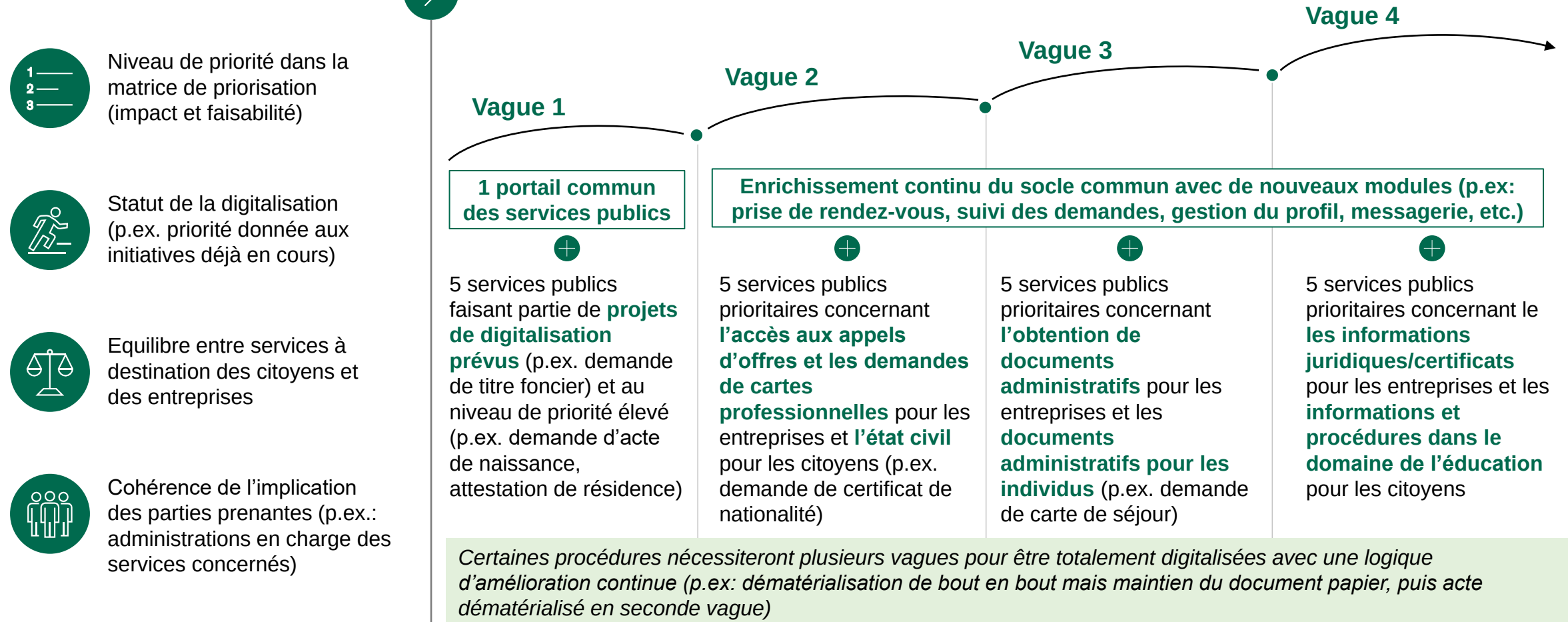
- Accès et soumission aux appels d'offre
- Demande d'extrait du registre du commerce
- Obtention de justificatifs de situation fiscale
- Consultation d'informations juridiques d'entreprises
- Demande de certificat de conformité environnementale
- Délivrance de récépissés de déclaration d'association aux organisations de la société civile
- Demande de carte professionnelle
- Demande et renouvellement d'agréments pour l'investissement (p.ex. ZF et CI)

4.A: Séquencement de la digitalisation des 20 services en 4 vagues afin de sécuriser l'opérationnalisation de la digitalisation (1/2)

PRELIMINAIRE

4 critères retenus pour le séquencement...

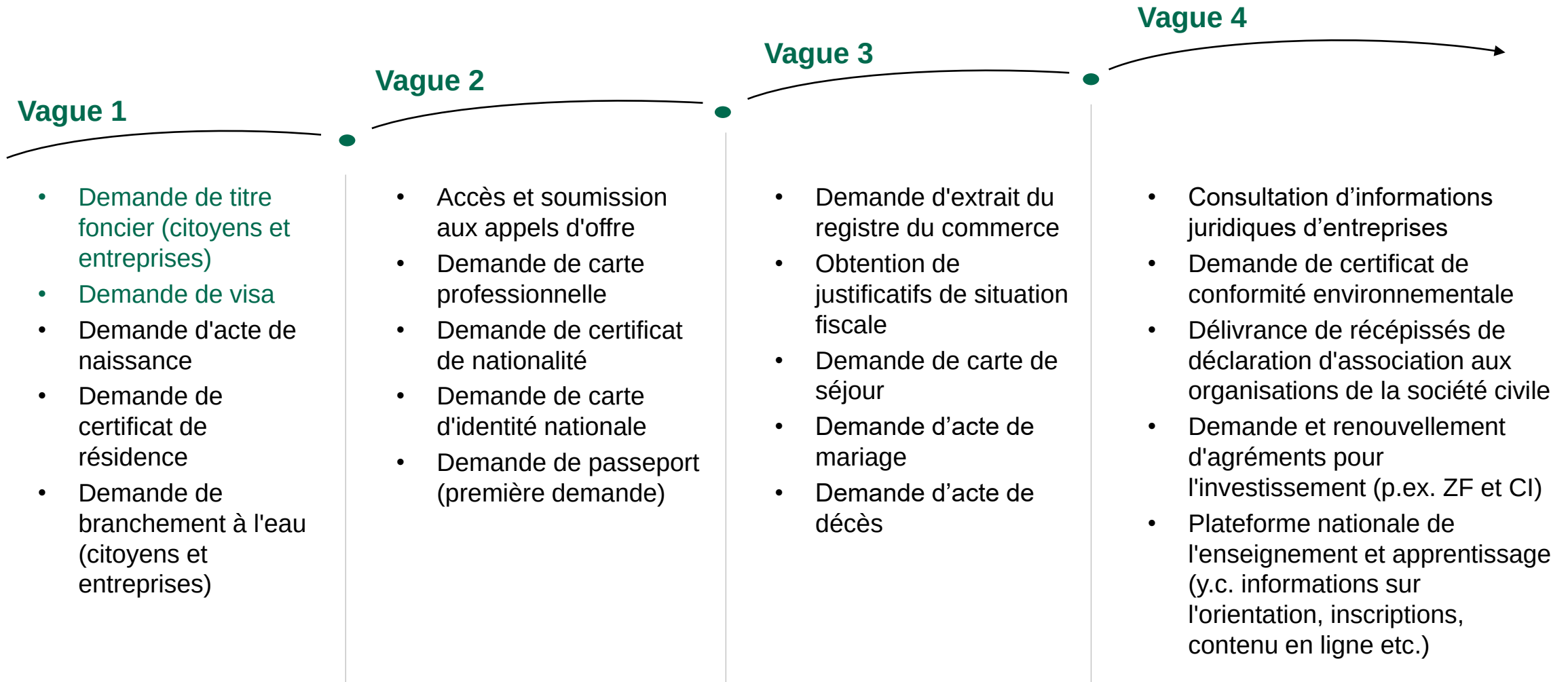
...permettant de définir un séquencement en 4 vagues de 5 services



4.A: Séquencement de la digitalisation des 20 services en 4 vagues afin de sécuriser l'opérationnalisation de la digitalisation (2/2)

PRELIMINAIRE

xx Projet de digitalisation prévu



4.A: Services publics pouvant être classifiés en 3 niveaux de monétisation



Services intrinsèquement rentables

Services ayant un business model rentable pour lesquels la digitalisation permet une baisse des coûts et/ou une monétisation supplémentaire

Exemples: demande de permis de construire, demande d'agrément pour l'investissement



Services monétisables par la digitalisation

Services pour lesquels la digitalisation permet une monétisation par des frais de services à destination des usagers (notamment pour ne plus avoir à se déplacer, une meilleure expérience usager etc.)

Exemples: demande d'extrait du registre du commerce, demande de visa



Services de droits de citoyens peu monétisables

Services liés aux droits des citoyens et/ou fonctions régaliennes de l'Etat, ne pouvant pas ou peu être monétisés

Exemples: demande de certificat de nationalité, demande d'acte de naissance

Elevé

Faible

Potentiel de monétisation du service

4.A: 20 services prioritaires ayant des niveaux de monétisation différents et pouvant soutenir les projets de la stratégie Togo 2025

PRELIMINAIRE

Top 20 des services publics à digitaliser	Niveau de monétisation		Projets Togo 2025 liés au service
Demande d'acte de naissance		Service de droits de citoyens peu monétisable	1 2 3
Demande de certificat de résidence		Service monétisable par la digitalisation	1 7
Demande de visa		Service monétisable par la digitalisation	19
Demande de certificat de nationalité		Service de droits de citoyens peu monétisable	1
Demande de carte d'identité nationale		Service de droits de citoyens peu monétisable	1
Obtention de justificatifs de situation fiscale		Service monétisable par la digitalisation	
Demande de branchement à l'eau (citoyens et entreprises)		Service de droits de citoyens peu monétisable	6
Accès et soumission aux appels d'offre		Service monétisable par la digitalisation	31
Demande de certificat de conformité environnementale		Service monétisable par la digitalisation	
Demande de carte de séjour		Service monétisable par la digitalisation	
Consultation en ligne des informations juridiques sur les entreprises		Service monétisable par la digitalisation	
Plateforme nationale de l'enseignement et apprentissage (y.c. informations sur l'orientation, inscriptions, contenu en ligne etc.)		Service de droits de citoyens peu monétisable	10 11
Demande et renouvellement d'agrément pour l'investissement (p.ex. ZF et CI)		Service intrinsèquement rentable	15 30
Demande d'acte de mariage		Service de droits de citoyens peu monétisable	1
Demande de titre foncier (citoyens et entreprises)		Service intrinsèquement rentable	
Demande de passeport		Service monétisable par la digitalisation	1
Délivrance de récépissés de déclaration d'association aux organisations de la société civile		Service monétisable par la digitalisation	
Demande d'acte de décès		Service de droits de citoyens peu monétisable	1
Demande d'extrait du registre du commerce		Service monétisable par la digitalisation	
Demande de carte professionnelle		Service monétisable par la digitalisation	

4.B: Programmes de formation au numérique et actions de conduite du changement à destination des fonctionnaires (1/2)

PRELIMINAIRE

**Programme**

Services publics numériques

**Ambition stratégique**

Accompagnement de l'adoption du numérique par les agents de la fonction publique en développant des outils et une méthodologie de pilotage et en mettant en place des formations pour les agents publics

**Indicateurs clés 2025**

1 rapport sur la maturité numérique de l'administration publié par an

80% des agents administratifs formés au digital

**Rôle de l'Agence**

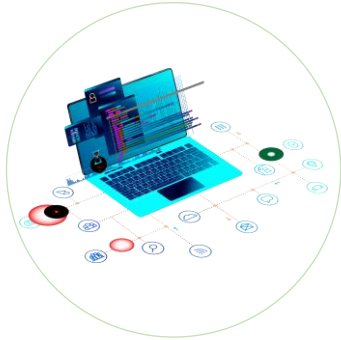
Porteur du projet

Coordination du pilotage et mise en place des formations gérés par l'Agence

**Initiatives principales du projet**

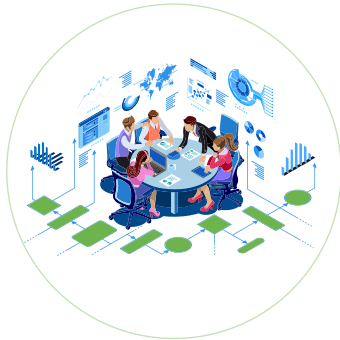
A Développement des bonnes pratiques, KPI et méthodologie de pilotage de l'adoption du digital dans les administrations

- Définition de bonnes pratiques pour l'utilisation du digital dans les administrations et de supports / guides d'utilisation
- Détermination des KPI à suivre dans les administrations (p.ex. nombre d'ordinateurs, qualité de la connexion internet, raccordement interne à la fibre optique, présence d'une messagerie officielle de l'administration, nombre d'agents publics formés au digital, volume des démarches administratives digitalisées etc.)
- Détermination de la méthodologie de pilotage, y.c. la fréquence, la méthode de collecte de données (p.ex. enquête, via la plateforme centrale des achats) et la gouvernance de pilotage (p.ex. personnes responsables de la collecte de données)



B Mise en place de formations à destination des fonctionnaires sur le numérique en général et sur les services publics digitalisés en particulier

- Sélection d'un partenaire ou prestataire pour les formations
- Formations des agents publics sur le numérique en général
- Formations des agents publics concernés par les services publics digitalisés spécifiques



C Pilotage de l'adoption du digital dans les administrations

- Suivi de l'adoption du digital par les agents publics
- Développement d'un rapport annuel sur la maturité numérique de l'administration

4.B: Programmes de formation au numérique et actions de conduite du changement à destination des fonctionnaires (2/2)

PRELIMINAIRE



Prérequis au succès

Présence de données / KPI pour le suivi de l'adoption du numérique (p.ex. raccordement à la fibre optique des bâtiments)

Sélection de prestataires pour les formations des agents publics au digital

Sélection d'un prestataire pour la mise en page et publication d'un rapport annuel sur la maturité numérique dans les administrations



Acteurs impliqués

Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale – *en lead sur le projet*

Ensemble des administrations publiques – *pilotage de l'adoption du numérique et formation des agents publics*



Eléments du budget

Détermination des bonnes pratiques, KPI et de la méthodologie de pilotage de l'adoption du numérique: un agent public pendant 3 mois

Formation des agents publics au digital en général: un jour de formation par agent par an en format workshop (par groupe de 25) par un prestataire (consultant dans le digital)

Formation des agents publics sur les services digitalisés spécifiquement: 4 vagues de 5 services digitalisés concernant en moyenne 3 administrations et 200 fonctionnaires par administration par un prestataire (consultant dans le digital)

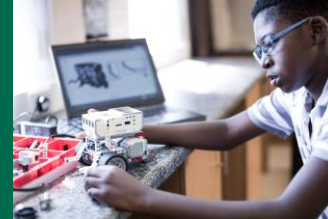
Suivi et développement d'un rapport annuel sur l'adoption du numérique: un agent public pour coordonner l'activité et un prestataire pour la mise en page et publication



Calendrier de mise en œuvre

	Année 1 2 3 4Année 5				
Activités					
A Bonnes pratiques, KPI et méthodologie de pilotage					
Détermination de bonnes pratiques et guides d'utilisation					
Détermination des KPI à suivre dans les administrations					
Détermination de la méthodologie de pilotage					
B Mise en place de formations à destination des fonctionnaires					
Sélection d'un partenaire ou prestataire					
Formations des agents publics sur le numérique en général	-	-	-	-	-
Formations des agents publics concernés par les services digitalisés		-	-	-	-
C Pilotage de l'adoption du numérique dans les administrations					
Suivi de l'adoption du numérique	-	-	-	-	-
Développement d'un rapport annuel sur la maturité numérique	-	-	-	-	-

5 ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE



Ambition

Amélioration de l'inclusion sociale par la facilitation de l'accès aux services sociaux de base, notamment aux subventions, services de santé et services d'éducation grâce au déploiement d'outils digitaux

80 %
des subventions
facilitées par le digital

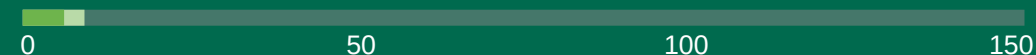
60 %
de la population
couverte par la CSU

Description et budget

- Facilitation de l'accès aux subventions et services sociaux par le digital (p.ex. programme NOVISSI)
- Secteur de la santé: digitalisation des parcours de soins par l'accompagnement du déploiement de la CSU et le développement de services et processus digitalisés, tels que la prise de rendez-vous en ligne, un dossier médical digital et centralisé, et un carnet de vaccination numérique
- Secteur de l'éducation: mise en place d'outils et équipements digitaux permettant de suivre de bout-en-bout le parcours et la performance des élèves et étudiants, les accompagner sur toutes les étapes (p.ex., inscription, examens, demande de bourse), ainsi que dans leur formation (plateforme d'apprentissage en ligne)

Budget à horizon 2025, millions USD

- Investissement : 2 à 5 M USD
- Budget opérationnel : 0,5 à 1 M USD



Projets précurseurs et état d'avancement

- Lancement du programme NOVISSI permettant le transfert monétaire par mobile money aux ménages ayant perdu tout ou partie de leurs revenus à cause de l'impact de la pandémie du Covid-19
- Projet environnement numérique de travail



Porteurs du projet et partenaires

Porteurs des projets

Agence Togo Digital, Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat et Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Partenaires recherchés

Partenaires financiers, partenaires techniques, conseil dans le digital

☐ Détails pages suivantes

5: Accès aux services sociaux de base



**Services de
santé**



**Services
d'éducation**

5: De nombreux outils numériques ayant un impact immédiat sur la prestation de soins et la gestion du système de santé

Prestation de soins

Télédiagnostics	Permet aux prestataires de soins de santé de participer au diagnostic et à l'administration des soins à distance
Télémédecine	Permet aux prestataires de soins de santé de surveiller, de notifier et de rappeler aux patients, notamment de respecter le plan de soins
Sensibilisation et mobilisation des patients	Facilite la sensibilisation, les changements de comportement et la création d'une demande parmi les patients et les communautés
Retours d'expérience et participation des patients	Facilite la communication des commentaires des patients afin d'améliorer la prestation des soins ; aide les patients à prendre des décisions éclairées en matière de recherche de soins
Dossiers de santé numérisés	Stocke, gère et partage le dossier de santé longitudinal du patient entre plusieurs prestataires de soins dans le continuum des soins
Communication de fournisseur à fournisseur	Facilite la communication des informations sur les patients et la coordination des soins aux patients entre les prestataires (par exemple, les renvois)
Support à la décision clinique	Aide le personnel de santé, les soignants et les patients à établir des diagnostics et à prendre des décisions de traitement rapides et précis
Formation des travailleurs de la santé	Permet aux organisations de former et de remplacer les travailleurs de la santé à distance
Supervision des travailleurs de la santé	Permet aux organisations d'aider (par exemple, la planification du travail, l'établissement des horaires) et de surveiller à distance les performances des employés

Gestion du système

Gestion des finances	Transfère des fonds aux prestataires ou aux clients pour la prestation ou la recherche de soins et facilite le suivi financier, la budgétisation et l'analyse
Collecte des données	Facilite la collecte et l'agrégation régulières de données fiables nécessaires aux décisions de gestion
Pilotage de la performance	Permet de suivre, de rapporter et d'analyser les indicateurs clés de performance à différents niveaux du système de santé
Gestion de la supply chain	Soutient la prévision, la distribution, le suivi et la notification des médicaments, des produits et des équipements dans l'ensemble du système
Planning et gestion des équipes	Facilite l'analyse des données relatives aux ressources humaines pour la santé (RHS) afin d'éclairer la planification, la formation et le déploiement des cadres de santé
Optimisation des ressources	Analyse la répartition des infrastructures et des ressources du système de santé et identifie les lacunes et les possibilités d'optimisation
Veille des maladies	Soutient l'analyse des informations de santé publique, telles que la prévalence des maladies, pour orienter les activités de santé publique
Analyse des résultats	Soutient l'analyse comparative des résultats par population, diagnostic, traitement, etc. pour éclairer la programmation
Analyse du risque	Soutient l'analyse des risques de maladies et d'affections de sous-populations afin d'éclairer le ciblage et la conception des programmes

5: Elaboration d'un programme de digitalisation au Togo pour l'implémentation des technologies identifiées comme prioritaires



ILLUSTRATIF

Priorisation des technologies en fonction de la charge de morbidité et des problématiques du système¹ de santé...

Evaluation de l'impact immédiat des outils numériques sur les principales charges de morbidité et les problèmes systémiques identifiés :

	Outil 1	Outil 2	Outil 3	Outil 4	Outil 5
Taux de mortalité infantile élevé	✓	✗	✓	✗	✓
Taux élevé de paludisme	✗	✓	✗	✗	✓
Poids élevé des dépenses par ménage	✓	✓	✓	✗	✓
Pénurie de travailleurs de la santé	✗	✗	✓	✓	✓



... et élaboration d'un programme d'implémentation au Togo selon 5 axes

- **Interopérabilité des systèmes de données** permettant le partage d'informations entre toutes les parties prenantes
- **Lignes directrices technologiques** garantissant l'interopérabilité, la sécurité et la qualité de toutes les solutions informatiques
- **Utilisation efficace des infrastructures partagées**, libérant des fonds pour des travaux à valeur ajoutée
- **Investissements stratégiques** dans les applications de plateformes critiques, en fonction de l'évolution des besoins des systèmes
- **Gouvernance informatique adaptée** et une organisation qui évolue avec le système

1. Diagnostic réalisé dans le cadre de l'étude nationale Togo 2025

☐ Détails pages suivantes

5: Accès aux services sociaux de base



**Services de
santé**



**Services
d'éducation**

5: Catégorisation des solutions EdTech en Afrique entre accès à l'éducation ou qualité de l'éducation



Impact		Types de solutions par niveau d'éducation		
Accès	Cours formels	Primaire au secondaire	Educationns supérieures	Reconversion
		Ecole virtuelle	Master en ligne	
		Contenu des curricula gratuit	MOOCs	Qualifications
			Tuteurs virtuels	
Qualité	Formats de contenu engageant		Conseillers à distance	
		Jeux		
		Cahiers interactifs		Simulations
	Diagnostic amélioré	Évaluation basée sur les compétences à l'échelle		
		Évaluation intégrée aux instructions		
		Visualisation et analyse des données		
	Formation personnalisée	Tutoriels adaptés		
		Moteurs de recommandation		
	Soutien aux professeurs	Collaboration		
		Leçons scénarisées		

Exemples de partenaires pour le Togo



1. Et relier les contenus entre l'apprentissage scolaire et extrascolaire

5: Plusieurs organisations émergeant dans le secteur africain de l'EdTech avec lesquelles le Togo pourrait travailler



Mwabu

Formation de professeurs et fourniture de matériel scolaire interactif à 200k étudiants, en langue locale



Rethink Education

Plateforme web le mobile proposant du contenu éducatif et de formation aux employés et aux étudiants, avec 500 000 utilisateurs



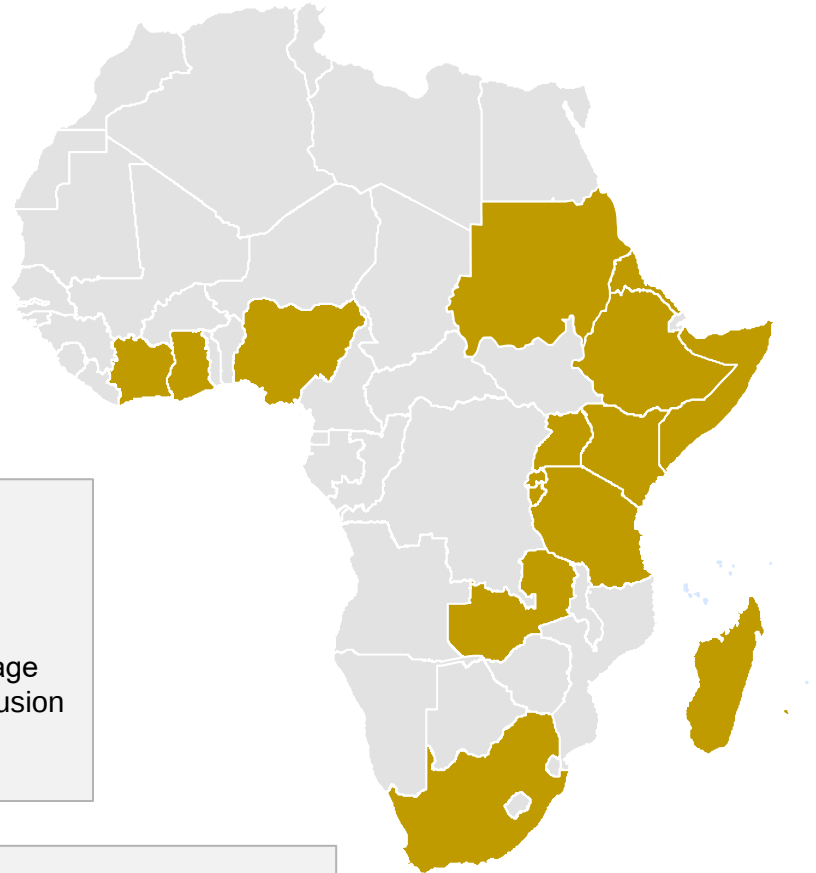
Chalkboard Education

Plateforme d'apprentissage mobile permettant la diffusion du matériel éducatif sur plusieurs appareils



Eneza

Tuteur virtuel proposant des quiz et des tutoriels mobiles via le plus grand fournisseur de télécommunications du Kenya



Ubongo kids

Création de dessins animés éducatifs interactifs pour l'apprentissage du plus jeune âge au secondaire



Andela¹

Formation de développeurs logiciels en Afrique et mise en relation avec des entreprises mondiales



African Leadership university

Université de blended learning proposant des diplômes accrédités et des partenariats avec des universités



Snapplify

Africa's largest ebook aggregator and distributor

1. Siège aux Etats-Unis

5: Priorisation des technologies à développer pour soutenir la digitalisation du secteur éducatif togolais

1 Hiérarchisation des problématiques togolaises

- **Problématiques d'accès**
 - Cours formels
 - Contenu formel et informel
 - Formateurs
- **Problématiques de qualité**
 - Formats de contenu engageant
 - Diagnostic amélioré
 - Formation personnalisée
 - Soutien aux professeurs

2 Priorisation des solutions les plus faisables au Togo

- **Coût de la solution** par rapport au budget alloué
- **Présence ou non des prérequis nécessaires** à la solution (p. ex infrastructure réseau)
- **Potentiels freins culturels**

3 Elaboration et mise en œuvre de la feuille de route

- **Contractualisation d'un partenaire** pour l'accompagnement dans l'implémentation de la solution
- **Suivi et mise à jour** de la stratégie au fil du déroulement du projet

6 DÉMATÉRIALISATION DES FLUX FINANCIERS



Ambition

Dématérialisation des flux financiers par la mise en place d'un payment gateway commun et la promotion de l'utilisation de paiements dématérialisés par les administrations, entreprises et citoyens

1
payment gateway
national

80 %
des flux financiers G2C et C2G
dématérialisés et passant par le
payment gateway

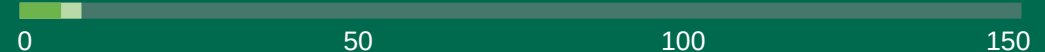
100 000
comptes clients de la
banque digitale

Description et budget

- Dématérialisation des flux financiers du gouvernement vers les citoyens et entreprises à la fois sur les paiements courants (p.ex., paiements de primes, de facture des fournisseurs) et sur les paiements de subventions ou aides ponctuelles
- Dématérialisation des flux financiers des usagers vers l'administration (p.ex., taxes, timbres, redevances)
- Création d'une banque digitale pour tous permettant d'améliorer l'inclusion financière

Budget à horizon 2025, millions USD

- Investissement : 2 à 5 M USD
- Budget opérationnel : 1 à 2 M USD



Projets précurseurs et état d'avancement

- Loi n°2017-007 du 22 juin 2017 relative aux transactions électroniques
- Adoption du décret pour la dématérialisation des paiements
- Mise en place du projet YOLIM pour l'octroi de prêts à taux d'intérêt nul par voie électronique aux agriculteurs
- Mise en place du projet ECO-CCP (compte bancaire gratuit et simplifié)

2020 2021 2022 2023 2024 2025 →

Cadrage des projets
(p.ex. banque digitale pour tous)

Mise en place des solutions

Porteurs du projet et partenaires

Porteurs du projet

Agence Togo Digital, Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel

Partenaires recherchés

Partenaires financiers, partenaires techniques, conseil dans le digital

6: Utilisation du digital dans le secteur financier structurée en 4 axes principaux

Réduction de la charge des activités **sans valeur ajoutée** pour les gestionnaires de portefeuille

Fonctionnalités innovantes des outils permettant de **favoriser la rationalisation** des processus

Nouveaux services clients (p. ex : mobile money)

Outils numériques

Outils et modèles analytiques aidant la banque à améliorer les revenus et l'expérience client

Service clientèle digitalisé

Personnalisé, entièrement digitalisé et incluant une assistance à la clientèle innovante

Plateforme intégrée pour répondre à tous les besoins clients

Dématérialisation des échanges entre les clients et la banque

Principe de self-care rendant le client autonome sur sa gestion bancaire (p. ex : mobile banking)

Rationalisation des échanges entre la Banque et la clientèle

Transparence sur l'état d'avancement du processus pour les clients

Gestion digitalisée des documents

Processus digitalisés

Automatisation des tâches permettant une réduction des coûts et une amélioration de l'expérience client

Centre d'excellence agile

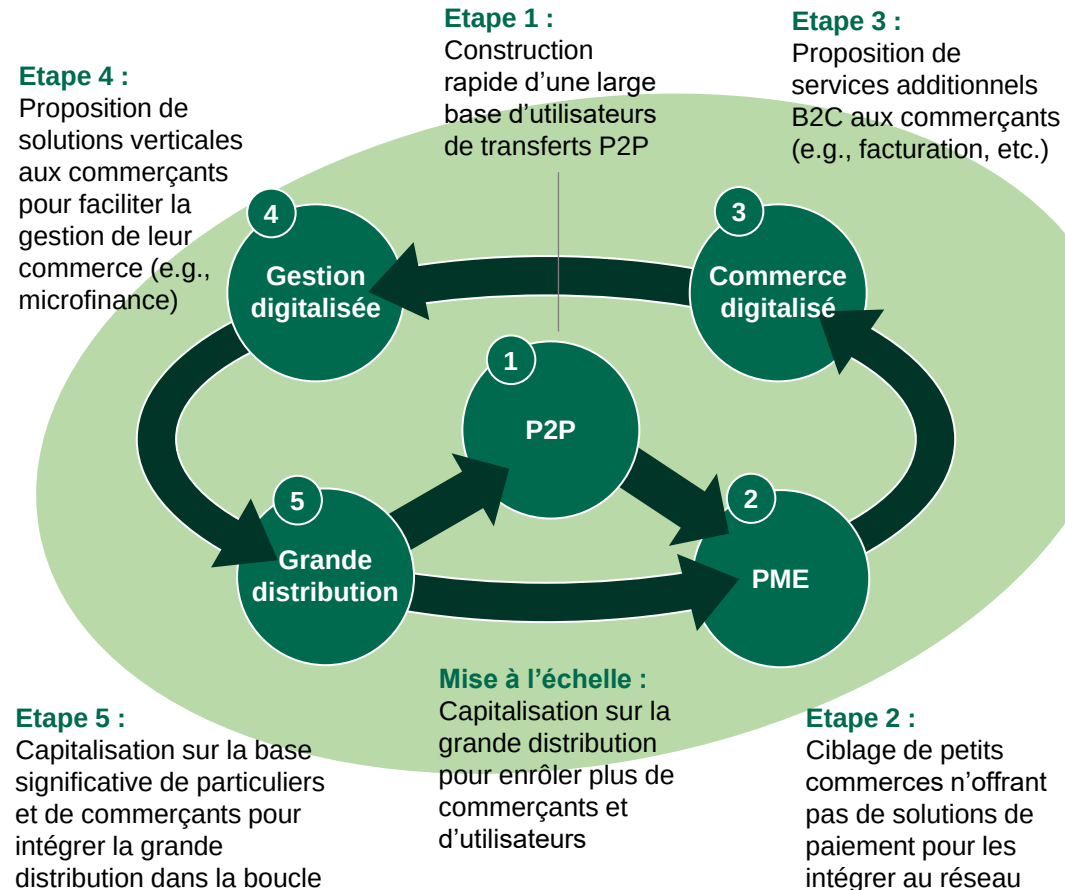
Centre d'excellence agile et transversal contrôlant tous les aspects de la digitalisation

6: Soutien au développement du mobile money par l'augmentation de la demande à travers les cas d'usage pertinents

De...	Vers...		
	Gouvernement	Entreprise	Particulier
Particulier	▪ Paiement des démarches sur le portail togo.gouv.tg ▪ Système de réservation des trajets (trains, bus)	▪ Paiement des assurances ▪ Paiement des charges ▪ Paiement du permis de conduire ▪ Paiement dématérialisé au quotidien	▪ Virements ponctuels ▪ Versement de loyer
Entreprise	▪ Paiement des permis municipaux ▪ Dédouanement des marchandises ▪ Paiement des charges	▪ Paiement des factures clients	▪ Versement des revenus ▪ Protection sociale et gestion des aides
Gouvernement	▪ Utilisation du NIU couplé au mobile money	▪ Versement des subventions ▪ Déduction de taxes	▪ Gestion des Visas et des passeports

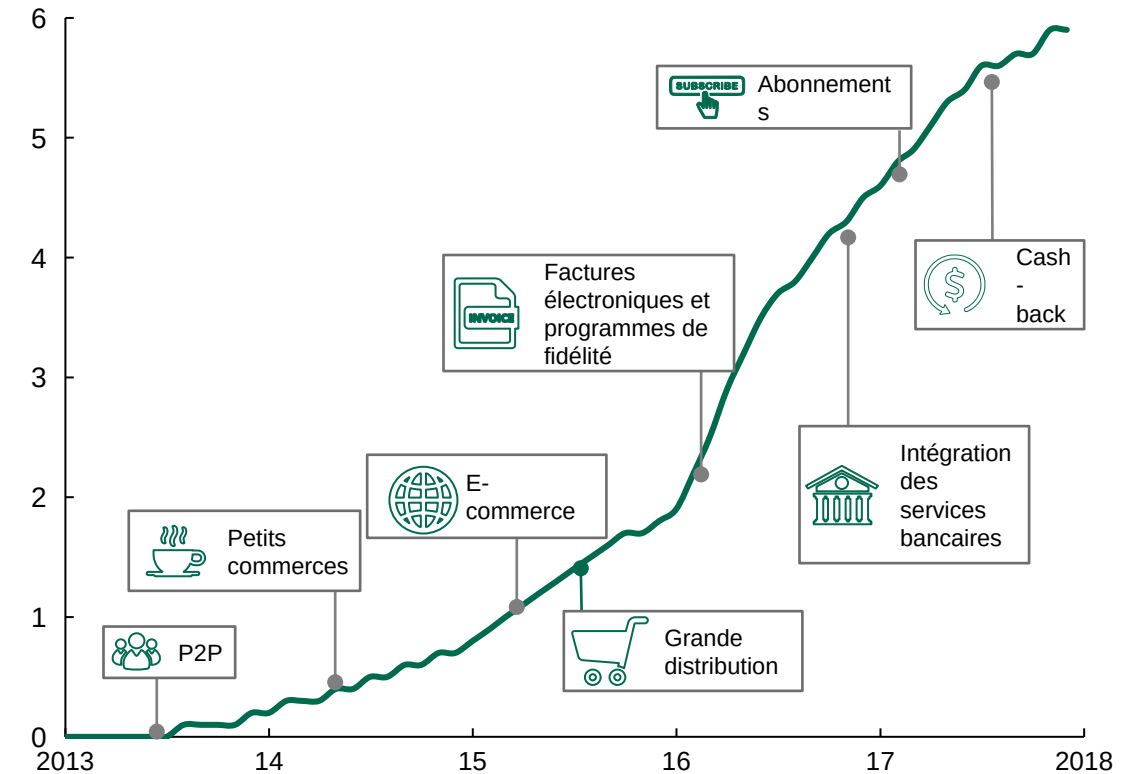
6: Meilleures pratiques en matière de mobile money soulignant l'efficacité d'un démarrage par le transfert en P2P

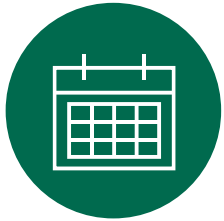
Stratégie de lancement type



Exemples de mobile pay en Scandinavie

Estimation de la valeur mensuelle des transactions MobilePay (P2P et P2M), en Mds DKK (1 DKK = ~88 FCFA)





Agenda

1. Contexte et objectifs du projet
2. Rappel des ambitions de la stratégie Togo Digital 2025
- 3. Projets détaillés de la stratégie Togo Digital 2025**
 - > Fondamentaux pour la transformation digitale
 - > Digitalisation des services publics et sociaux
 - > **Création d'une économie numérique**
4. Rappel des projets Togo 2025 pour lesquels le MENTD est en support

7 DIGITALISATION DES SECTEURS PHARES DE L'ÉCONOMIE



Ambition

Accélération du développement des secteurs phares de l'économie (p.ex., agriculture, logistique, commerce) en accompagnant leurs efforts sectoriels par des outils digitaux adaptés

500 000 ha
de terres agricoles
cartographiées

8 %
en moyenne de gain de
productivité annuelle

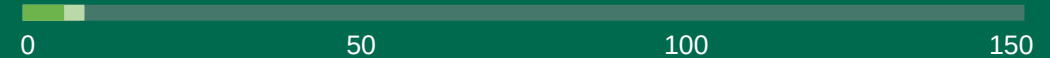
50+
places à l'indice de performance
logistique de la Banque mondiale

Description et budget

- Secteur agricole: recours aux données et outils digitaux pour conseiller et soutenir les agriculteurs, garantir la sécurité alimentaire et faciliter la planification agricole
- Secteur logistique: accompagnement du développement du secteur logistique par le digital (p.ex., aéroport, port)
- Secteur du commerce : mise en place d'outils pour les commerçants afin de faciliter l'accès aux marchés, donner la transparence dans la chaîne de valeur et permettre la dématérialisation des flux

Budget à horizon 2025, millions USD

- Investissement : 2 à 5 M USD
- Budget opérationnel : 0,5 à 1 M USD



Projets précurseurs et état d'avancement

- Projet Agri-PME pour faciliter l'accès des petits agriculteurs aux intrants agricoles par un portemonnaie électronique
- Mise en place d'une plateforme de dédouanement avec le *Guichet Unique pour le Commerce Extérieur*



Porteurs du projet et partenaires

Porteurs du projet

Agence Togo Digital, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural, Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière, Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires, Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale, Ministère des Travaux Publics, Ministère de l'Economie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière

Partenaires recherchés

Partenaires financiers, partenaires techniques, centres de formation, conseil dans le digital

7: Digitalisation des secteurs phares de l'économie (1/2)



Programme

Digitalisation des secteurs phares de l'économie



Ambition stratégique

Mise en place de programme d'incitation et de support à la digitalisation sur des secteurs prioritaires



Indicateurs clés 2025

1 champion national du digital au sein de 4 secteurs prioritaires



Rôle de l'ATD

Support : Soutien à l'identification des solutions digitales les plus pertinentes par secteur



Initiatives principales du projet

Mise en place de programmes d'incitation et de support à la digitalisation via des initiatives propres à chacun des secteurs prioritaires, définis en 2 étape et une 3^{ème} transverse :

A Priorisation

Priorisation des secteurs sur lesquels mener un programme de digitalisation, en fonction :

- Du potentiel de digitalisation (impact de digitalisation sur la productivité et tendance à l'international)
- De l'importance du secteur pour le Togo (pour l'économie et la gouvernance du pays)

3 secteurs identifiés comme prioritaires :

- Agriculture
- Logistique
- Commerce

B

Conception collaborative d'un programme de digitalisation sectoriel

i. **Priorisation de cas d'usages concrets et des meilleures pratiques pour la digitalisation des secteurs au Togo**

Identification de cas d'usage pour accompagner la transformation digitale des secteurs (p. ex : informations météo pour optimiser l'emblavement, renforcement du mobile money pour les banques)

Priorisation des cas d'usage par leur pertinence au regard des besoins au Togo (notamment en matière d'impact et de faisabilité)

ii. **Collaboration avec les représentants des secteurs pour la définition des stratégies**

Formalisation de programmes en partenariat avec les acteurs des différents secteurs pour encourager leur transformation digitale par **l'adoption de cas d'usage du numérique** priorités

iii. **Elaboration et mise en œuvre de feuilles de route sectorielles dans le cadre stratégies définies**

Activation des leviers gouvernementaux pour soutenir les stratégies sectorielles élaborées (p. ex : régulation, formation des talents, infrastructure, promotion, subvention)



C

Promotion de la digitalisation sectorielle via la mise en place de lignes directrice pour susciter l'intérêt des secteurs (p. ex : publication d'un document sur les politiques et les possibilités)

7: Digitalisation des secteurs phares de l'économie (2/2)



Prérequis au succès

Montée en puissance de l'offre numérique permettant de soutenir la transformation du tissu des entreprises togolaises (7)

Identification de cas d'usage pertinents pour le Togo et des prestataires liés



Acteurs impliqués

Ministères de tutelle des secteurs priorités

Acteurs et fédérations des secteurs priorités (p. ex : grandes entreprises, fédérations, pour la co-construction de la stratégie et pour la mise en place des mesures au quotidien)

Prestataires digitaux (Elaboration de solutions adaptées à la réalité du Togo)



Eléments de budget

Benchmark du montant des fonds attribués au soutien à la digitalisation des secteurs dans des pays comparables (p. ex : Mobile Pay en Scandinavie, stratégie agricole en Afrique du Sud)

Estimation du budget nécessaire au Togo par proportionnalité du PIB

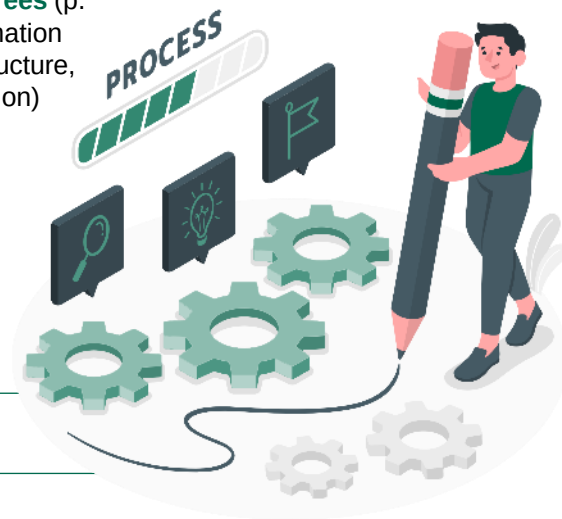
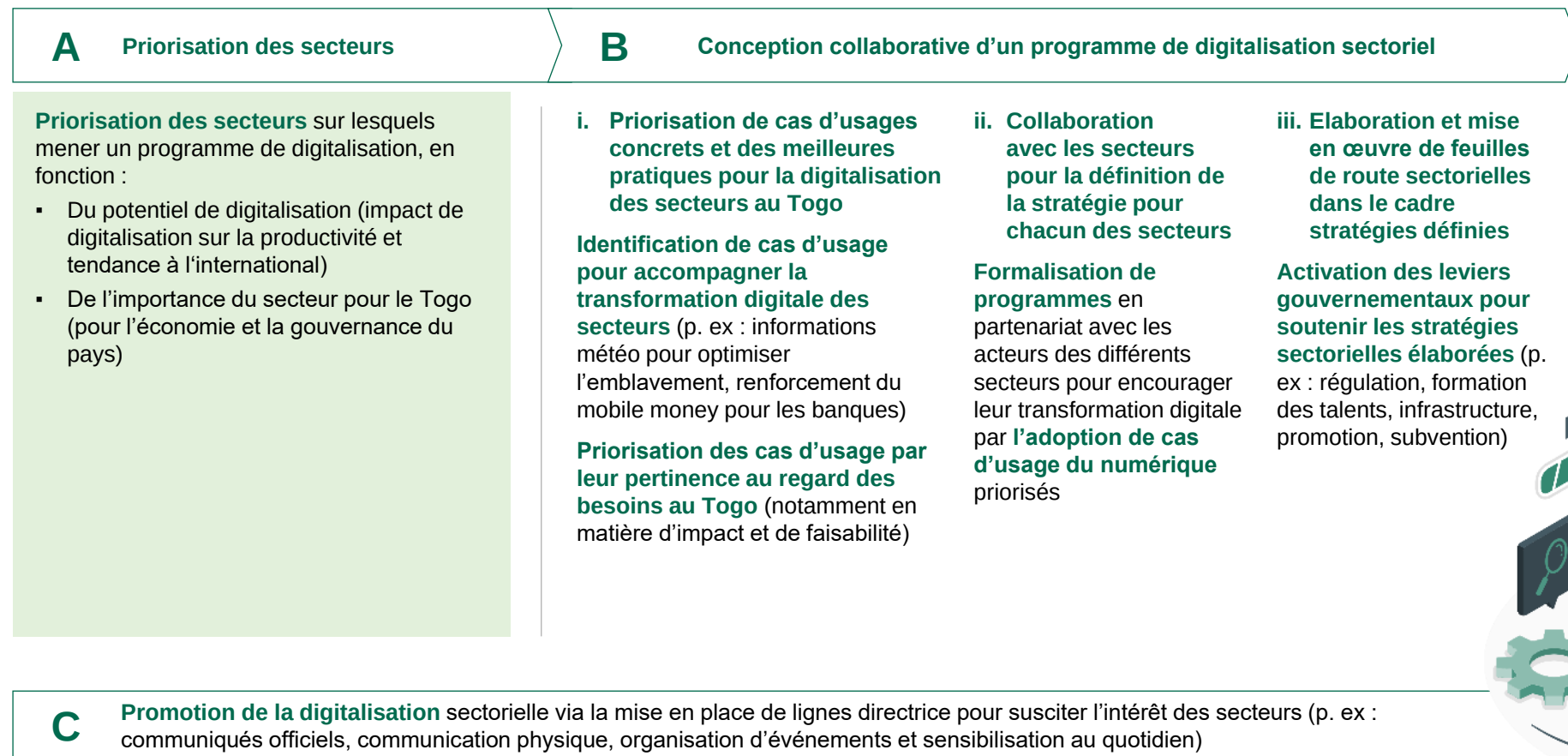


Calendrier de mise en œuvre

■ Activité principale Phase définition — Phase mise en œuvre

Activités	Année 1	2	3	4	Année 5
A Priorisation des secteurs	...				
B Conception collaboration d'un programme de digitalisation sectoriel					
Identification des possibilités et des meilleures pratiques	—				
Collaboration avec les secteurs pour la définition de la stratégie pour chacun des secteurs	—				
Elaboration et mise en œuvre de feuilles de route dans le cadre des stratégies définies		—	—	—	—
C Promotion de la digitalisation sectorielle		—	—	—	—

7: Programmes d'incitation et de support à la digitalisation définis en 2 étapes et une 3ème transverse



7: Priorisation des secteurs en fonction de leur importance et de leur potentiel de digitalisation

Critères quantitatifs



Taille de l'opportunité au Togo, PIB



Importance pour la gouvernance du Togo



Niveau moyen de digitalisation au niveau mondial et multiplicateur digital

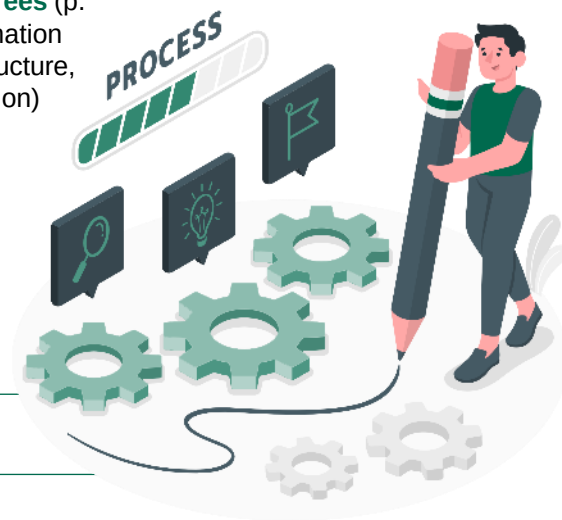
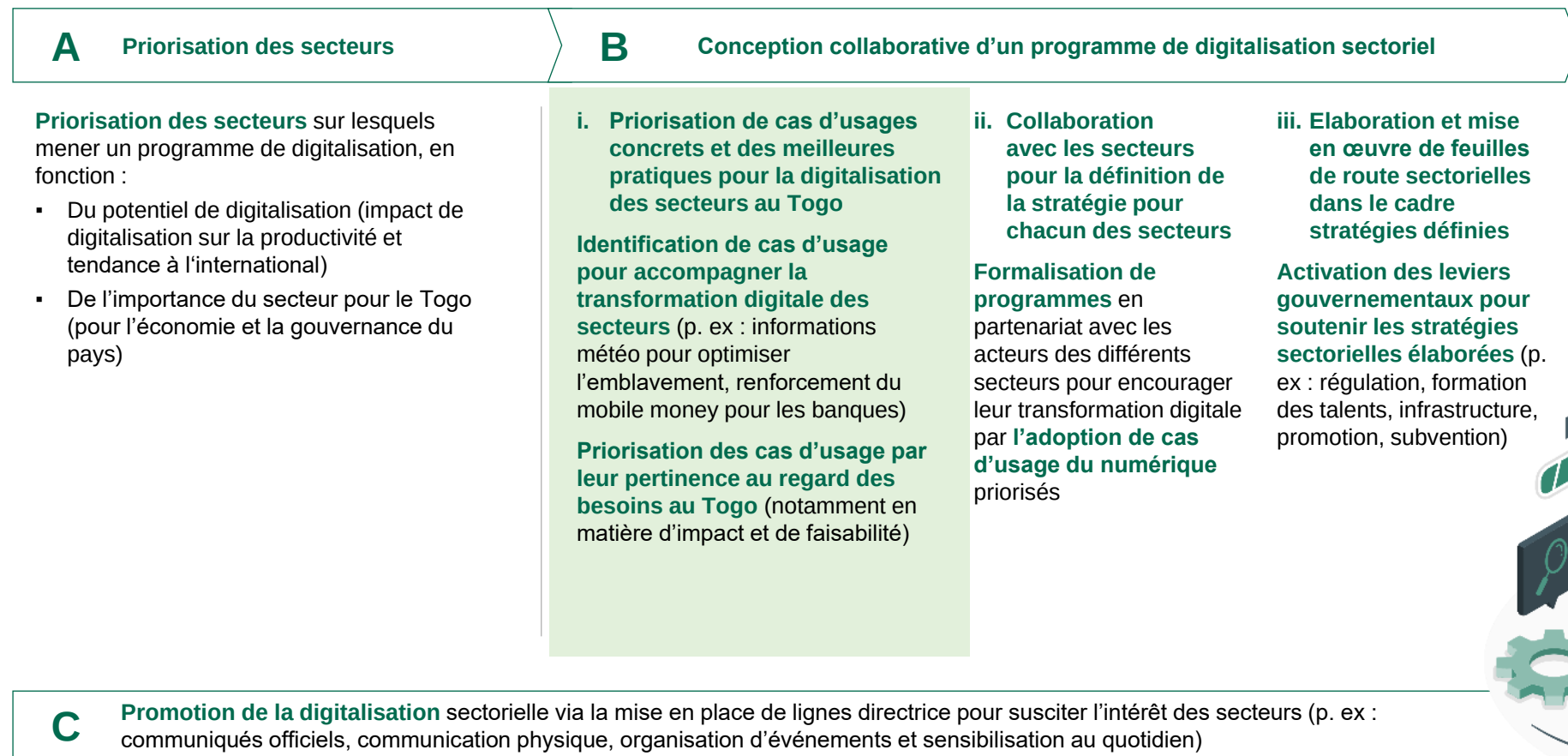
Description

Estimation de l'opportunité de digitalisation dans le pays en croisant avec la valeur ajoutée de chaque secteur économique au PIB du pays

Evaluation de l'importance du secteur pour la gouvernance du Togo et en termes structurels sur la scène internationale

Évaluation du niveau moyen de numérisation de chaque secteur économique au niveau mondial et de l'effet de la digitalisation sur la croissance de la productivité

7: Programmes d'incitation et de support à la digitalisation définis en 2 étapes et une 3ème transverse



7: Exemple de l'agriculture: 9 cas d'usage dans l'agriculture apparaissant comme prioritaires



Augmenter les revenus des petits exploitants agricoles

Augmenter le volume de récoltes

Améliorer l'alimentation et la sécurité alimentaire

1 Accès aux intrants

Ciblage des agriculteurs éligibles avec des subventions dématérialisées pour les intrants et pour la mécanisation, et suivi des performances pour améliorer le fonctionnement des subventions

2 Accès aux ressources

Amélioration des pratiques des agriculteurs (par exemple, l'utilisation des intrants) par l'accès à l'information et à des conseils personnalisés (p. ex : météo) sur une plateforme adaptée (p. ex : USSD)

3 Accès aux marchés

Communication aux agriculteurs des prix réguliers sur le marché des matières premières à partir de marchés géolocalisés situés à proximité, afin de réduire les asymétries d'information sur les marchés

4 Production domestique

Amélioration de la sélection de la chaîne de valeur pour une utilisation optimale des terres grâce à un modèle d'advanced analytics adapté aux objectifs du gouvernement (p. ex : volume des récoltes)

5 Disponibilité pour les foyers

Gestion du déficit alimentaire national par le suivi de la production et de la consommation alimentaires à l'échelle du pays grâce à un bilan alimentaire numérique

6 Qualité de l'alimentation

Accroissement de l'efficacité des installations de stockage grâce à un système d'optimisation du stockage de la réception à la sortie de l'entrepôt

7 Climat et risques naturels

Réduction des pertes de récoltes grâce à un système d'alerte précoce pour les **fluctuations météorologiques** et les **épidémies de ravageurs et de maladies** et des conseils sur les mesures à prendre pour protéger les cultures



Catalyseurs

8 Registre numérique des agriculteurs

Création d'un registre numérique des agriculteurs avec des profils d'agriculteurs régulièrement mis à jour, y compris l'emplacement de l'exploitation, la taille de l'exploitation et la ou les cultures cultivées, afin d'informer sur tous les cas d'usage pertinents

9 Base de référence des statistiques agricoles

Création d'une base de référence des statistiques agricoles grâce à une plateforme nationale de données agricoles

7: MENTD pouvant utiliser un processus en 4 étapes pour prioriser les cas d'usage à développer dans l'agriculture

Description

Stratégie nationale et de transformation de l'agriculture



Identification des cas d'usage alignés sur la stratégie agricole et/ou les priorités de transformation du pays (not. de l'ANSAT)

Faisabilité



Classement de la faisabilité de mise en œuvre en fonction des exigences en matière de données, de technologie et de personnel

Impact



Estimation de l'impact potentiel de la mise en œuvre de certains cas d'usage dans le contexte togolais

Priorisation des cas d'usage



Cartographie de chaque cas d'usage sur une matrice d'impact et de faisabilité afin de déterminer les domaines prioritaires

Illustration

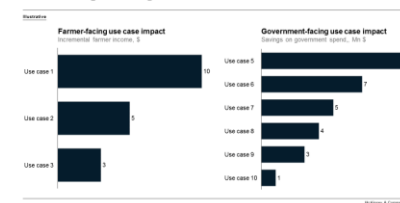
Four use cases align with the national agricultural transformation strategy

Use cases	Aligned to national strategy?
Use case 1: Improve farmer income and productivity through digital extension services.	Yes
Use case 2: Increase farmer access to credit and financial services.	Yes
Use case 3: Enhance farmer resilience to climate change through digital weather forecasting.	Yes
Use case 4: Improve farmer access to markets and value chains.	Yes
Use case 5: Increase farmer participation in decision-making.	No
Use case 6: Improve farmer access to training and capacity building.	No
Use case 7: Enhance farmer access to information and knowledge.	No
Use case 8: Improve farmer access to services and infrastructure.	No
Use case 9: Increase farmer access to land and water resources.	No
Use case 10: Improve farmer access to health and social services.	No

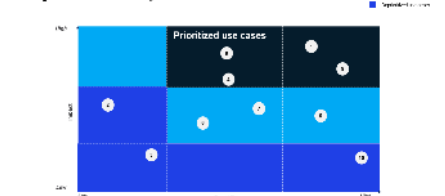
Four use cases align with the national agricultural transformation strategy

Use cases	Feasible	Impact	Priority
Use case 1	Yes	Yes	Yes
Use case 2	Yes	Yes	Yes
Use case 3	Yes	Yes	Yes
Use case 4	Yes	Yes	Yes
Use case 5	No	No	No
Use case 6	No	No	No
Use case 7	No	No	No
Use case 8	No	No	No
Use case 9	No	No	No
Use case 10	No	No	No

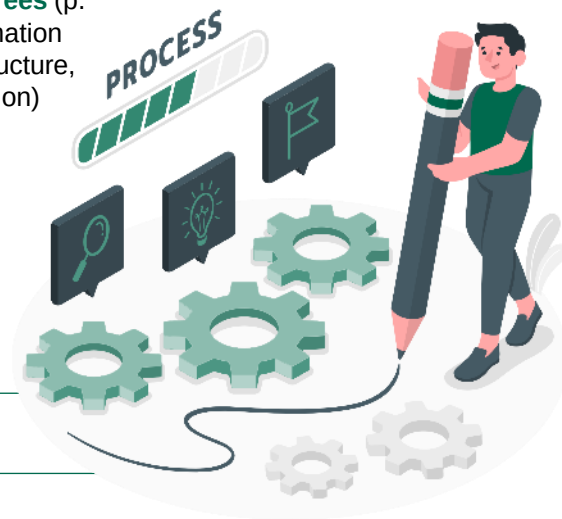
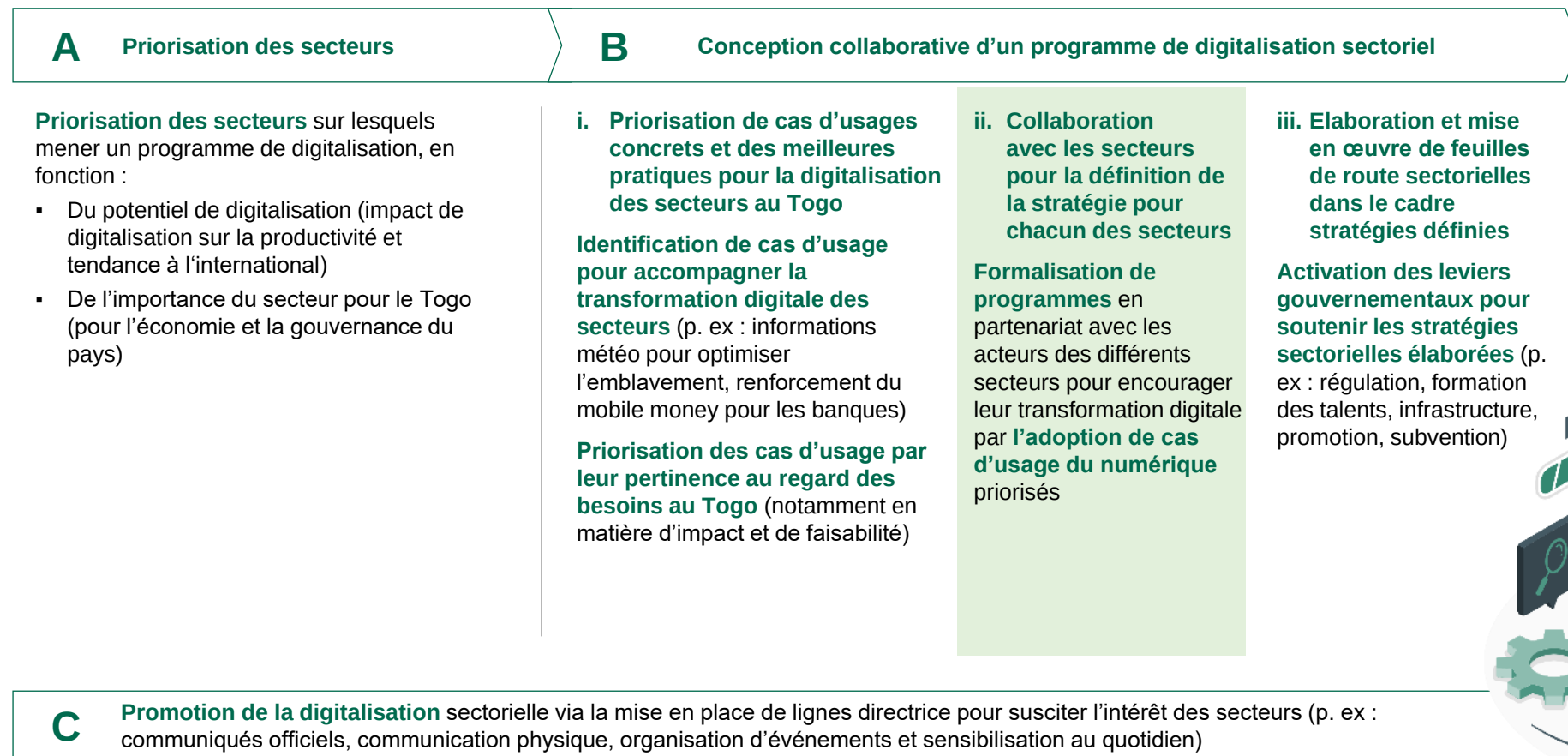
Use case impact sizing



Priority use cases were selected by mapping the impact and feasibility of each use case



7: Programmes d'incitation et de support à la digitalisation définis en 2 étapes et une 3ème transverse



7: Principes directeurs de co-construction donnant lieu à des ateliers de travail autour de 4 objectifs

Implication des parties prenantes clés dans la phase stratégique comme facteur clé de succès



Communiquer sur la pertinence du programme

Présentation de l'importance et de l'opportunité de digitalisation dans le secteur sélectionné



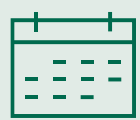
Identifier les solutions envisageables

Discussion de groupe sur les possibilités de digitalisation propres au secteur (p. ex goutte à goutte dans l'agriculture)



Identifier les acteurs et les responsabilités de chacun

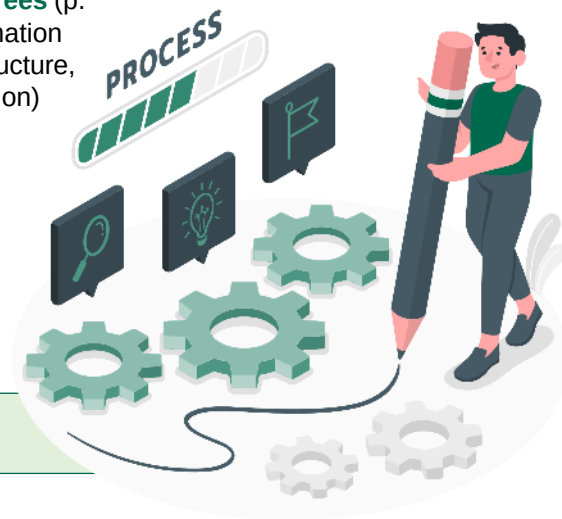
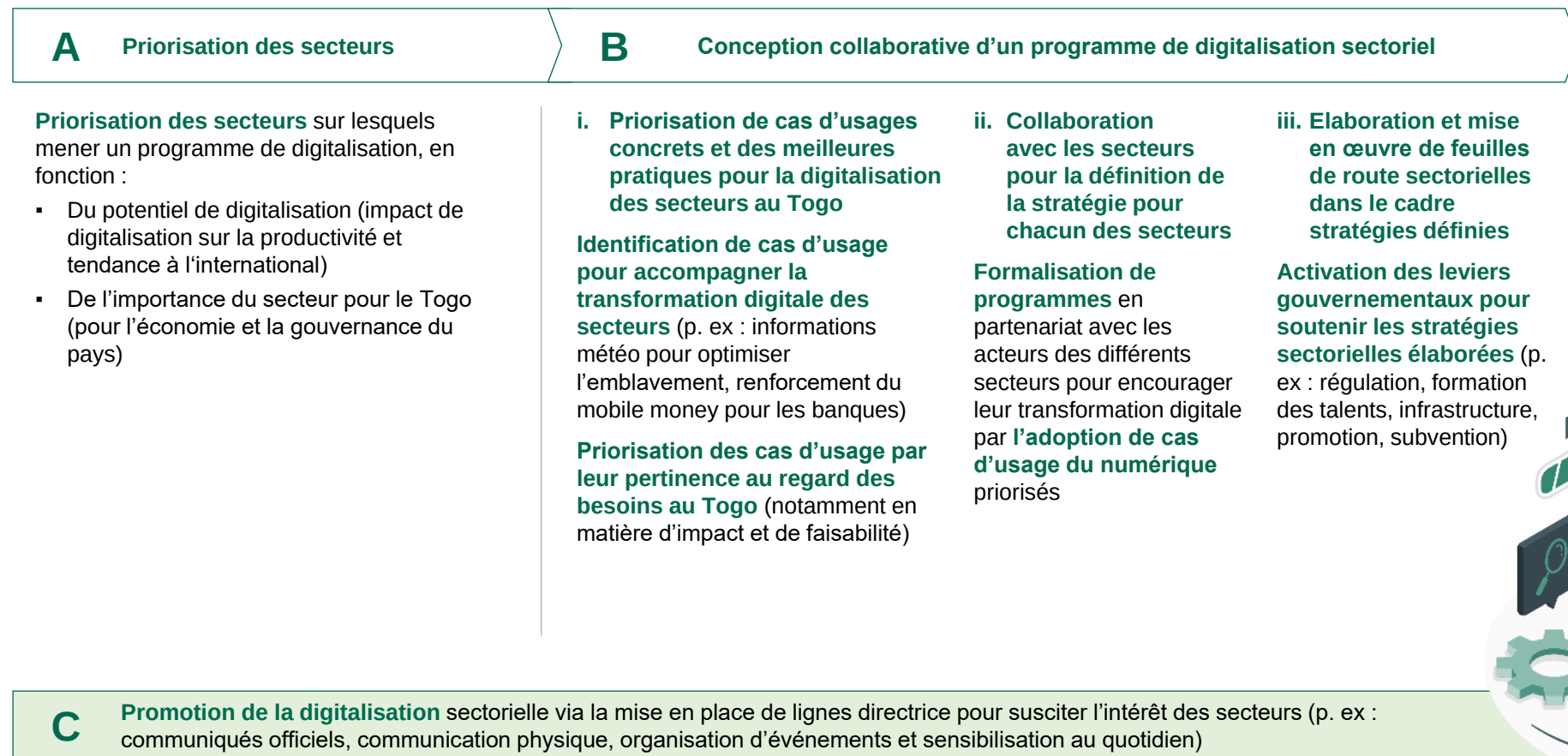
Définition conjointe des contributions des acteurs au sein des organisations publiques et privées



Anticiper la feuille de route à élaborer

Discussion sur le type de programmes spécifiques qui pourraient être parrainés par le MENTD (p. ex : une usine de fournisseurs)

7: Programmes d'incitation et de support à la digitalisation définis en 2 étapes et une 3ème transverse



7: Mise en place de lignes directrices pour susciter l'intérêt des secteurs

Contenu des principales orientations générales à diffuser

- Qu'est-ce que le digital ?
- Qu'est-ce qu'une transformation digitale ?
- Quels sont les bénéfices pour le secteur ?
- Comment les acteurs privés peuvent-ils soutenir cette transformation ?
- Comment est-ce que le gouvernement va soutenir ce processus ?

Clé pour obtenir un soutien financier et technique dans le secteur public et privé

Il est important de commencer l'approche dans les secteurs ayant une portée mondiale

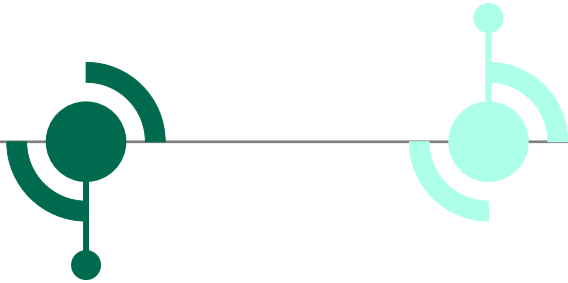
L'établissement de lignes directrices au cours du 1er semestre 2018 pour les 4 prochaines années est un premier pas dans la bonne direction

7: 4 vecteurs de communication identifiés pour promouvoir la digitalisation des secteurs

Intervention auprès des entreprises

Rencontre des acteurs de chacun des secteurs pour engager l'échange sur le digital

Organisation de mises en pratiques digitales avec les acteurs directement



Communiqués officiels

Annonces officielles du MENTD ou par les responsables au sein de chacune des fédérations

Publication de documents sur les politiques et les possibilités de chacun des acteurs

Sensibilisation à la digitalisation au quotidien

Création d'une marque « Togo Digital » sponsor des événements les plus suivis au Togo

Intégration de communication sur le numérique togolais au sein des programmes scolaires



Organisation de rassemblements ponctuels

Événements pour promouvoir les avancées dans le numérique au Togo (p. ex : Tech Week, forum des métiers)

Événements permettant de mobiliser, repérer des talents du numérique au Togo et élaborer des solutions dédiées (p. ex : hackathons)

Vecteurs de communications pouvant être utilisés conjointement introduits progressivement
Cohérence des lignes directrices à assurer entre chacun des vecteurs de communication

8 CRÉATION D'UN ÉCOSYSTÈME D'INNOVATION ET DE TALENTS DIGITAUX



Ambition

Accompagnement du développement d'un écosystème d'innovation par la création d'un hub digital, du développement et soutien d'entreprises dans le secteur du numérique et par la formation aux métiers du digital

30

nouvelles startups incubées chaque année dans l'incubateur labellisé

3 000

entreprises togolaises soutenues dans l'utilisation des outils digitaux

800

profils supplémentaires formés chaque année aux métiers de l'IT et du digital

Description et budget

- Développement d'un écosystème de l'innovation intégré et dynamique (Djanta Tech Hub)
- Soutien à l'émergence de prestataires digitaux de référence (nationaux ou internationaux)
- Mise à disposition d'outils et accompagnement des TPME togolaises dans leur transition digitale
- Mise en place d'un programme national de formation et/ou de reconversion aux métiers du digital

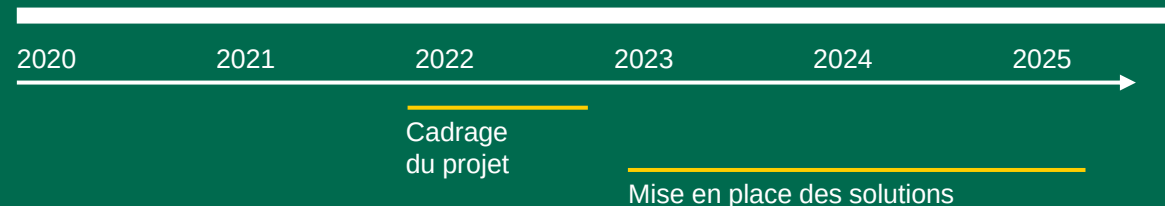
Budget à horizon 2025, millions USD

- Investissement : 15 à 20 M USD
- Budget opérationnel : 5 à 7 M USD



Projets précurseurs et état d'avancement

- Mise en place de Djanta Tech Hub à Lomé pour l'accompagnement de l'entrepreneuriat technologique et la formation aux nouveaux métiers du digital



Porteurs du projet et partenaires

Porteurs du projet

Agence Togo Digital, Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Partenaires recherchés

Partenaires financiers, partenaires techniques, centres de formation, conseil dans le digital

8.A: « Togo innovant » : développement d'un écosystème de l'innovation intégré et dynamique (1/2)



8.A: « Togo innovant » : développement d'un écosystème de l'innovation intégré et dynamique (2/2)



Prérequis au succès

Mobilisation des acteurs du secteur
Création d'un fonds pour le soutien du développement de l'innovation

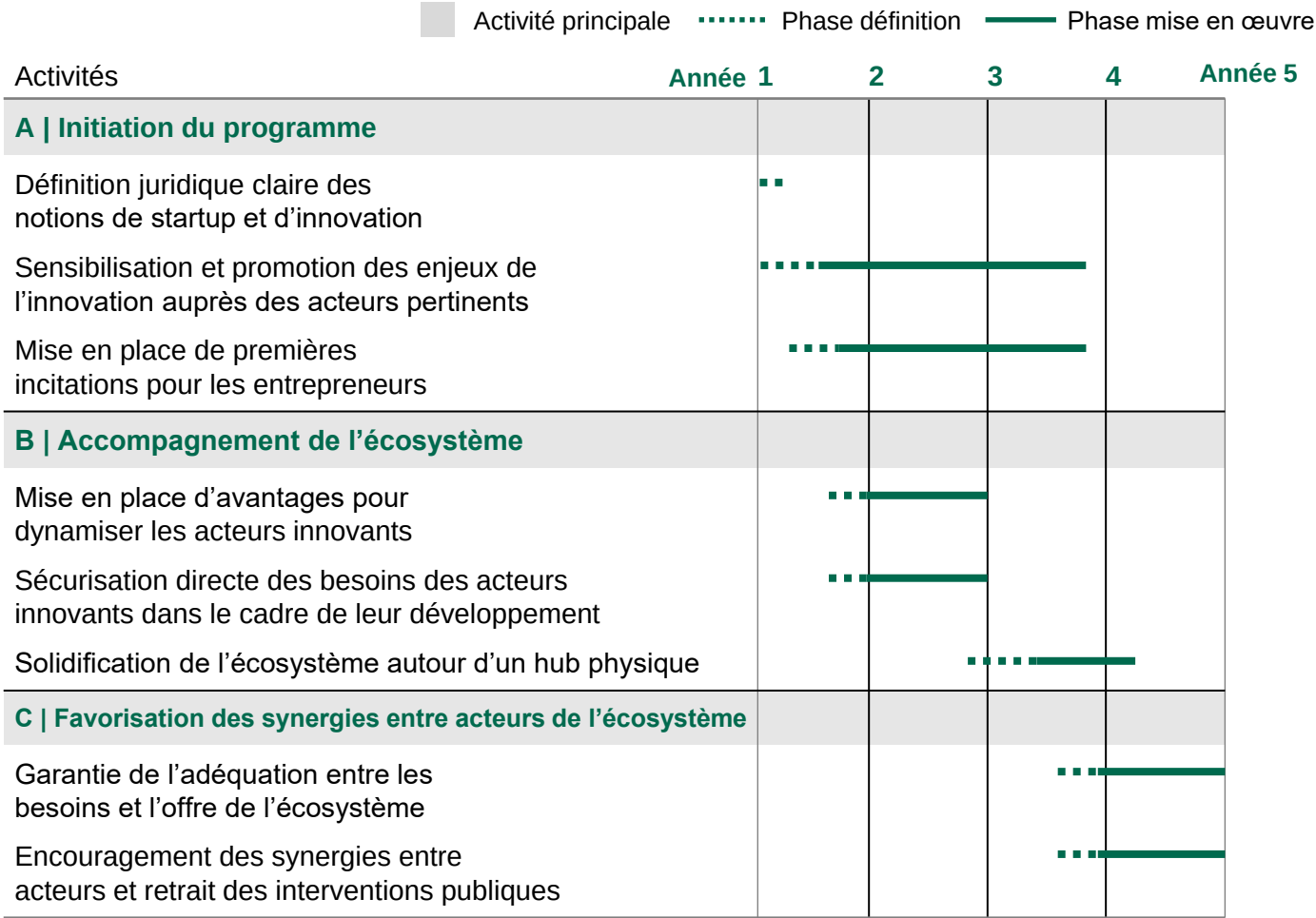
Acteurs impliqués

- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministères de l'Enseignement Supérieur et Recherche (Participation au diagnostic de la formation de profils digitaux et recommandations de développement des formations au sein du hub)
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (Participation à la promotion de création de startups par la jeunesse)
- Acteurs internationaux de l'innovation (Création d'incubateurs)
- Grandes entreprises nationales

Eléments de budget

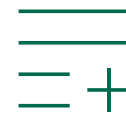
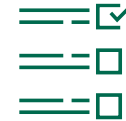
Benchmark du montant des fonds attribués au soutien des PME dans des pays comparables (p. ex : Entrepreneurs of Tunisia)
Estimation du budget nécessaire au Togo par proportionnalité du PIB
Objectif de 4 Mds FCFA investis dans le financement de l'innovation en 2025

Calendrier de mise en œuvre



8.A: Démarche recommandée pour définir ce qu'est une startup

■ Détails page suivante



Étapes

Identification des critères les plus fréquents

Identification des critères à partir desquels définir la notion de startup

Méthodes

Etude des définitions à l'international

Sélection des critères

Sélection de 5 critères pertinents à approfondir (d'après la moyenne des critères sélectionnés dans d'autres pays comparables¹)

2 méthodes éventuelles :

- Application des critères aux projets considérés comme des startups aujourd'hui
- Application de la vision cible de projets à encourager à horizon 5 ans

Caractérisation des critères

Précision quantitative de chaque critère

1. Détails dans la partie benchmark

8.A: Définition d'une startup: 9 critères principaux à adapter à la réalité du Togo

9 principaux critères observés par ordre de fréquence (le plus fréquent en haut)

Sélection de projets appelés startups au Togo¹



LORI

GOZEM

	Définition des critères				
Innovation	Solution n'existant pas auparavant dans les géographies dans lesquelles il est déployé	✓	✓	✓	✓
Croissance	Forte croissance, d'au moins 50% par an	N/A	+380% vs 2019	N / A	N/A
Modèle commercial industrialisable et scalable	Modèle commercial pouvant être facilement appliqué sur d'autres géographies	✓	✓	✓	✓
Capacité de l'équipe à développer le produit	Equipe suffisamment qualifiée et part du budget notable investi dans la R&D (~15%)	✓			
Géographie	Startup basée dans le pays du startup Act	✓	✓	✗	✗
Niveau de maturité	Durée de vie de l'entreprise	3 ans	2 ans	4 ans	3 ans
Plafond de chiffre d'affaires	...	~50 Mn FCFA	~64 Mn FCFA	N/A	N/A
Indépendance financière	...				
Usage de la technologie	...	✓	✓	✓	✓

1. Projets identifiés comme étant les plus dynamiques au Togo en 2021

8.A: Différents interlocuteurs à considérer comme acteurs de l'écosystème de l'innovation au Togo

NON EXHAUSTIF

● Interlocuteurs aspirant à devenir résidents du hub physique

Entreprises

Grandes entreprises

Entreprises émergentes de taille moyenne

Startups

Science

Laboratoires, bureaux de R&D

Universités

Education

Ecoles

Autres

Municipalités et service public

Organisations partenaires fournissant l'infrastructure et les services de soutien

Exemples



8.A: Soutien au développement d'un incubateur pour les startups



Un incubateur à l'initiative du gouvernement Togolais...

Identification des besoins par l'échange avec les acteurs du secteur et retour d'expérience des membres du Djanta Tech hub et du Woélabv et **élaboration de l'appel d'offres** en fonction avant **sélection et contractualisation** du partenariat

Coordination de l'action de l'incubateur :

- **Validation des dossiers** et définition du montant des fonds attribués à chaque projet
- **Soutien indirect** au développement des startups (p. ex : facilitation de l'obtention de visa pour les acteurs innovants, mise en relation avec des interlocuteurs internationaux)



...et porté par un acteur privé indépendant

Apport d'une expertise concrète aux différentes étapes de maturation d'une startup, et **accès à un réseau international** dans le domaine de l'innovation (p. ex : université, cabinet de conseil en innovation, entreprise innovante)

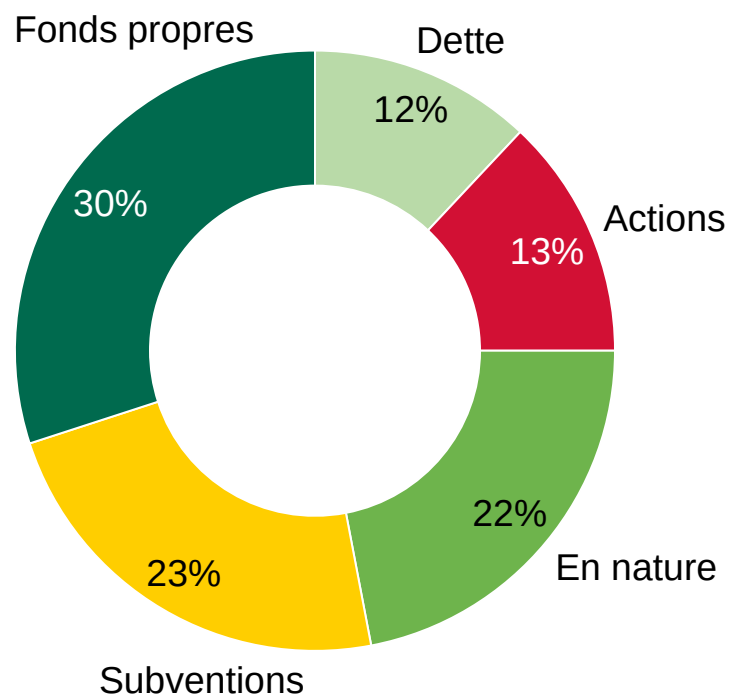
Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de croissance de l'incubateur :

- **Attraction et sélection des projets innovants** à financer et incuber
- **Apport d'un soutien technique approfondi** et de **ressources pertinentes** pour les porteurs de projets innovants

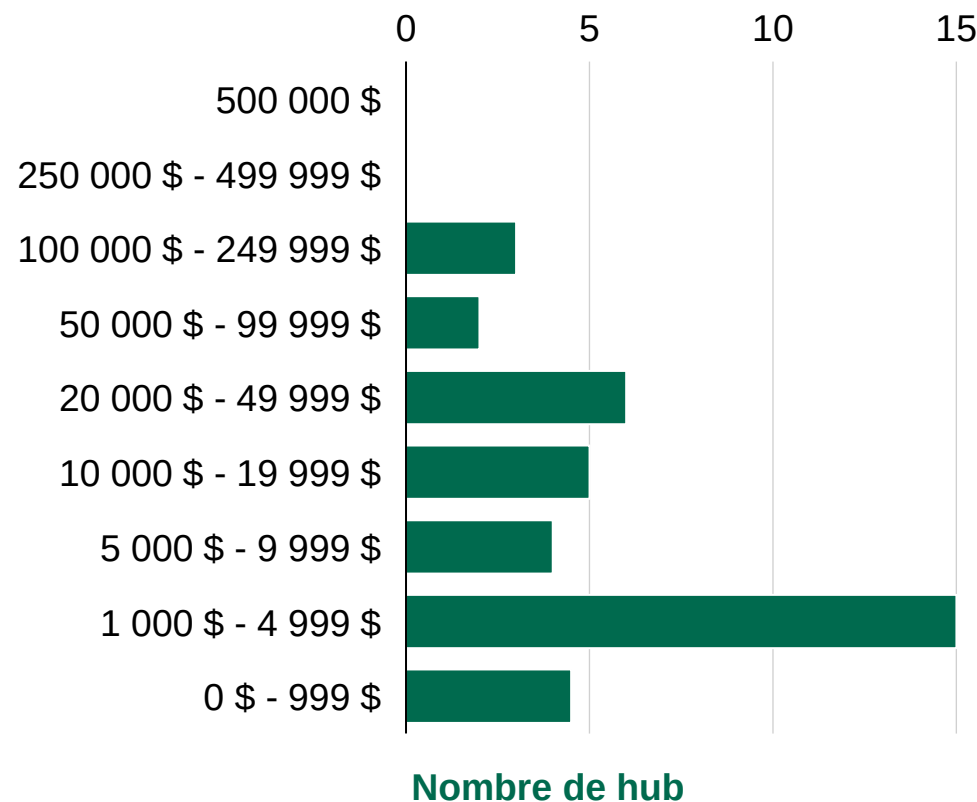
8.A: Création d'un fonds national de financement proposant des investissements entre 0,5 et 2,5 Mn FCFA

D'après l'entretien de 92 hubs en Afrique en octobre 2019

Type de financements, en %



Financements apportés par startup, en \$



Messages-clés

Dans une **logique de proposition d'une offre de valeur concurrentielle à l'échelle africaine**, Togo pouvant proposer de financer des porteurs de projet proposant un business plan pertinent :

- **Par prise de capital**, en **subventions** ou **en nature** (75% des offres en Afrique)
- **Entre 0,5 et 2,5 Mn de FCFA** (~1k à 5k \$) par startup

8.A: 5 catalyseurs pour rendre attractif le hub physique d'innovation au Togo avant même son développement



Gouvernance

Mise à contribution du MENTD comme coordinateur du hub d'innovation, qui sera principalement porté par les grandes entreprises, les universités et les acteurs de l'innovation en son sein (p. ex : startups, incubateurs)



Talents

Développement d'une offre de talents en adéquation avec les besoins des acteurs de l'innovation par la création d'une chaire digitale, que ce soit pour assurer le besoin des entreprises existantes ou pour rendre le Togo attractif aux yeux d'entreprises internationales



Infrastructure

Mise à profit des infrastructures logistique portuaire, aéroportuaire et internet togolaises de qualité ainsi que le carrier hotel et construction d'un lieu dédié aux startup, proposant des aménagements modernes adaptés aux besoins des membres



Capital

Attraction massive d'investisseurs et amélioration de la connaissance du secteur par les banques présentes au Togo

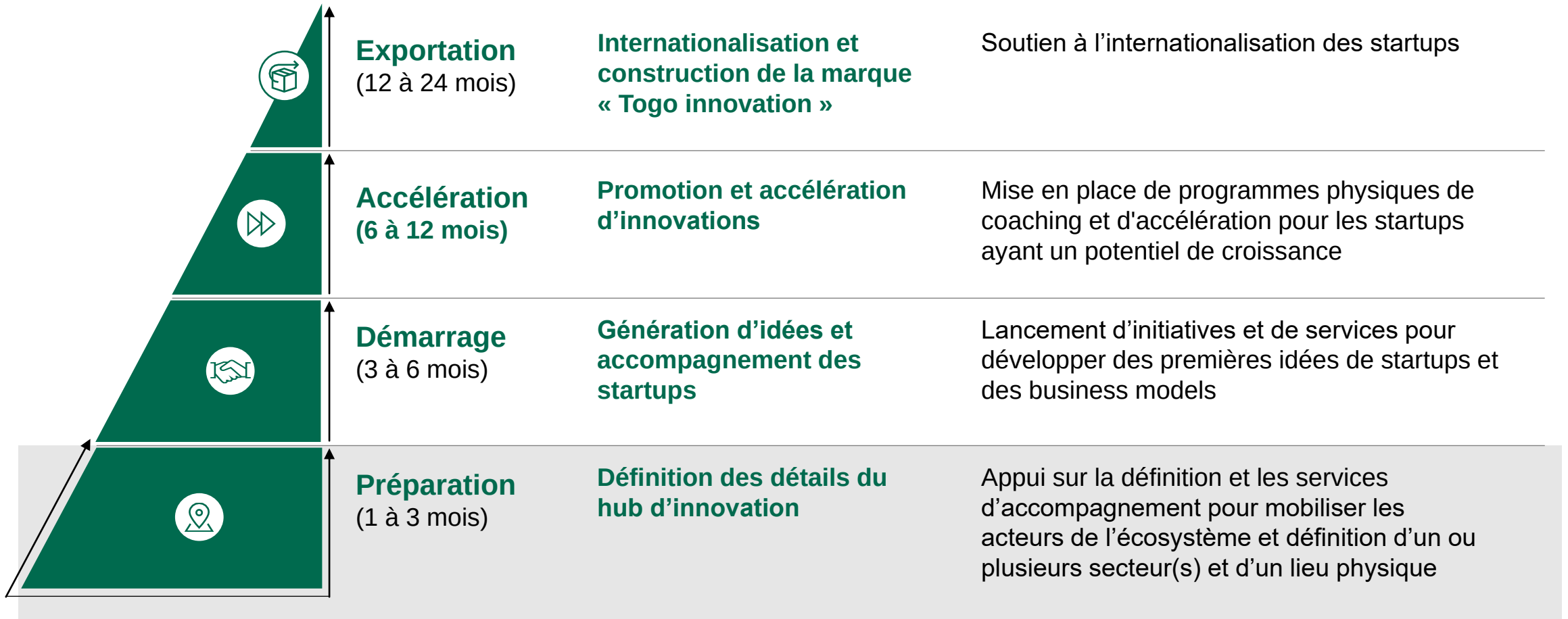


Communication

Valorisation du hub à l'échelle régionale et internationale pour promouvoir les synergies entre acteurs et avoir des répercussions sur les talents et sur le capital

8.A: Mise en place d'un hub physique d'innovation en 4 phases : préparation, démarrage, accélération et exportation

■ Détails page suivante



8.A: Préparation de la mise en place d'un hub physique d'innovation en 3 phases



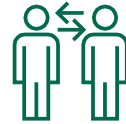
Sélection du secteur

Objectif

Identification du ou des secteurs autour desquels bâtir le hub physique d'innovation

Perspectives préliminaires pour le Togo

- Secteurs existants les plus dynamiques : agriculture, banques
- Secteurs répondant aux plus gros besoins nationaux futurs : éducation, santé



Mobilisation des acteurs

Définition des résidents ancrés au cœur du hub d'innovation, visant à terme à devenir le point d'attraction d'autres acteurs

3 types d'acteurs à mobiliser¹ :

- Grandes entreprises nationales existantes dynamiques dans les secteurs sélectionnés
- Startups togolaises
- Personnalités inspirantes et influentes de l'entrepreneuriat togolais



Définition du lieu et de ses caractéristiques

Identification d'un lieu optimal pour le développement du hub d'innovation

Localisation du hub à proximité de Lomé pour :

- Tirer profit des infrastructures portuaires et aéroportuaires
- Tirer profit des universités à proximité
- Avoir accès à un réseau internet de qualité

1. Universités étant des acteurs à mobiliser dans les meilleures pratiques internationales, mais peu pertinentes dans le cadre du Togo, étant peu développées à l'échelle nationale

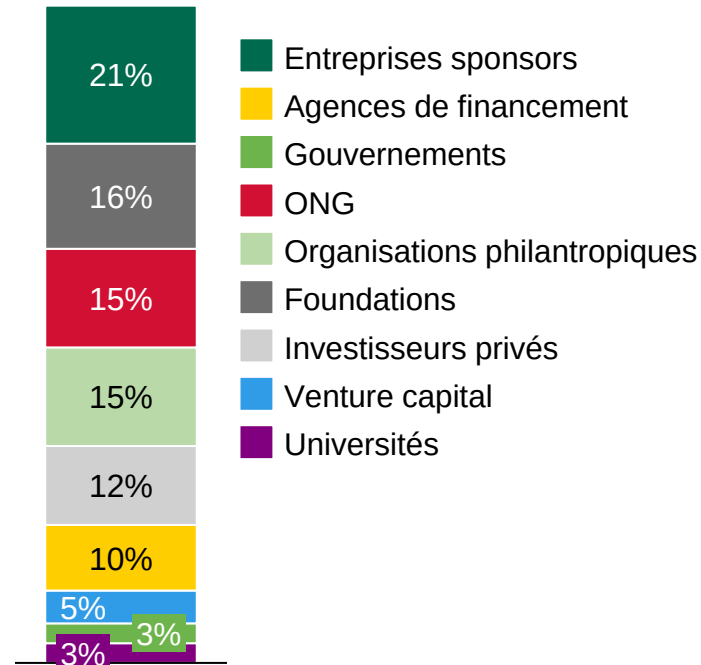
8.A: Différents partenaires à envisager pour le Togo afin de financer la création d'un hub physique

D'après l'entretien de 92 hubs en Afrique en octobre 2019

~60% des hubs déclarant recevoir des donations externes

Profils des donateurs,

% des dons



Entreprises sponsors clés¹



Agences de financement clés



1. Les hubs interrogés ont cité les partenaires qui les ont soutenus directement ou qui ont financé un de leurs programmes

Autres recettes

~62%

Des hubs reçoivent des fonds pour des programmes

~53%

Des hubs font payer une adhésion à leurs membres

~40%

Des hubs proposent des services de conseil pour financer leurs activités

8.A: De nombreuses mesures d'incitation à prévoir pour inciter les entreprises privées à participer aux frais du hub

Catégorie	Mécanisme		Incitations	Description
Financier 	Amélioration de la profitabilité 		1 Subventions à l'acquisition de terres	Proposition des terrains à un prix inférieur à celui du marché
			2 Bail foncier préférentiel	Tarifs préférentiels ou absence de bail pendant les premières années du projet (construction et montée en puissance)
			3 Charge fiscale réduite	Taux d'imposition réduits
			4 Accès aux financements	Possibilités de taux de financement préférentiels (en partenariat avec les institutions financières)
Non-financier 	Atténuation des risques 		5 Garantie de rachat de l'État	Garanties d'achat de la propriété construite par le promoteur (selon le type de contrat de PPP)
			6 Garantie de revenus	Garantie de paiements supplémentaires de la part du gouvernement assurant un revenu minimum à l'investisseur jusqu'à ce que la demande augmente
			7 Stimulation de la demande	Stimulation de l'utilisation des actifs par le marketing, la fourniture d'offres à prix réduit, etc.
	Amélioration de l'infrastructure 		8 Amélioration de la qualité des infrastructures et de la connectivité	Réalisation d'un certain nombre de travaux par le gouvernement, dans son domaine de compétence, p. ex : accès aux infrastructures de communication (services publics, routes, etc.) à la périphérie de la ville

8.B: Soutien à l'émergence de prestataires digitaux de référence (nationaux ou internationaux) (1/2)

Statut du projet
☐ En cours ☒ Nouveau

Porteur du projet
Agence Togo Digital



Programme

Création d'un écosystème d'innovation et de talents digitaux



Ambition stratégique

Développement du secteur des TIC en renforçant la présence d'acteurs à même de porter la croissance du secteur à la fois au niveau national et international



Indicateurs clés 2025

- A** 2 acteurs internationaux des TIC installés au Togo
- B** 2 champions nationaux des TIC



Rôle de l'ATD

Porteur du projet, en charge de la coordination des acteurs et du suivi de la feuille de route



Initiatives principales du projet

Attraction d'un acteur international (A) motivée par **l'émergence d'un marché national des TIC (B)** et favorisant à son tour **le transfert de compétences** au profit d'acteurs togolais :

A ATTRACTION D'UN ACTEUR INTERNATIONAL

Mise en place d'un cadre incitatif

- Définition de **conditions fiscales favorables** et de mesures **limitant les risques** pesant sur les acteurs internationaux (p. ex : garantie de revenus, signature de contrats en amont)
- **Mise à disposition de locaux** dans un **cadre optimal** (p. ex : connexion internet de qualité, réseau logistique, environnement naturel agréable)
- **Programme de communication** axé sur l'attraction d'investisseurs au Togo

Incitation par l'accès aux marchés

- **Visibilité sur des contrats nationaux long-terme** (p. ex : modernisation des infrastructures, équipement des écoles)
- Mention dans le contrat d'une **obligation de contenu local** ciblé sur des **niveaux de compétence élevé** (p. ex : sous-traitance, transfert de compétences à niveau élevé)

B SOUTIEN DE L'ÉMERGENCE DE CHAMPIONS DES TIC NATIONAUX

Amélioration de l'environnement des affaires

- **Obligation de contenu local** sur des **niveaux de compétence élevés** dans les marchés d'envergure
- Facilitation de **l'accès aux talents**

Facilitation du financement des entreprises nationales

- **Soutien à la visibilité** des entreprises togolaises sur les marchés nationaux et internationaux
- **Réduction des charges** (p. ex : infrastructures, transports et intrants)

Accompagnement métier

- **Soutien à la R&D** et à l'acquisition de brevets
- **Formation, mentorat** et soutien de la bonne santé de l'entreprise

Agrégation d'acteurs

- **Encouragement de l'agrégation des acteurs** et de la **consolidation** en acteurs de plus grande envergure par des appels d'offre



8.B: Soutien à l'émergence de prestataires digitaux de référence (nationaux ou internationaux) (2/2)



Prérequis au succès

Identification d'acteurs à attirer ou développer

Définition des leviers à déployer pour leur attraction/développement notamment par l'identification de marchés / contrats à utiliser pour attirer des acteurs

Acteurs impliqués

- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale
- Fédération d'entreprises (Lien avec les entreprises et assurance de la cohérence de l'offre d'accompagnement métier définie)
- Grandes entreprises internationales (Transfert de compétences)
- Entreprises nationales (Développement du marché national des TIC)

Eléments de budget

Benchmark du montant des fonds attribués au développement de l'offre numérique dans des pays comparables (p. ex : National innovation strategy en Malaisie, Programme accreditation @IMD à Singapour)

Estimation du budget nécessaire au Togo par proportionnalité du PIB

Calendrier de mise en œuvre

Activités	Année 1 2 3 4 Année 5				
	Année 1	2	3	4	Année 5
A Attraction d'un acteur international					
Cadre incitatif (conditions fiscales favorables, mise à disposition de locaux, programme de communication)					
Incitation par l'accès aux marchés (visibilité sur les contrats long-terme, obligation de contenu local)					
B Soutien de l'émergence des champions des TIC nationaux					
Amélioration de l'environnement des affaires (obligation de contenu local, facilitation de l'accès aux talents)					
Financement (soutien à la visibilité sur les marchés, réduction des charges)					
Accompagnement métier (soutien à la R&D, formation, mentorat)					
Encouragement de l'agrégation et de la consolidation d'acteurs					

8.C: « Boîte à outils Togo Digital »: mise à disposition d'outils et accompagnement des TPME togolaises dans leur transition digitale (1/2)

Statut du projet

☐ En cours ☒ Nouveau

Porteur du projet

Agence Togo Digital



Programme

Création d'un écosystème d'innovation et de talents digitaux



Ambition stratégique

Promotion du digital et mise à disposition d'un package d'outils digitaux classiques pour les entreprises à des conditions avantageuses



Indicateurs clés 2025

50 000 entreprises togolaises utilisant des outils digitaux au quotidien dans leurs processus

100 champions du digital à travers le Togo



Rôle de l'ATD

Support à la formation des champions du digital

Support à l'identification et à l'acquisition des solutions à destination des entreprises



Initiatives principales du projet

A PROMOTION DU DIGITAL AUPRÈS DES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE TOGOLAISE

Formation de **champions du digital** dans des **structures publiques d'accompagnement** et des **enseignes de proximité** pour assurer la promotion du digital auprès des acteurs économiques togolais :

- **Identification** des structures (p.ex : La Poste) proposant des profils pouvant devenir champions du digital
- **Formation et mise à niveau de 100 champions du digital** (~1 par agence postale) par **l'organisation de séminaires annuels** avec des techniciens qualifiés
- **Incitation** de l'implication des champions du digital (p. ex : système de primes)
- **Suivi de la performance** et **remontée de l'information** au niveau décisionnel grâce à un compte-rendu mensuel (p. ex : contraintes majeures des entreprises)

B MISE À DISPOSITION D'UNE « BOÎTE A OUTILS TOGO DIGITAL »

Conception d'un programme d'accompagnement des entreprises dans leurs efforts de digitalisation :

- **Identification des solutions** à intégrer dans la boîte à outils (p. ex : système de facturation, gestion de la paie, gestion des stocks) et **d'intégrateurs locaux au Togo** en charge de la formation et de la maintenance des solutions
- **Négociation des tarifs** avec les éditeurs en bénéficiant des économies d'échelle
- **Promotion** de la « Boîte à Outils Togo Digital » via différents canaux (y.c. champions du digital)
- **Financement** des entreprises volontaires et sélectionnées
- **Formation des bénéficiaires** aux différents outils à disposition (p. ex : capsules vidéos, interventions ponctuelles, manuels, séminaires) conditionnant le subventionnement



8.C: « Boîte à outils Togo Digital »: mise à disposition d'outils et accompagnement des TPME togolaises dans leur transition digitale (2/2)



Prérequis au succès

Connexion avec des prestataires digitaux et les intégrateurs locaux pour négocier les prix et le contenu des packages digitaux

Identification de techniciens numériques pouvant former les champions

Montée en puissance de l'offre numérique permettant de soutenir la transformation du tissu des entreprises togolaises (8)

Acteurs impliqués

Structures d'accompagnement et enseignes de proximité (p.ex : CAGECFI, La Poste)

Agrégateurs des champions du digital (p. ex : structures publiques d'accompagnement d'entreprises ou La Poste pour permettre un accès de proximité avec la population)

Prestataires de services digitaux

Intégrateurs de logiciels locaux

Eléments de budget

Formation de 100 champions du numérique sur une base annuelle et majoration de leurs salaires de 20% pour les rétribuer de leurs responsabilités supplémentaires

Benchmark du montant des fonds attribués au soutien des PME dans des pays comparables (p. ex : fonds Imtiaz, Maroc)

Estimation du budget nécessaire au Togo par rapport aux fonds disponible et aux besoins des entreprises

Calendrier de mise en œuvre

Activités	Année 1 2 3 4 Année 5				
	Année 1	2	3	4	Année 5
A Promotion du digital auprès des acteurs de l'économie togolaise					
Identification des structures d'accompagnement	■ ■ ■				
Formation et mise à niveau des champions du digital	■ ■ ■	■ ■ ■	■ ■ ■	■ ■ ■	■ ■ ■
Incitation de l'implication des champions du digital	■ ■ ■	■ ■ ■	■ ■ ■	■ ■ ■	■ ■ ■
Suivi de la performance et remontée de l'information		■ ■ ■	■ ■ ■	■ ■ ■	■ ■ ■
B Mise à disposition d'une "boîte à outils Togo Digital"					
Identification des solutions à intégrer dans la boîte à outils	■ ■ ■ ■				
Définition des tarifs de la boîte à outils	■ ■ ■ ■				
Promotion de la boîte à outils	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■
Formation des bénéficiaires aux différents outils	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■	■ ■ ■ ■

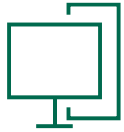
8.C: De nombreuses solutions digitales existant le long de la chaîne de valeur des entreprises, avec différentes faisabilités

ILLUSTRATIF NON EXHAUSTIF

Complexité de mise en œuvre

Faible

Forte



Outils de travail de base

Messagerie mail



Bureautique



Relation client

Site web (incluant e-commerce)



Customer Relation Management (CRM)



Outils relation client (Call center/ chatbot)



Processus internes

Enterprise Resource Planning (ERP)



Finance et comptabilité



Gestion électronique de documents

Gestion des ressources humaines



8.C: Accès à la boîte à outils Togo Digital pouvant se réaliser en 3 étapes successives

1

Sélection prestataires

- **Identification de prestataires locaux (intégrateurs de solutions)** à même d'accompagner les entreprises Togolaises dans leur digitalisation
- Mise en place d'une **offre adaptée à 3 niveaux** :
 - **Offre de base** avec les outils essentiels pour entreprises
 - **Offre pro** incluant une offre plus complète que l'offre de base pour plus d'utilisateurs
 - **Offre Premium** proposant une gamme large d'outils

2

Réception des demandes de subvention

- **Ouverture d'un programme pour les entreprises togolaises pour postuler au remboursement de leurs frais de digitalisation**
- **Sélection trimestrielle des dossiers** sur un ensemble de critères – e.g.; Régularité de l'entreprise vs. Impôts, taille de l'entreprise, criticité du programme de digitalisation – en prenant en compte une limite de budget
- **Communication des accords aux entreprises**

3

Accès à la boîte à outils

- **Financements différenciés entre les entreprises** :
 - **Financement de base** de 20% du projet ouvert à tous
 - **Financement à 50%** pour une sélection de 3 entreprises les plus performantes
- **2 modes de subvention proposés** :
 - **Remboursement sur factures** des entreprises
 - Centralisation des commandes et **paiement auprès des prestataires**

8.D: « Talent Togo Digital » : formation de 800 profils numériques supplémentaires par an (1/2)

Statut du projet
☐ En cours ☒ Nouveau

Porteur du projet
Agence Togo Digital



Programme

Création d'un écosystème d'innovation et de talents digitaux



Ambition stratégique

Mise en place d'un programme national de formation et/ou de reconversion aux métiers du digital (impliquant notamment le secteur privé en matière de contenu et de débouchés)



Indicateurs clés 2025

Formation de 800 jeunes par an aux métiers du digital avec un taux d'insertion de 85% à 90%



Rôle de l'ATD

Porteur du projet

Responsable du lien avec les secteurs du numérique pour identifier les besoins en compétences et donc en formation

Lien avec le prestataire de formation



Initiatives principales du projet

A VALORISATION DU DIGITAL AU PRIMAIRE ET AU SECONDAIRE

Sensibilisation des apprenants au numérique :

- **Campagne d'éveil** au numérique pour les 6 à 9 ans
- **Introduction d'outils digitaux basiques** dans le processus d'éducation (p. ex : outils de bureautique)

Amélioration du niveau des enseignants :

- Identification et formation de **référénts numériques** au sein des établissements
- Modules de **formation en continu des professeurs** puis **distribution de matériel informatique** uniquement aux enseignants formés

B RENFORCEMENT DE LA FORMATION SUPÉRIEURE

Passerelle entre l'école et l'université

- **Cours de transition** pour renforcer les connaissances techniques, notamment en mathématiques

Enseignement supérieur technique et universitaire

- **Augmentation du nombre d'inscriptions** (réduction du coût des frais de scolarité, programmes de bourses pour les étudiants du numérique, promotion des études techniques supérieures)
- **Création de cursus d'excellence** au sein d'écoles/universités existantes à travers des conventions-cadres
- **Augmentation du lien avec les entreprises togolaises et co-définition des curricula** sur les besoins nationaux (notamment en matière de choix de technologies)
- **Amélioration du niveau des enseignants** (encouragement de la relation enseignant-étudiant et bourses pour les étudiants performants devenant tuteurs)

C FORMATION PROFESSIONNALISANTE ET/OU RECONVERSION

Création d'un programme de formation aux métiers du digital (p. ex : code, design, scrum, etc.), destiné à former à terme 800 étudiants par an, autour de 3 axes principaux :

- **Implication en amont des employeurs** dans la définition des programmes
- **Formation innovante et répliquable en blended learning** permettant de développer les compétences techniques et les soft skills recherchés par les employeurs
- **Opérationnalisation rapide** via la mise en place de **partenariats avec les meilleurs acteurs** du secteur (publics, privés, formateurs externes, etc.) pour un pilote dès 2021



Arbitrage nécessaire sur les acteurs de la formation sur lesquels s'appuyer

8.D: « Talent Togo Digital » : formation de 800 profils numériques supplémentaires par an (2/2)



Prérequis au succès

- Développement d'un écosystème de l'innovation intégré et dynamique (9)
- Mobilisation et alignement avec des partenaires éducatifs
- Mobilisation d'acteurs privés du digital aux côtés du MENTD

Acteurs impliqués

- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse, (facilitation des programmes de sensibilisation de la jeunesse)
- Ministère de l'enseignement technique, de la formation et de l'insertion professionnelle et Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (accompagnement au développement des formations publiques avec le privé)
- Académies privés (proposition de formations)

Éléments de budget

- Formation de 5 000 référents du numérique (~1 référent pour 500 élèves) sur une base annuelle et majoration de leurs salaires de 20% pour les rétribuer de leurs responsabilités supplémentaires
- Subvention de l'accès à la formation de 400 étudiants à hauteur de 50% du prix de la formation
- Coûts de la formation et de l'équipement des professeurs d'université du Togo

Calendrier de mise en œuvre

	Année 1	2	3	4	Année 5
A Valorisation du digital au primaire et au secondaire					
Sensibilisation des apprenants au numérique (campagne d'éveil et introduction des outils digitaux basiques)					
Amélioration du niveau des enseignants (identification et formation de référents numériques, et formation des professeurs avant distribution de matériel informatique)					
B Renforcement de la formation supérieure					
Création de cours passerelle entre l'école et l'université					
Augmentation du nombre d'inscriptions					
Création de cursus d'excellence					
Augmentation du lien avec les entreprises togolaises					
Amélioration du niveau des enseignants (encouragement de la relation enseignant - étudiant et bourses pour les étudiants performants devenant tuteurs)					
C Formation professionnalisante et/ou reconversion					
Pilote d'un programme de formation					
Mise à l'échelle du programme					
Généralisation du programme dans tout le Togo					

8.D: Définition d'un programme de reconversion et de formation professionnalisante autour des 6 enjeux principaux

DÉTAILS PAGES SUIVANTES

Enjeux pour la formation du Togo

	A Valorisation du digital au primaire et au secondaire	B Renforcement de la formation supérieure	C Formation professionnalisante et/ou reconversion
 Qualité de la formation : formations innovantes, de qualité et large (compétences techniques et soft skills)	✓ Amélioration des programmes scolaires	✓ Cours de renforcement des connaissances techniques	✓ Processus de recrutement innovant et sélectif
 Qualité de l'enseignement : formateurs pédagogues et à jour sur les tendances mondiales de leur sujet	✓ Formation des enseignants	✓ Encouragement de la relation étudiant - enseignant	✓ Implication d'experts du digital
 Adaptation aux besoins du privé : favorisation de l'insertion des profils formés dans l'économie togolaises			✓ Formation innovante et répliquable
 Financement de la formation : financement de la mise à niveau de la formation et de l'accès des étudiants			✓ Projet déployé en s'appuyant sur des conventions cadres
 Conduite du programme : nécessité de s'appuyer sur un acteur international reconnu pour la mise en œuvre			✓ MENTD orchestrateur du programme
 Fuite des cerveaux : profils les plus qualifiés préférant travailler à l'étranger qu'au Togo	✓ Sensibilisation des jeunes aux champions digitaux		✓ Mécanismes de rétention <i>Activité approfondie ci-après</i>

8.D: Valorisation du digital au primaire et au secondaire reposant sur 2 leviers principaux applicables au Togo



Sensibilisation des apprenants au numérique

Mise en œuvre

Définition d'une vision pédagogique :

- Priorisation des lacunes auxquelles les enseignements doivent répondre
- Définition du modèle de fonctionnement quotidien de base
- Identification des technologies soutenant au mieux la vision pédagogique

Lancement d'un pilote et suivi des progrès en méthode agile :

- Évaluation du pilote peu après le lancement et suivi continu des progrès
- Mises à jour continues du pilote



Amélioration du niveau des enseignants

Identification et formation de **référénts numériques** au sein des établissements afin de décentraliser le pilotage des projets et s'assurer de la pertinence des événements

Equiper les professeurs avec des outils numériques après formation de ceux-ci pour assurer une valorisation de la dépense en matériel

Détails page suivante

8.D: Exemple de convention pour le renforcement de la formation supérieure

Engagements de l'Agence Togo Digital

Accompagnement des formations au numérique au sein des 3 établissements publics d'enseignement supérieur **par la création d'une commission**

Financements des investissements des écoles cibles togolaises (p. ex : CIC, ENSI, FaST) pour accompagner le numérique

- **Remboursements** de 20% des investissements dans une limite prédéfinie (i.e., imprimante 3D, FabLab)
- Allocation d'un **budget de recherche**
- Financement d'une **plateforme de formation digitale** (e.g., MOOCs) afin de faciliter la production de contenu
- Accompagnement des écoles pour **lever des fonds** auprès des bailleurs de fonds internationaux

Accompagnement des écoles **pour former des partenariats avec les écoles les plus prestigieuses** (ex. Stranford, MIT, Harvard) et les mettre en relation avec des experts mondiaux pour développer de nouveaux modules de formation



Développement par l'ATD de formations pour les professeurs des écoles de la convention

Convention Centre d'excellence

Engagements des écoles/universités de la convention

Adaptation des formations afin de mieux former **1400 étudiants** d'ici 2025 avec un **effort de coordination entre les écoles** grâce à une **commission nationale** (modèle de gouvernance à définir)

Investissements dans des ressources et des équipements digitaux :

- **1 Lab** par école « centre d'excellence » (Université de Lomé, Université de Kara etc..)
- Mise à disposition des élèves de **formations de E-Learning**

Promotion du Digital dans la société et l'économie togolaises

- **Organisation de conférences** autour du numérique avec des experts nationaux ou internationaux
- Développement de **contenu et d'applications** éducatives togolaises

Envoi des professeurs au sein des formations proposées par l'ATD

8.D: Exemple de convention pour le renforcement de la formation supérieure

Engagements de l'Agence Togo Digital

Engagement à accompagner la formation au numérique au sein des 3 établissements publics d'enseignement supérieur par **la création d'une commission**

Accompagnement pour l'émergence de nouvelles formations des écoles togolaises pour former au numérique

- **Remboursements** de 20% des investissements dans une limite prédéfinie (i.e., imprimante 3D, FabLab)
- **Accompagnement** des écoles pour accéder à des experts qui vont les aider pour la **structuration** de leurs formations
- **Mise en réseaux des écoles** de créer de l'émulation autour du numérique et de faciliter l'insertion professionnelle

Accompagnement des écoles pour **former des partenariats avec les grandes entreprises togolaises**



Engagement à proposer des formations pour les formateurs des professeurs des écoles de la convention

Convention Nouvelles Formations du Digital

Engagements des écoles/universités de la convention

Création de nouvelles formations pour mieux former **1400 étudiants** d'ici 2025 avec un **effort de coordination entre les écoles** grâce à une **commission nationale** (modèle de gouvernance à définir)

Investissements dans des ressources et des équipements digitaux

- Investissements dans la formation des professeurs avec une **formation annuelle minium** pour chaque professeur

Promotion du numérique dans la société et l'économie togolaise

- **Organisation de conférences** autour du numérique au sein de l'école
- **Développement de contenu** et d'applications éducatives togolaises

Engagements des écoles à **envoyer leurs formateurs** et à se **mettre au niveau requis** par le système d'évaluation de l'ATD

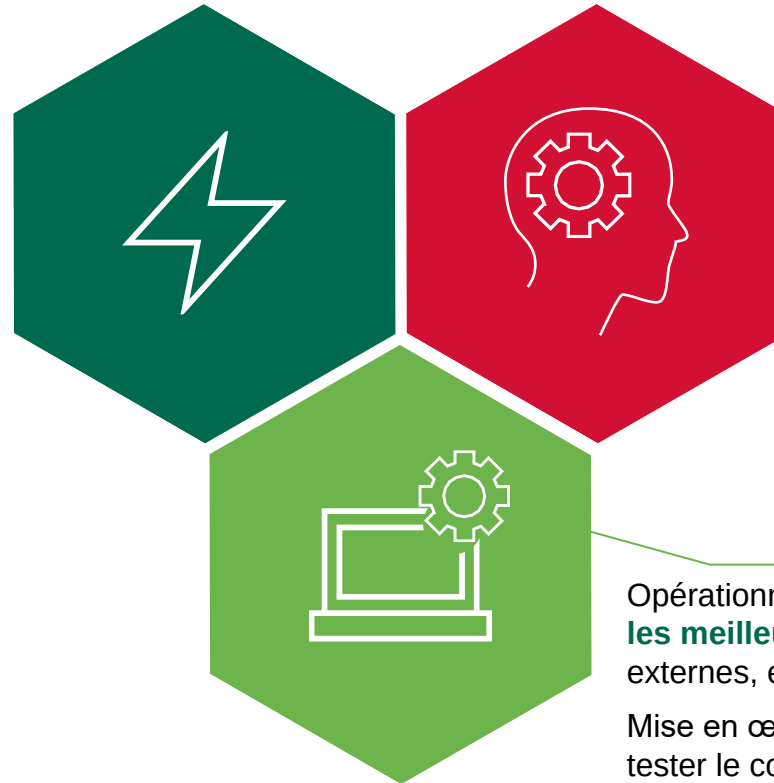
8.D: Passeport Togo Digital, un concept de formation ambitieux et innovant reposant sur 3 axes majeurs

A Vision

Objectif de former **800 jeunes par an aux métiers du digital** avec un **taux d'insertion de 85% à 90%**

Volonté de maximiser les **opportunités d'insertion professionnelle** pour des jeunes en recherche d'emploi via le programme grâce à **l'implication en amont des employeurs** dans le design et le pilotage

Mise en place de mécanismes de rétention au travers de mesures dissuasives et d'aides sociales



B Pédagogie

Contenu répondant aux besoins du marché en ciblant **les métiers les plus recherchés** et les **méthodes de travail adaptées aux métiers du digital**

Approche accélérée et innovante de mise en situation des apprenants dans des squads (formation pratique sur des uses cases digitaux intégrant le volet soft skills)

Programme pouvant être **répliqué à grande échelle**

C Opérationnalisation

Opérationnalisation rapide via la mise en place **de partenariats avec les meilleurs acteurs** du secteur (publics, privés, formateurs externes, etc.)

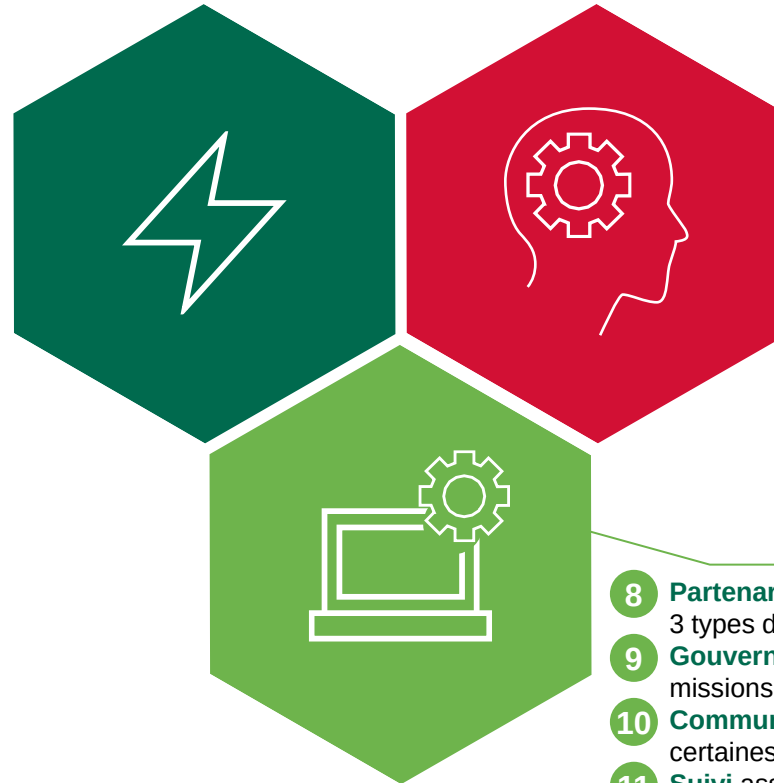
Mise en œuvre rapide démarrant par une **première phase pilote** pour tester le concept dès **2021**

8.D: Passeport Togo Digital, un concept de formation ambitieux et innovant reposant sur 12 initiatives clés

A Vision



- 1 **Dimensionnement** : Programme destiné à former 800 jeunes par an aux métiers du digital avec un taux d'insertion professionnelle de 85 à 90%
- 2 **Budget annuel** estimé à ~800 Mn FCFA HT en rythme de croisière
- 3 **Profils ciblés** : Formation destinée aux jeunes sans emploi, passionnés par le digital et avec des prérequis variables selon la filière
- 4 **Processus de recrutement** innovant et sélectif testant la motivation, le potentiel de collaboration ainsi que les compétences techniques pour certaines filières
- 5 **Mécanismes de rétention** au travers de mesures dissuasives et incitatives pour éviter les départs à l'étranger ou abandons en cours de formation



B Pédagogie



- 6 **Format** : Une formation innovante et répliquable en 3 étapes à travers des guides d'animation détaillés permettant de développer les compétences techniques et les soft skills recherchés par les employeurs
- 7 **Définition du contenu** des formations reposant sur une démarche en 4 étapes et impliquant des experts du digital dans l'identification des compétences clés

C Opérationnalisation



- 8 **Partenariats** : Projet déployé en s'appuyant sur des conventions cadres avec 3 types de partenaires
- 9 **Gouvernance** : MENTD orchestrateur du programme avec comme principales missions le cofinancement et la coordination
- 10 **Communication** auprès du grand public à travers des canaux ciblés sur certaines communautés
- 11 **Suivi** assuré par des indicateurs de performance en relation avec le sourcing, l'insertion professionnelle et le contenu
- 12 **Feuille de route de déploiement** graduelle en 3 phases pour atteindre la vision cible

8.D: Passeport Togo Digital, un concept de formation ambitieux et innovant reposant sur 12 initiatives clés

A Vision



- 1 **Dimensionnement** : Programme destiné à former 800 jeunes par an aux métiers du digital avec un taux d'insertion professionnelle de 85 à 90%
- 2 **Budget annuel** estimé à ~800 Mn FCFA HT en rythme de croisière
- 3 **Profils ciblés** : Formation destinée aux jeunes sans emploi, passionnés par le digital et avec des prérequis variables selon la filière
- 4 **Processus de recrutement** innovant et sélectif testant la motivation, le potentiel de collaboration ainsi que les compétences techniques pour certaines filières
- 5 **Mécanismes de rétention** au travers de mesures dissuasives et incitatives pour éviter les départs à l'étranger ou abandons en cours de formation



B Pédagogie



- 6 **Format** : Une formation innovante et répliquable en 3 étapes à travers des guides d'animation détaillés permettant de développer les compétences techniques et les soft skills recherchés par les employeurs
- 7 **Définition du contenu** des formations reposant sur une démarche en 4 étapes et impliquant des experts du digital dans l'identification des compétences clés

C Opérationnalisation



- 8 **Partenariats** : Projet déployé en s'appuyant sur des conventions cadres avec 3 types de partenaires
- 9 **Gouvernance** : MENTD orchestrateur du programme avec comme principales missions le cofinancement et la coordination
- 10 **Communication** auprès du grand public à travers des canaux ciblés sur certaines communautés
- 11 **Suivi** assuré par des indicateurs de performance en relation avec le sourcing, l'insertion professionnelle et le contenu
- 12 **Feuille de route de déploiement** graduelle en 3 phases pour atteindre la vision cible

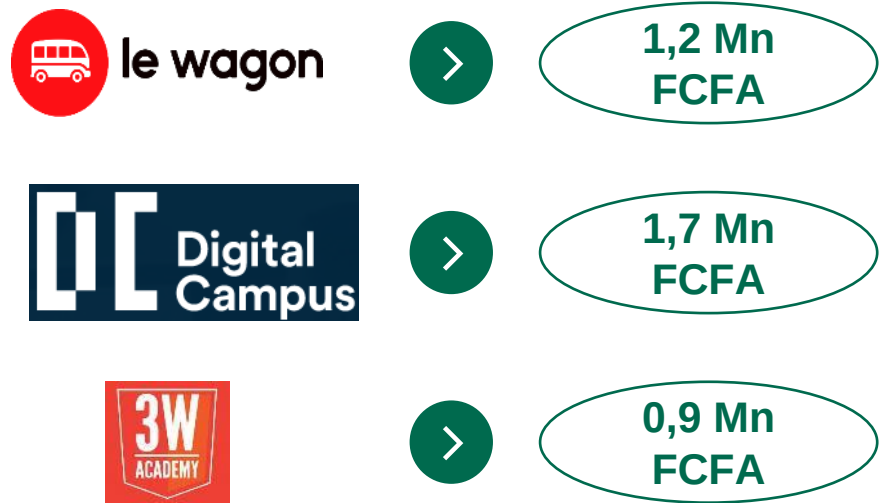
8.D: Budget du passeport Togo Digital estimé à ~800 Mn FCFA TTC pour former 800 personnes par an



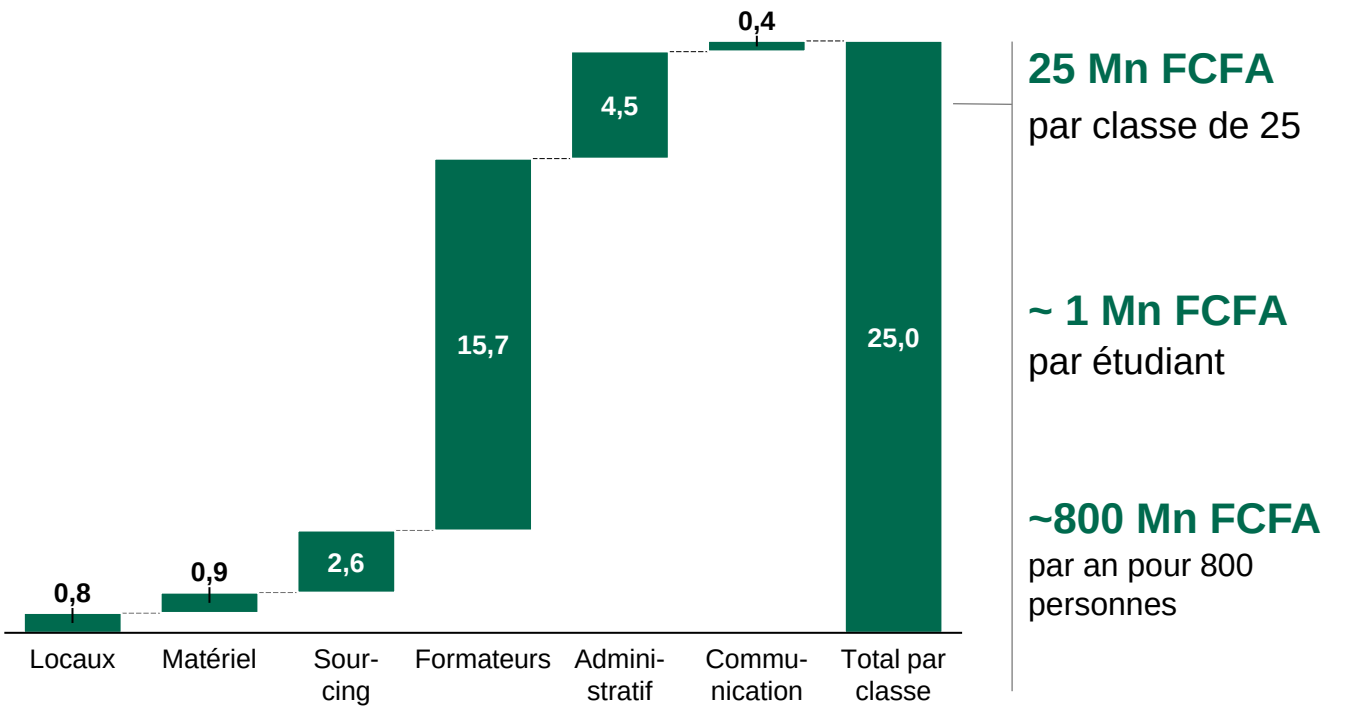
Coût des principales formations privées en UEMOA
En Mn FCFA par étudiant

Budget annuel cible pour une classe de 25 étudiants,
En Mn FCFA

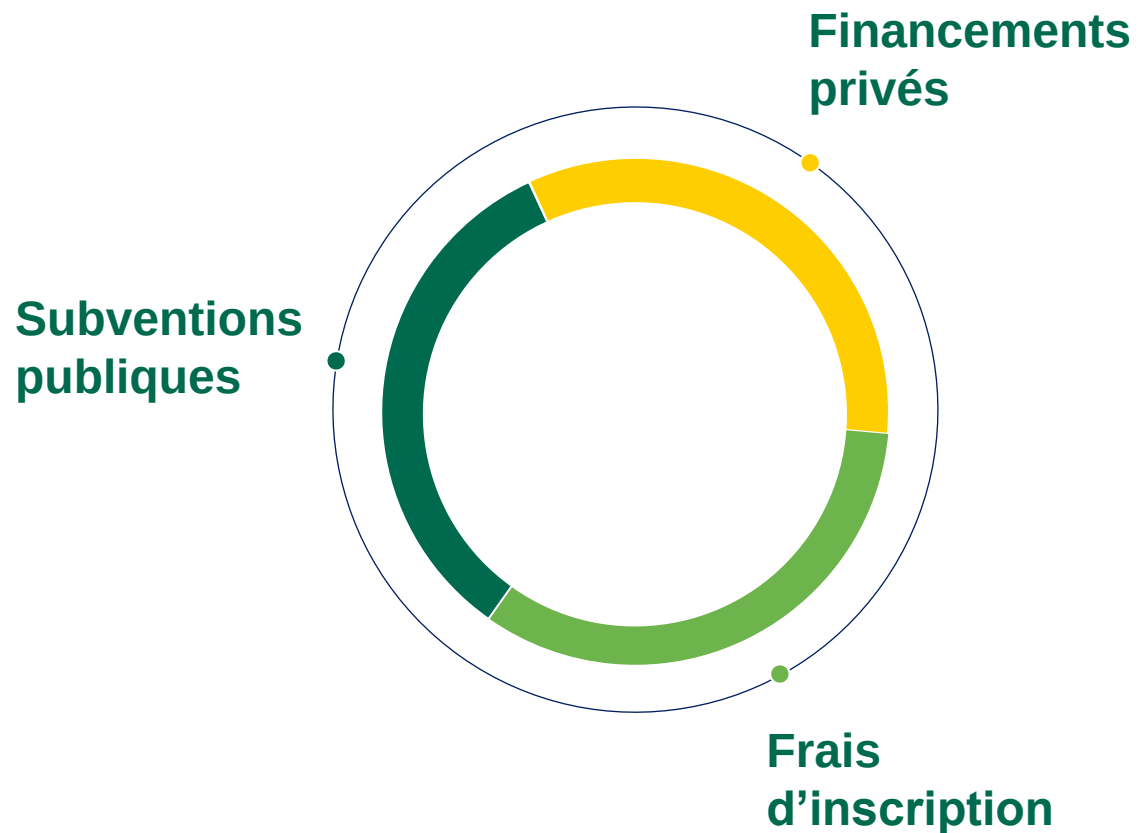
ESTIMATIONS – METHODE BOTTOM UP



ESTIMATIONS – METHODE TOP DOWN



8.D: Financement pouvant provenir de 3 acteurs principaux



Financements privés

- Partenariats avec des grandes entreprises profitant de profils fraîchement formés à la sortie du programme et de stagiaires à moindre coûts
- Financement pouvant être conditionné à la formation de certaines compétences particulières, favorisant l'adéquation de la formation

Subventions publiques

- Subvention par le gouvernement d'une partie de la formation
- Subvention par des organisations internationales (p. ex : Mastercard Foundation, AfD)
- Facilitation de l'accès à des infrastructures et des ressources aux standards élevés

Frais d'inscription

- Participation dans les frais de la formation de chacun des étudiants, ne devant pas représenter un frein pour les candidats potentiels

8.D: Processus de recrutement innovant et sélectif testant la motivation et le potentiel de collaboration ainsi que les compétences techniques pour certaines filières



Description

- | | | |
|---|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">▪ Lancement du formulaire d'inscription à la formation sur les canaux de communication▪ Animation et promotion du programme auprès de la population cible (p. ex, relances et diffusion de supports digitaux, communication autour des nouvelles conventions employeurs) | <ul style="list-style-type: none">▪ Vérification des prérequis du programmes (p. ex, disponibilité et âge du candidat)▪ Evaluation de la motivation du candidat pour intégrer le programme▪ Evaluation du niveau d'expression en français du candidat | <ul style="list-style-type: none">▪ Evaluation des compétences techniques du candidat à travers des tests en ligne pour certains chapitres▪ Evaluation de la capacité de raisonnement logique du candidat à travers des tests en ligne▪ Vérification de la motivation du candidat et des soft skills à travers des entretiens▪ Evaluation du niveau d'expression en français du candidat |
|---|---|---|

8.D: 2 types de mécaniques de rétention mises en place en s'inspirant des meilleures pratiques internationales pour atténuer le risque d'abandon ou de départ

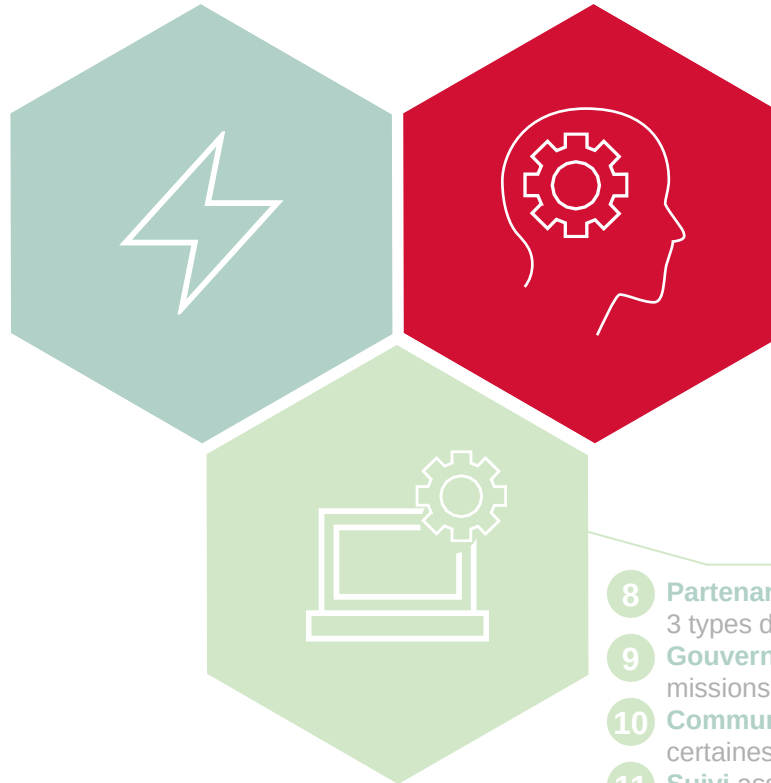
Nature	Mesures	Pays
Dissuasif	 Formalisation d'un engagement moral	
	 Engagement financier avec remboursement en cas d'abandon	
	 Privation d'accès aux offres de formations publiques	
	 Création d'une liste noire des personnes ne pouvant plus être employées chez l'ensemble des partenaires	
Incitatif	 Accès privilégié aux opportunités d'emploi chez les entreprises partenaires	
	 Accompagnement et soutien personnalisé tout au long de la formation	
	 Octroi d'aides sociales (p. ex, bourses, indemnités transport, etc.)	
	 Octroi de subventions aux employeurs pour leur permettre de mieux rémunérer les talents	

8.D: Passeport Togo Digital, un concept de formation ambitieux et innovant reposant sur 12 initiatives clés

A Vision



- 1 **Dimensionnement** : Programme destiné à former 800 jeunes par an aux métiers du digital avec un taux d'insertion professionnelle de 85 à 90%
- 2 **Budget annuel** estimé à ~800 Mn FCFA HT en rythme de croisière
- 3 **Profils ciblés** : Formation destinée aux jeunes sans emploi, passionnés par le digital et avec des prérequis variables selon la filière
- 4 **Processus de recrutement** innovant et sélectif testant la motivation, le potentiel de collaboration ainsi que les compétences techniques pour certaines filières
- 5 **Mécanismes de rétention** au travers de mesures dissuasives et incitatives pour éviter les départs à l'étranger ou abandons en cours de formation



B Pédagogie



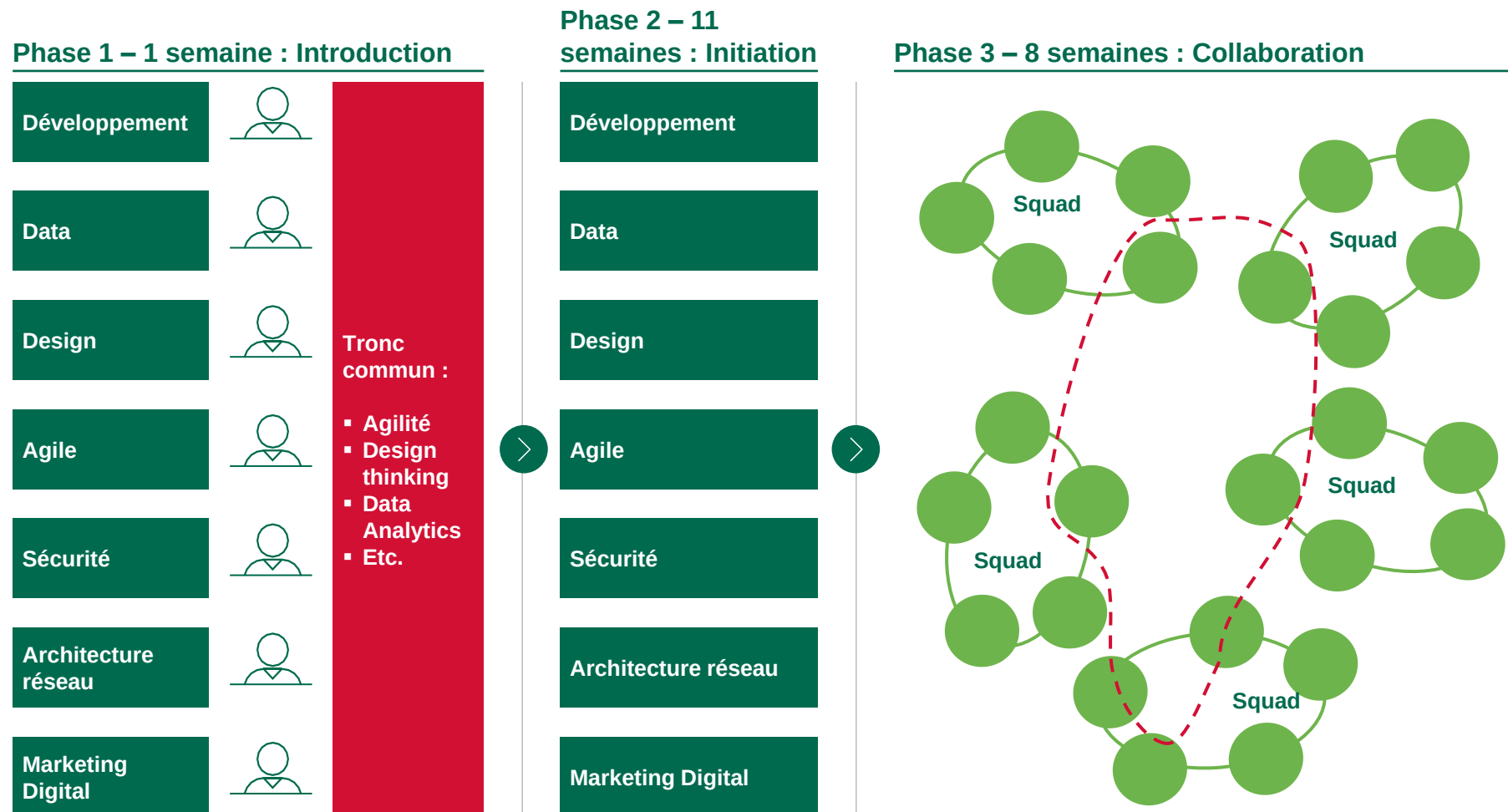
- 6 **Format** : Une formation innovante et répliquable en 3 étapes à travers des guides d'animation détaillés permettant de développer les compétences techniques et les soft skills recherchés par les employeurs
- 7 **Définition du contenu** des formations reposant sur une démarche en 4 étapes et impliquant des experts du digital dans l'identification des compétences clés

C Opérationnalisation



- 8 **Partenariats** : Projet déployé en s'appuyant sur des conventions cadres avec 3 types de partenaires
- 9 **Gouvernance** : MENTD orchestrateur du programme avec comme principales missions le cofinancement et la coordination
- 10 **Communication** auprès du grand public à travers des canaux ciblés sur certaines communautés
- 11 **Suivi** assuré par des indicateurs de performance en relation avec le sourcing, l'insertion professionnelle et le contenu
- 12 **Feuille de route de déploiement** graduelle en 3 phases pour atteindre la vision cible

8.D: Une formation innovante et répliquable en 3 étapes pour développer les compétences techniques et les soft skills recherchés par les employeurs



Trois phases proposées

Tronc commun : Familiarisation de tous les participants avec les grands principes du digital (p. ex, méthode agile, etc.)

Initiation : Formation spécifique à chaque chapitre sur les compétences clés à maîtriser incl. soft skills

Collaboration : Travail pratique en squads multifonctionnelles pour développer la collaboration et les soft skills

Principes transverses

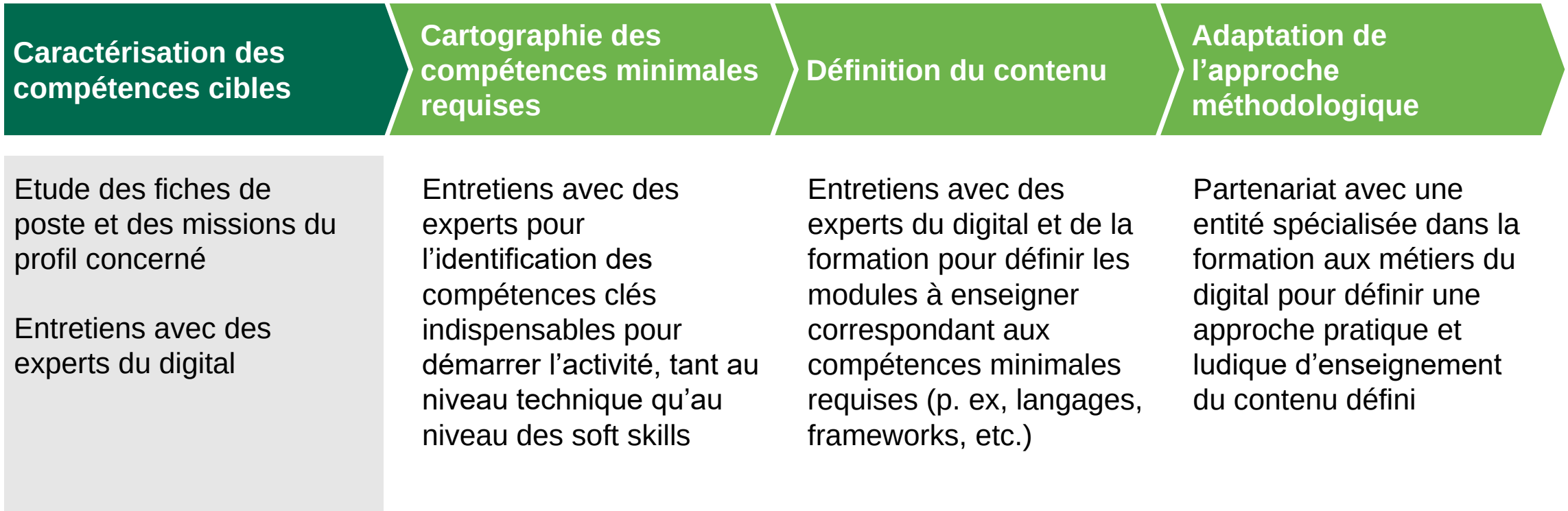
Guides d'animation détaillés pour maximiser la répliquabilité

Mise en situation sur des use cases réels

Format bootcamp (ie. intensif et de courte durée) en mode blended (ie. alternant du présentiel et du contenu en ligne)

8.D: Définition du contenu des formations reposant sur une démarche en 4 étapes et impliquant des experts du digital dans l'identification des compétences clés

■ Zoom en pages suivantes (Full stack, UX/UI, scrum master)



8.D: Développeur full stack – Caractérisation des compétences cibles

EXEMPLE

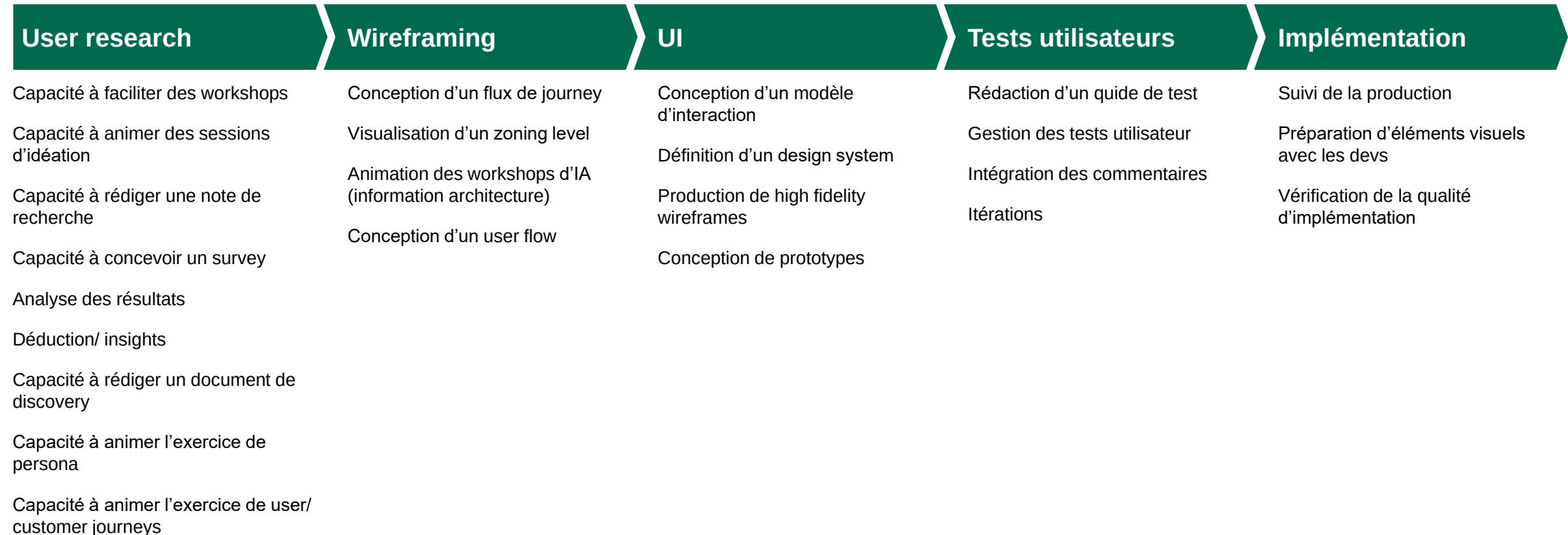
Le développeur full stack gère le développement d'une application en intégral que ce soit sur le back en (p. ex, serveur, base de données, moteur de calcul) ou sur le front end (p. ex, interface graphique, interaction)

Coder	Débugger	Déployer	Documenter	Tester
Connaissances en algorithmique ▪ Types d'algorithmes ▪ Complexité d'algorithmes Connaissances en patrons de conceptions (design patterns) Connaissances des principes SOLID Maitrise de l'IDE (integrated development environment) incl. activités de codage, raccourcis clavier, utilisation macros versioning du code	Refactoring du code : pratique et méthodes Code change algorithm Maitrise des IDE pour les activités de debuggage	Connaissances des pipelines de déploiement Monitoring des applicatifs en production (traçabilité, niveaux de logging..)	Database modeling DDD (domain driven design)	Test-driven development Behavior-driven development Tests de sécurité

8.D: UX/UI designer – Caractérisation des compétences cibles

EXEMPLE

UX/UI designer est le responsable et la garent de l'expérience utilisateur qu'elle soit portée par un produit ou un service digital. Sa mission consiste à faire de la recherche pour comprendre les attentes des utilisateurs, de concevoir un flux et un modèle et d'implémenter la solution



8.D : Scrum master – Caractérisation des compétences cibles

EXEMPLE

Le scrum master joue le rôle d'un coach au sein de l'équipe. Sa mission consiste à guider l'équipe et le product owner sur la façon d'utiliser les pratiques et méthodologies scrum & agile et faciliter la communication et la collaboration

Responsabilités

Utilisation de la méthodologie scrum et agile

Guider l'équipe et l'organisation sur **la façon d'utiliser la méthodologie scrum & agile**
 Superviser le processus scrum, **faciliter la transparence, l'inspection et l'adaptation**
 Soutenir le product owner dans la **planification des tâches**

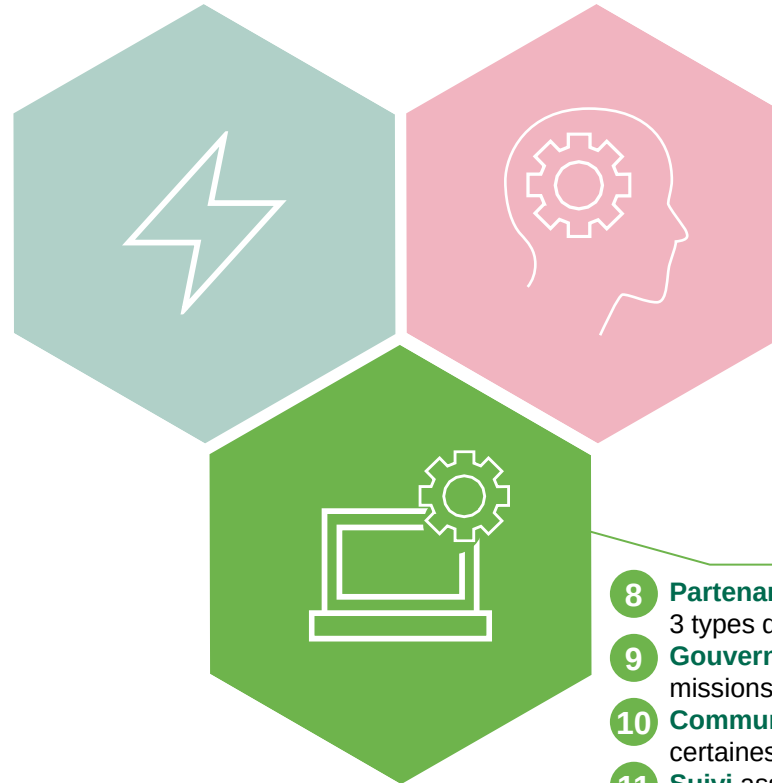
Gestion d'équipe

Assurer l'engagement quotidien de l'équipe
Éliminer les obstacles (p. ex, barrières culturelles, problèmes logistiques)
Favoriser une coopération entre tous les membres de l'équipe, encourager la formation
 Faciliter **la communication** et la collaboration à l'intérieur et à l'extérieur de l'équipe
 S'assurer que l'équipe est pleinement fonctionnelle et productive
Favoriser l'auto-organisation et la croissance au sein de l'équipe

8.D : Passeport Togo Digital, un concept de formation ambitieux et innovant reposant sur 12 initiatives clés

A Vision

- 1 **Dimensionnement** : Programme destiné à former 800 jeunes par an aux métiers du digital avec un taux d'insertion professionnelle de 85 à 90%
- 2 **Budget annuel** estimé à ~800 Mn FCFA HT en rythme de croisière
- 3 **Profils ciblés** : Formation destinée aux jeunes sans emploi, passionnés par le digital et avec des prérequis variables selon la filière
- 4 **Processus de recrutement** innovant et sélectif testant la motivation, le potentiel de collaboration ainsi que les compétences techniques pour certaines filières
- 5 **Mécanismes de rétention** au travers de mesures dissuasives et incitatives pour éviter les départs à l'étranger ou abandons en cours de formation



B Pédagogie

- 6 **Format** : Une formation innovante et répliquable en 3 étapes à travers des guides d'animation détaillés permettant de développer les compétences techniques et les soft skills recherchés par les employeurs
- 7 **Définition du contenu** des formations reposant sur une démarche en 4 étapes et impliquant des experts du digital dans l'identification des compétences clés

C Opérationnalisation

- 8 **Partenariats** : Projet déployé en s'appuyant sur des conventions cadres avec 3 types de partenaires
- 9 **Gouvernance** : MENTD orchestrateur du programme avec comme principales missions le cofinancement et la coordination
- 10 **Communication** auprès du grand public à travers des canaux ciblés sur certaines communautés
- 11 **Suivi** assuré par des indicateurs de performance en relation avec le sourcing, l'insertion professionnelle et le contenu
- 12 **Feuille de route de déploiement** graduelle en 3 phases pour atteindre la vision cible

8.D : Opérationnalisation et mise à l'échelle du programme s'appuyant sur des conventions cadres avec 3 types de partenaires

Type de partenaires	Partenaires potentiels	Objectifs du partenariat	Engagements partenaires	Engagements MENTD
a Transverses		▪ Accès à un réseau national de formateurs et d'infrastructures pour sécuriser la mise à l'échelle ▪ Convergence et rationalisation des efforts des entités publiques dans la formation au Digital	▪ Financement ▪ Mise à disposition du réseau et des infrastructures ▪ Mise à disposition des formateurs ▪ Certification des formations ▪ Recrutement des étudiants	▪ Définition des filières et formations à développer ▪ Fourniture du contenu des formations ▪ Communication grand public ▪ Coordination du recrutement des étudiants
b Formateurs privés & universités	   	▪ Accès à un contenu pédagogique reconnu pour sa qualité ▪ Sécurisation de la formation des formateurs par des experts de la formation digitale en format bootcamp et blended	▪ Partage du contenu des formations ▪ Mise à disposition du matériel pédagogique ▪ Formation des formateurs ▪ Partage du process et des outils de sourcing des candidats	▪ Communication auprès des candidats potentiels ▪ Financement des formations ▪ Suivi de l'insertion des bénéficiaires des formations
c Entreprises	   	▪ Sécurisation des débouchés pour les étudiants ▪ Mise en cohérence et adaptation du contenu pédagogique aux besoins réels du marché marocain	▪ Sécurisation des emplois à la sortie des formations ▪ Contribution à l'élaboration du contenu et interventions d'experts et études de cas au cours des formations ▪ Contribution à la communication autour du programme et au sourcing des candidats	▪ Accès privilégié au pool de talents formés pour les entreprises partenaires ▪ Suivi et soutien des lauréats dans la phase d'insertion professionnelle

8.D : Partenaires pédagogiques potentiels du programme à l'international

Partenaire	Proposition de valeur	
Adaming		“ ” Adaming, incubateur de talents dans le secteur des nouvelles technologies
Le Wagon		“ ” Changez de vie, apprenez à coder
Africa DataLab		“ ” Africa Data Lab, pionnier et expert de la formation Data en Afrique
3W Academy		“ ” Tout le monde peut apprendre à coder
efe		“ ” Agissons pour l'employabilité des jeunes
Simplon		“ ” Réseau de Fabriques solidaires et inclusives qui proposent des formations gratuites aux métiers techniques du numérique
Ecole 42		“ ” Une formation gratuite, une pédagogie innovante, accessible à toutes et à tous dès 18 ans, sans exigence de diplômes, sans professeurs, sans cours et sans limite d'âge

Grands principes de sélection du partenaire :

- **Méthodologie de formation :** Agile et compatible avec les ambitions du Passeport Togo Digital
- **Format :** Bootcamp s'appuyant sur beaucoup de pratique et de travail en équipe
- **Contenu :** Adapté aux métiers sélectionnés pour le pilote
- **Formateurs :** Disponibilité de formateurs de qualité pour le pilote et capacité à former des formateurs à grande échelle
- **Gestion de projet :** Disponibilité des ressources adéquates

8.D : Communication autour du programme auprès du grand public à travers des canaux ciblés sur certaines communautés

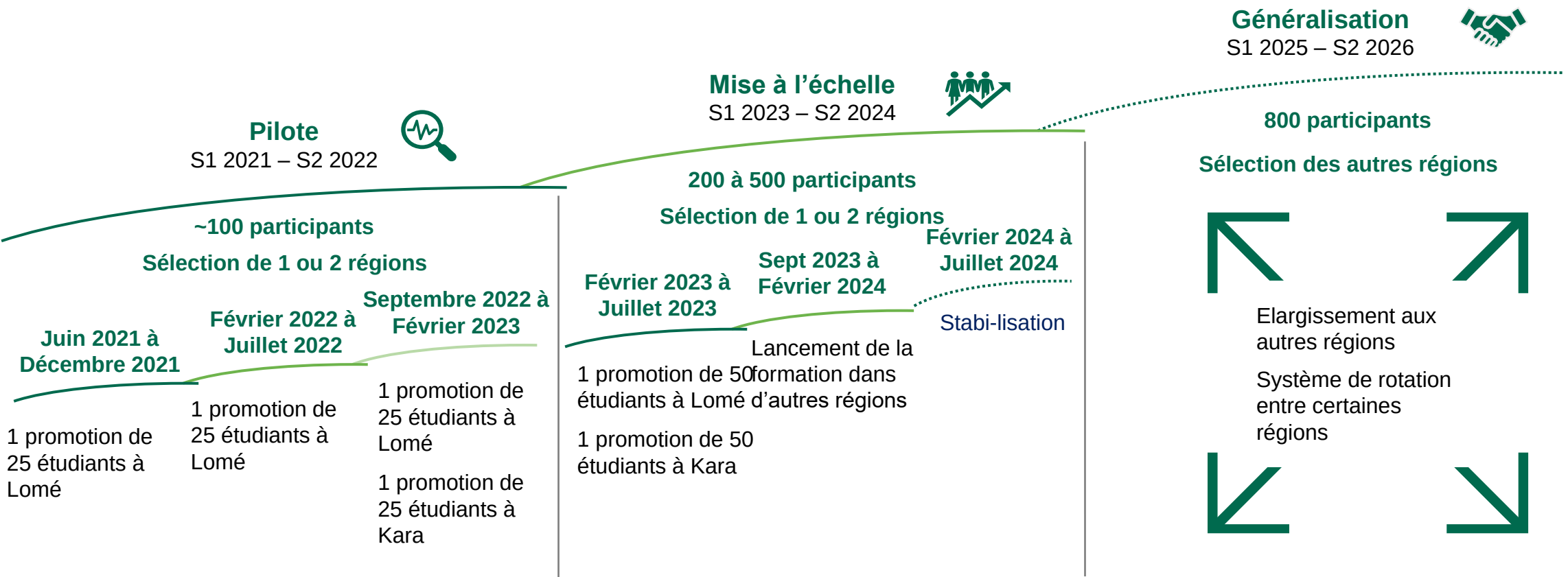
Types de canaux de communication		Canaux cibles	Exemples	Canaux prioritaires
Direct	Digital	Réseaux sociaux	- Appel à candidature sur les réseaux sociaux du MENTD Appel à candidature sur les réseaux sociaux des partenaires du programme - Appel à candidature sur LinkedIn Communication en physique via les partenaires ou l'office des postes	✓ ✓
		Site internet MENTD	Candidature sur le site du MENTD - Candidature sur le site internet du programme	✓
		Sites internet communautés cibles	- Bannières sur des plateformes d'échange autour du Digital (p. ex, GitHub, etc.) - Bannières sur des plateformes de tests et de challenges informatiques (p. ex codewars, codingames)	
	Autres	Radio	Communication sur les chaines de radio les plus écoutées par les jeunes (p. ex, Radio Maria)	✓
		Presse	Publication d'un communiqué de presse	✓
		Evènements sur site	- Organisation de journées portes ouvertes - Organisation de réunions d'information	
		Présentation dans les écoles/lycées	Réunions d'information dans les écoles et lycées	
Via les partenaires	Evènements	Evènements partenaires	Campagnes de communication lors des évènements des partenaires (p. ex salon étudiants)	
		Hackathons / challenges	Organisation de hackathons / challenges en collaboration avec les partenaires	
	Bases de données des partenaires		Mailing des candidats potentiels des base de données des partenaires	✓

8.D : 4 types d'indicateurs permettant de piloter le programme Passeport Togo Digital

	Indicateurs de performance
Sourcing	Nombre de candidatures reçues
	Nombre de candidats présélectionnés
	Répartition des personnes inscrites au programme par niveau d'études
	Nombre candidats sélectionnés
	Nombre de personnes ayant accepté l'offre de formation
	Taux de sélection
	Nombre d'étudiants formés par année
	Référencement naturel du site de Passeport Togo Digital sur Google
Contenu	Nombre de chapitres enseignés
	Nombre de formateurs
	Nombre de cas d'usage travaillés
	Nombre d'écoles partenaires
	Taux de réussite par chapitre
	Nombre d'heures de cours dispensées
Insertion professionnelle	Nombre d'entreprises partenaires (par secteur)
	Rôles d'insertion des participants par type
	Nombre de personnes insérées professionnellement directement après la formation
	Taux d'insertion professionnelle au bout de 3 mois
	Taux d'insertion professionnelle au bout de 6 mois
	Taux de rétention des diplômés après 6 mois de leur contrat de travail en entreprise
Déploiement	Nombre d'étudiants par région
	Nombre de régions de déploiement
	Nombre de classes par région

8.D : Programme « Passeport Togo Digital » pouvant être lancé en 3 phases avec pour objectif de former 800 personnes par an à partir de 2025

ILLUSTRATIF



Le choix des régions doit prendre en considération les priorités de développement territorial du Togo

9 PLATEFORME DE VALORISATION DE LA DONNÉE



Ambition

Valorisation de la donnée au Togo par la mise en place d'un observatoire du numérique dédié à la collecte, structuration et utilisation de la donnée et la définition d'une data governance de la donnée

1
rapport annuel consolidé sur l'évolution du secteur numérique publié par an

1
gouvernance des données générées au niveau national

Description et budget

- Création d'une entité dédiée à la collecte, structuration et valorisation de la donnée (observatoire du numérique)
- Mise en place d'une *data governance* afin de définir les modalités et régulations d'utilisation et de monétisation de la donnée
- Collecte de la donnée au niveau national
- Identification des cas d'usage de la donnée, y.c. publication d'un rapport annuel sur le numérique au Togo

Budget à horizon 2025, millions USD

- Investissement : 1 à 2 M USD
- Budget opérationnel : 0,2 à 0,5 M USD



Projets précurseurs et état d'avancement

- Lancement du projet de recensement des infrastructure sociales sur l'ensemble du territoire

2020 2021 2022 2023 2024 2025 →

Cadrage du projet (p.ex. définition des cas d'usage)

Définition de la data governance et modalités d'utilisation de la donnée

Mise en place et opérationnalisation de l'observatoire

Porteurs du projet et partenaires

Porteur du projet

Agence Togo Digital, Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Partenaires recherchés

Partenaires financiers, partenaires techniques, centres de formation, conseil dans le digital

9 : Plateforme de valorisation de la donnée (1/2)



Programme

Plateforme de valorisation de la donnée



Ambition stratégique

Valorisation de la donnée au Togo par la mise en place d'un observatoire du numérique dédié à la collecte, structuration et utilisation de la donnée et la définition d'une data governance de la donnée



Indicateurs clés 2025

Création d'un observatoire du numérique
Publication annuelle d'un rapport consolidé sur l'évolution du secteur numérique
Mise en place d'un tableau de bord en ligne



Rôle de l'ATD

Porteur du projet
Hébergement de l'équipe de l'observatoire
Responsable du lien avec les points de collecte des données



Initiatives principales du projet

A SÉLECTION D'INDICATEURS

Identification et choix de données pertinentes pour le Togo et **issues des meilleures pratiques** internationales pour refléter l'évolution du secteur numérique sur ses 3 piliers (secteur public, économie du numérique et catalyseurs) :

- **Données quantitatives** mobilisant des statistiques (p. ex : taux de pénétration internet, vitesse de téléchargement, niveau de digital literacy, niveau de digitalisation des entreprises, etc.)
- **Données qualitatives** (p. ex : enquêtes et sondages sur les niveaux de satisfaction des usagers des services)



B COLLECTE ET SUIVI DES DONNEES

Développement de la capacité de collecte et de suivi des données au Togo :

- **Récolte des données existantes auprès des acteurs concernés** (p. ex : acteurs du secteur, administrations publiques, etc.)
- **Mise en place de nouveaux protocoles de collecte des données pour les indicateurs créés** dans le cadre de l'observatoire (p. ex : enquêtes et sondages, nouveau système d'enregistrement des entreprises permettant d'obtenir plus de granularité sur les informations à disposition)

C TRAITEMENT, CONSOLIDATION ET PUBLICATION DES DONNEES

Publication annuelle d'un rapport sur l'observation du secteur au Togo

Mise à jour d'une base de données annuellement pour l'usage des acteurs du secteur (p. ex : administrateurs, consultants)

Réévaluation semi-annuelle des avancées par rapport aux objectifs fixés par la stratégie Togo Digital 2025

Publications d'intérêt général trimestrielles tels que des entretiens avec des experts ou des décideurs, les meilleures pratiques, des rapports de recherche, des notes succinctes, des coupures de presse, des articles de blog, etc.

Statut du projet

☐ En cours ☒ Nouveau

Porteur du projet

Agence Togo Digital

9 : Plateforme de valorisation de la donnée (2/2)



Prérequis au succès

Création d'une structure centrale portant la digitalisation

Sélection d'indicateurs pertinents dont la collecte est déjà assurée au Togo pour le suivi du secteur



Acteurs impliqués

Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale

Organismes de régulation (p. ex : ARCEP) (collecte d'informations)

Fournisseurs de données (p. ex : fédération d'entreprises et entreprises) (collecte d'informations)



Éléments de budget

2 analystes pour coordonner la collecte d'informations auprès des acteurs du secteur numérique

1 agent public coordonnant le rapport et un prestataire pour la mise en page et publication



Calendrier de mise en œuvre

Activités	Année 1	2	3	4	Année 5
A Sélection d'indicateurs					
Identification et choix de données à disposition au Togo		...	...	...	
Identification des meilleures pratiques internationales		...	...	...	
B Collecte et suivi de la donnée					
Recolte des données existantes auprès des acteurs concernés					
Mise en place de nouveaux protocoles de collecte de la donnée	... —	—	—	—	—
C Traitement, consolidation et publication de la donnée					
Vérification des données collectées					
Consolidation de la donnée		—	—	—	—
Publication rapport annuel		▲	▲	▲	
Publication d'intérêt général					

■ Activité principale Phase définition — Phase mise en œuvre

9 : Suivi systématique des données globales du secteur, des objectifs de la stratégie et des données ciblées selon le besoin

Sélection préliminaire d'indicateurs clés à collecter au sein de l'observatoire

NON EXHAUSTIF

PRÉLIMINAIRE

Données globales du secteur

- Taux de pénétration internet fixe et mobile
- Vitesse de téléchargement
- Niveau de digital literacy
- Niveau de digitalisation des entreprises
- Nombre d'entreprises avec un accès à internet
- Volume d'investissement dans les TIC

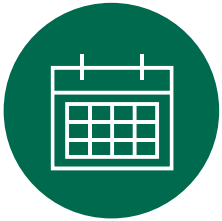
Indicateurs clés de l'avancée de la stratégie

- Nombre de startups
- Nombre d'incubateurs
- Volume de démarches administratives digitalisées
- Nombre de bâtiments administratifs reliés à la fibre optique
- Nombre d'entreprises utilisant les outils digitaux au quotidien dans leurs processus

Données ciblées selon les besoins ponctuels

- Niveau de satisfaction des usagers sur de nouveaux services proposés
- Pourcentage d'utilisation d'une fonctionnalité
- Niveau de besoins en investissements dans certain secteurs

- Récupération des données réalisée en partenariat avec l'Agence Togo Digital, le Centre de Formalités des Entreprises et les fédérations sectorielles du Togo
- Mêmes données pouvant être réutilisées à différentes fins mais permettant la publication de 3 types de documents consolidés



Agenda

1. Contexte et objectifs du projet
2. Rappel des ambitions de la stratégie Togo Digital 2025
3. Projets détaillés de la stratégie Togo Digital 2025
- 4. Rappel des projets Togo 2025 pour lesquels le MENTD est en support**

Ministre de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale en lead sur 6 projets et 1 réforme prioritaires du gouvernement, et en support sur 20 projets et 3 réformes supplémentaires

 Ministère en lead
 Ministère en support
 ★ Projet / Réforme phare
 P Projet
 R Réforme

Axe 1 : Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et garantir la paix



★ P1	Attribution de l'identité pour tous
★ P2	Mise en place du Registre Social Unique ¹
★ P3	Mise en place de la Couverture Santé Universelle
P4	Elaboration et exécution d'un plan de réponse aux urgences sanitaires
★ P5	Poursuite de la politique d'électrification pour tous
★ P6	Augmentation de l'accès en eau potable et à l'assainissement
P7	Construction de 20 000 logements sociaux
P8	Création d'une banque digitale pour tous
★ P9	Augmentation des capacités d'accueil scolaire
P10	Amélioration de la qualité de l'enseignement
P11	Revue de la politique d'orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires

Axe 2 : Dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie



★ P12	Amélioration des rendements agricoles
★ P13	Extension du réseau routier rural
P14	Accélération du MIFA
P15	Agrandissement de l'agropole de Kara en partenariat avec le privé
★ P16	Construction de l'Autoroute de l'Unité
P17	Amélioration de la compétitivité du secteur logistique via la réforme du port et la digitalisation
P18	Consolidation du positionnement stratégique de l'aéroport
P19	Création d'une offre touristique de loisirs
	Construction d'un parc industriel autour du Port de Lomé
P21	Lancement d'une unité de production d'engrais phosphatés
P22	Accélération de l'exploration et de l'exploitation des ressources minières
R1	Réforme de la politique foncière agricole

Axe 3 : Moderniser le pays et renforcer ses structures



★ P23	Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile
P24	Renforcement du raccordement internet au réseau mondial
★ P25	Digitalisation des principaux services publics
P26	Développement d'un hub d'innovation digital
R2	Réforme de la réglementation numérique
P27	Augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité
P28	Optimisation du portefeuille de participations de l'Etat
P29	Restructuration et privatisation des deux banques publiques
P30	Opérationnalisation de l'API-ZF
R3	Modernisation du Code du Travail
★ R4	Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME
★ P31	Augmentation des ressources publiques
P32	Transformation et restructuration des sociétés d'Etat
P33	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de développement de 10 communes
P34	Attraction et développement des talents dans la fonction publique
R5	Décentralisation et déconcentration de l'État
P35	Réponse aux risques climatiques majeurs
P36	Programme de mobilité verte
R6	Réforme de la législation environnementale

1 Co-lead avec le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation et le Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

P3: Mise en place de la Couverture Santé Universelle (1/2)



Ambition stratégique

- Offrir une identité et garantir la **couverture santé** et **l'accès aux services de base** à tous à travers le renforcement de **l'accès** et **l'amélioration** de la **qualité** du **système de santé**



Prérequis

- Mise en place d'un plan pour la formation des agents de santé communautaire
- Promulgation de textes législatifs relatifs à la bioéthique pour garantir un meilleur cadrage des principales pratiques



Activités principales du projet

- **Améliorer l'accès aux soins primaires et de base**
 - Etablir et/ou mettre à jour **l'état des lieux de l'accès aux soins de base** notamment dans les zones rurales et/ou défavorisées, avec une cartographie précise et détaillée au niveau du canton
 - Etablir un **plan de construction de ~200 unités** de soins périphériques (chiffre exact à définir suite à la cartographie)
 - Moderniser **l'équipement** des **hôpitaux et unités de soins périphériques** déjà en place selon **l'état des lieux** établi et les **manques identifiés**, notamment en impliquant le secteur privé dans l'équipement des hôpitaux et centres de soins
 - Etablir un plan de gestion de la **chaîne d'approvisionnement en médicaments** et **produits essentiels** pour assurer la disponibilité de d'un **panier de médicaments essentiels au dernier kilomètre**
- **Renforcer le personnel de santé en s'appuyant sur les Agents de Santé Communautaire**
 - Etablir un **état des lieux du personnel de santé** au niveau des hôpitaux, des unités de soins et des **ASC(agents de santé communautaire)**
 - Définir et mettre en place un **cadre formel pour le renforcement de la santé communautaire**
 - **Recruter le personnel de santé nécessaire** pour les unités de soins et hôpitaux déjà en place et pour les nouvelles unités à construire
- **Définir et mettre en place d'une Couverture Maladie Universelle**
 - Recenser la **population éligible** à la Couverture Maladie Universelle
 - Définir un **mécanisme** de **couverture** visant **60% de la population** en 2025 (enfants de moins de 18 ans, femmes enceintes, personnes vulnérables identifiées)
 - Définir et mettre en place des **mécanismes d' enrôlement** des citoyens à l'Assurance Maladie (e.g. campagne de communication, sensibilisation par les Agents de Santé Communautaire)
 - Définir des **mécanismes de financement pérennes**

P3: Mise en place de la Couverture Santé Universelle (2/2)



Objectifs

60% de la population couverte par la CMU

95% de la population à moins de 5km/45min d'un centre de soins

95% de couverture en besoin du personnel



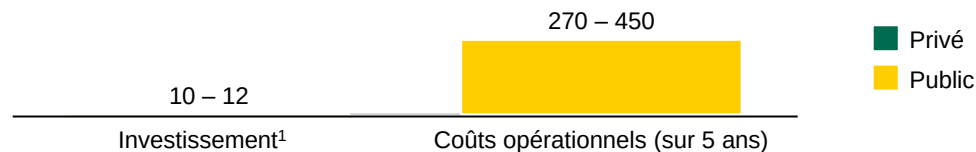
Ministères associés

- Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel Aux Soins (en lead)
- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social
- Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires
- Ministère de l'Economie et des Finances
- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministères du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural
- Ministère Délégué chargé de l'Énergie et des Mines
- Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel
- Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales
- Ministère des Travaux Publics



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



1 Part du secteur privé dans les investissements et les coûts opérationnels à définir lors du cadrage du projet



Projets associés

Projets préalables

- P2 Mise en place du Registre Social Unique
- P11 Revue de la politique d'orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires
- P5 Poursuite de la politique d'électrification pour tous
- P6 Augmentation de l'accès en eau potable et à l'assainissement

Projets facilités

- P4 Elaboration et exécution d'un plan de réponse aux urgences sanitaires



Activités principales du projet



P4: Elaboration et execution d'un plan de réponse aux urgences sanitaires



Ambition du projet

- Renforcement et préparation du système de santé pour faire face aux crises futures (p.ex., stocks stratégiques de médicaments et équipements, plans de déploiement d'hôpitaux de campagne, plan de continuité des soins ordinaires)



- Objectif** **600¹** Formations sanitaires mettant en œuvre des procédures de prise en charge des urgences sanitaires
- >5** Epidémies (à risque d'occurrence élevé au Togo) couvertes par le système d'urgence sanitaire



Ministères impliqués

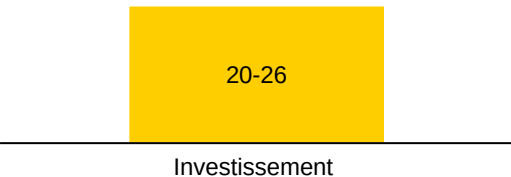
- Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel Aux Soins (en lead)
- Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation digitale
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural
- Ministre des Travaux Publics



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS

■ Privé ■ Public



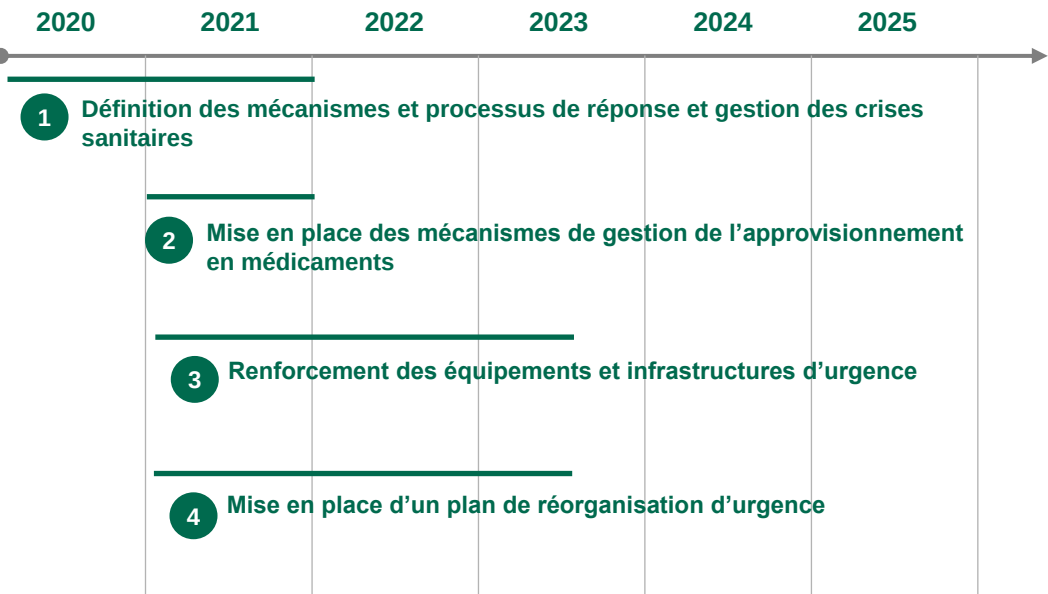
Projets associés

Projets préalables

- P3** Mise en place de la Couverture Santé Universelle



Activités principales du projet



1 Objectif PND 2022 : 294 contre 49 en 2015

P5: Poursuite de la politique d'électrification pour tous



Ambition du projet

- Extension du réseau et déploiement de systèmes décentralisés (e.g., panneaux solaires individuels) pour atteindre 75% d'électrification, soutenue par la mise en place du fond électricité pour tous



Objectif 75% Taux d'accès à l'électricité en 2025



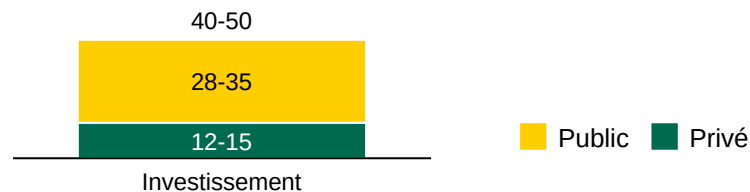
Ministères impliqués

- Ministère délégué auprès du Président de la République chargé de l'Énergie et des Mines (en lead)
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural
- Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel Aux Soins
- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



Dépendance à d'autres projets

Projets préalables

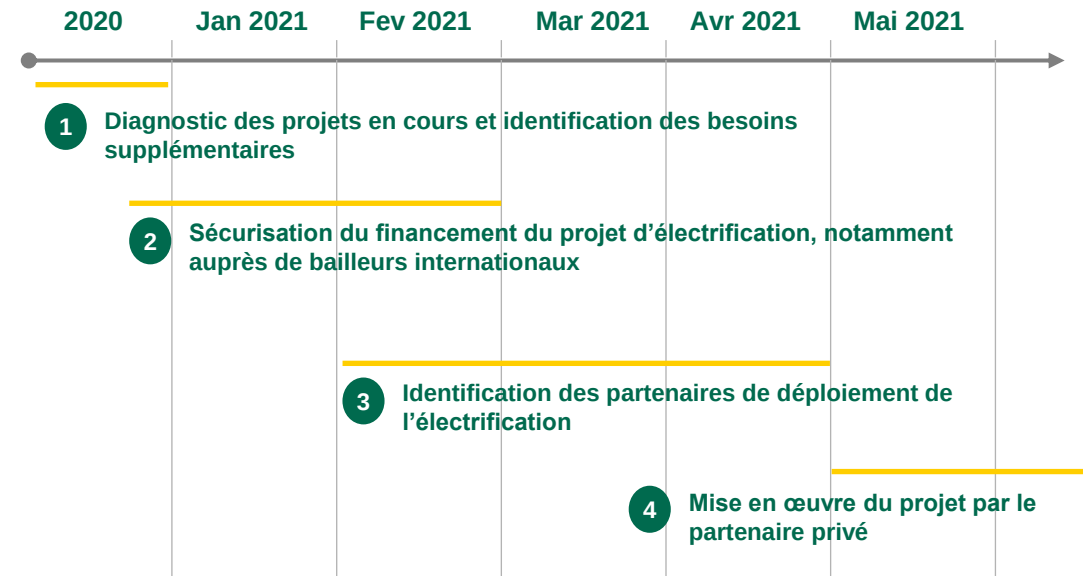
P27 Augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité

Projets facilités

Majorité des projets d'infrastructures socio-économiques (e.g., P7, P9, P12)



Activités principales du projet



P6: Augmentation de l'accès en eau potable et à l'assainissement



Ambition du projet

- Augmentation de la part des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'assainissement, notamment avec l'implication du secteur privé



Objectif

- 75%** Population ayant accès à l'eau potable en zone urbaine
- 85%** Population ayant accès à l'eau potable en zone semi-urbaine
- 95%** Population ayant accès à l'eau potable en zone rurale



Ministères impliqués

- Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise** (Lead)
- Ministère des Travaux Publics
- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat
- Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel Aux Soins
- Ministère délégué auprès du Président de la République chargé de l'Énergie et des Mines
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

220-280

Investissement¹

CHIFFRES ESTIMATIFS



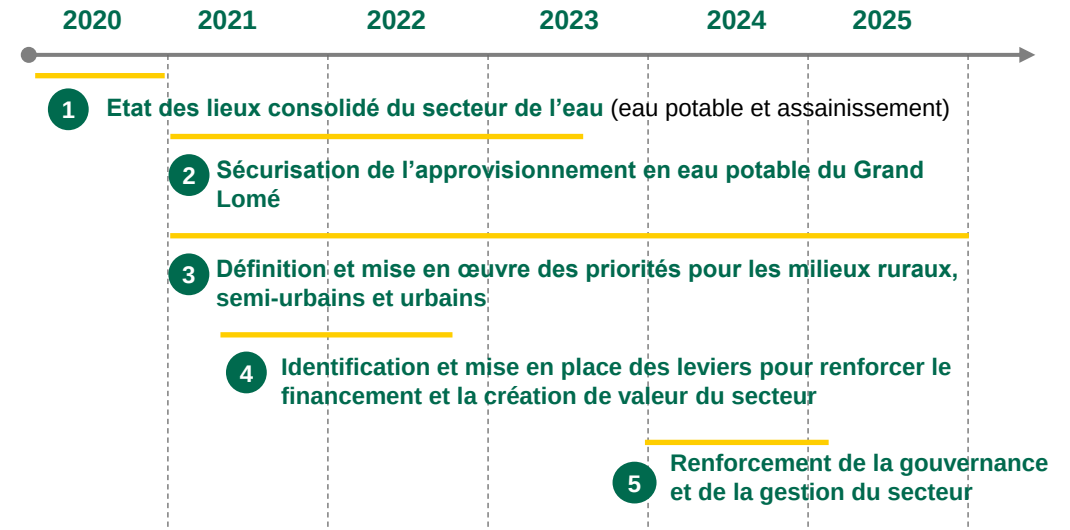
Projets associés

Projets facilités

- P3** Mise en place de la Couverture Santé Universelle
- P7** Construction de 20 000 logements sociaux
- P9** Augmentation des capacités d'accueil scolaire
- P33** Elaboration et mise en œuvre d'un plan de développement de 10 communes



Activités principales du projet



¹ Combinaison des 4 projets d'amélioration de l'accès à l'eau (Grand Lomé, milieu rural, urbain et semi-urbain); Part du secteur privé dans les investissements à définir lors du cadrage du projet

P7: Construction de 20 000 logements sociaux



Ambition du projet

- Identification de zones prioritaires et construction de logements en PPP



Objectif 20 000 Logements sociaux construits et habités



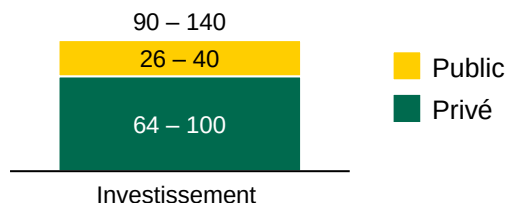
Ministères impliqués

- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière (en lead)
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



*Hypothèse
Incluant la construction et le
raccordement aux services de base de
20 000 logements pour 4-7 Mn FCFA
chacun, financés à 30% par l'Etat*



Dépendance à d'autres projets

Projets préalables

- P5 Poursuite de la politique d'électrification pour tous
- P6 Augmentation de l'accès en eau potable et à l'assainissement
- P23 Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile



Activités principales du projet



P8: Création d'une banque digitale pour tous



Ambition du projet

- Mise en place d'un mécanisme d'inclusion financière pour la population, notamment la plus vulnérable à travers la création d'une banque digitale



Objectif **100 000** Nombre de comptes clients de la banque digitale¹



Ministères impliqués

- Ministère de l'Économie et des Finances** (Co-lead sur le volet réglementaire)
- Ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel** (Co-lead)
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS

5-11



Privé



Projets associés

Projets préalables

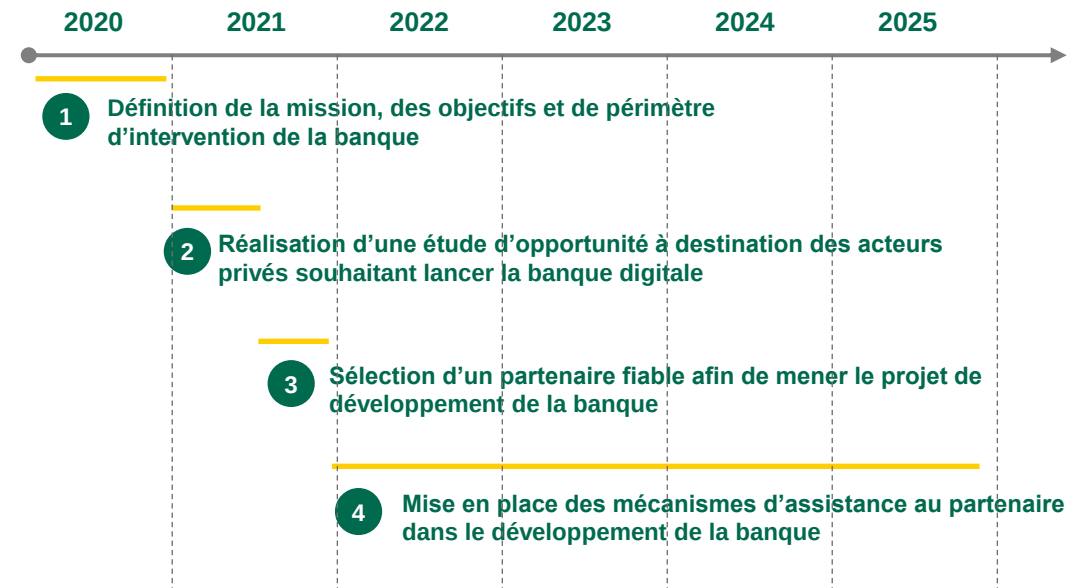
- P23** Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile

Projets facilités

- P8** Augmentation des ressources publiques
- R4** Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME



Activités principales du projet



1. 50% du nombre moyen de clients pour les banques au Togo (~150 K– 200 K clients)

P9: Augmentation des capacités d'accueil scolaire



Ambition du projet

- Construction de nouvelles salles de classe, modernisation des équipements (y.c. sanitaires) existants et connexion des établissements au réseau internet en suivant un modèle PPP



Objectif **30k¹** **Nombre de salles construites (avec accès à l'eau et électricité)**
40-45 **Élèves par enseignant dans l'enseignement de base**



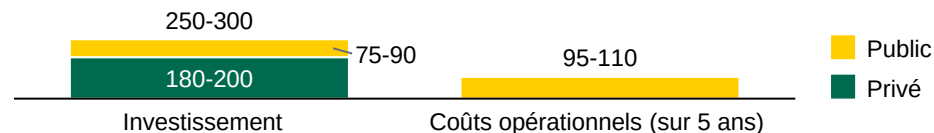
Ministères associés

- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat** (en lead)
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural
- Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur
- Ministères du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
- Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales
- Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise
- Ministère des Travaux Publics
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



¹ Estimation du nombre de salles de classes nécessaires pour atteindre environ 40 à 45 élèves par classe



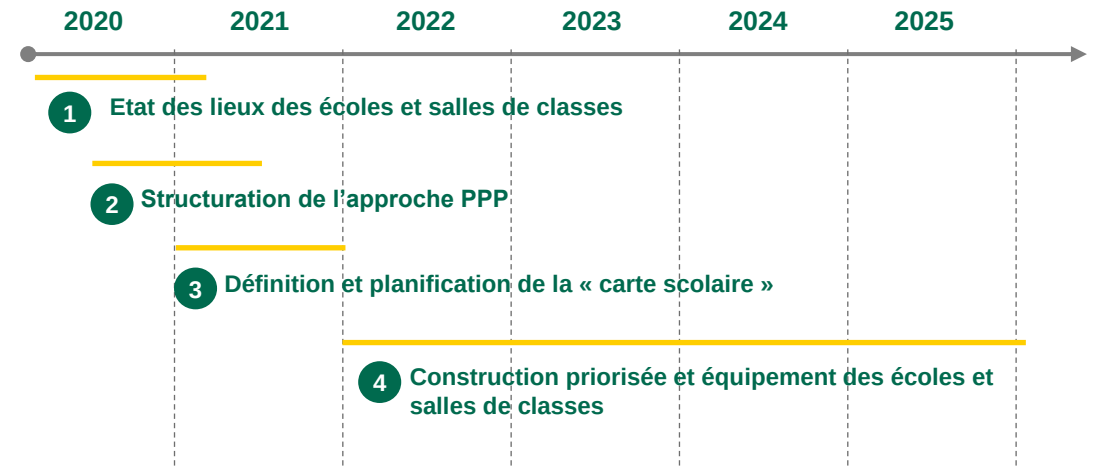
Projets associés

Projets préalables

- P5** Poursuite de la politique d'électrification pour tous
- P6** Augmentation de l'accès en eau potable et à l'assainissement
- P10** Amélioration de la qualité de l'enseignement
- P11** Revue de la politique d'orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires
- P23** Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile



Activités principales du projet



P10: Amélioration de la qualité de l'enseignement



Ambition du projet

- Elaboration et mise en œuvre d'un plan de mise à niveau des contenus pédagogiques et amélioration de la formation, du recrutement et de l'équipement des enseignants



Objectif **50%** Des élèves maîtrisant les fondamentaux en lecture
>90% Des enseignants bénéficiant d'une formation initiale



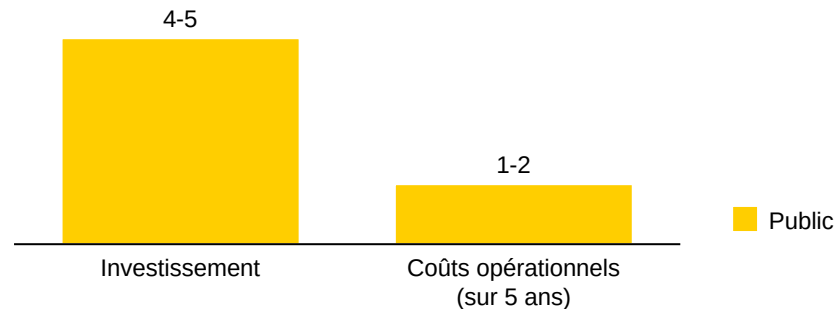
Ministères associés

- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat(en lead)
- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



Projets associés

Projets préalables

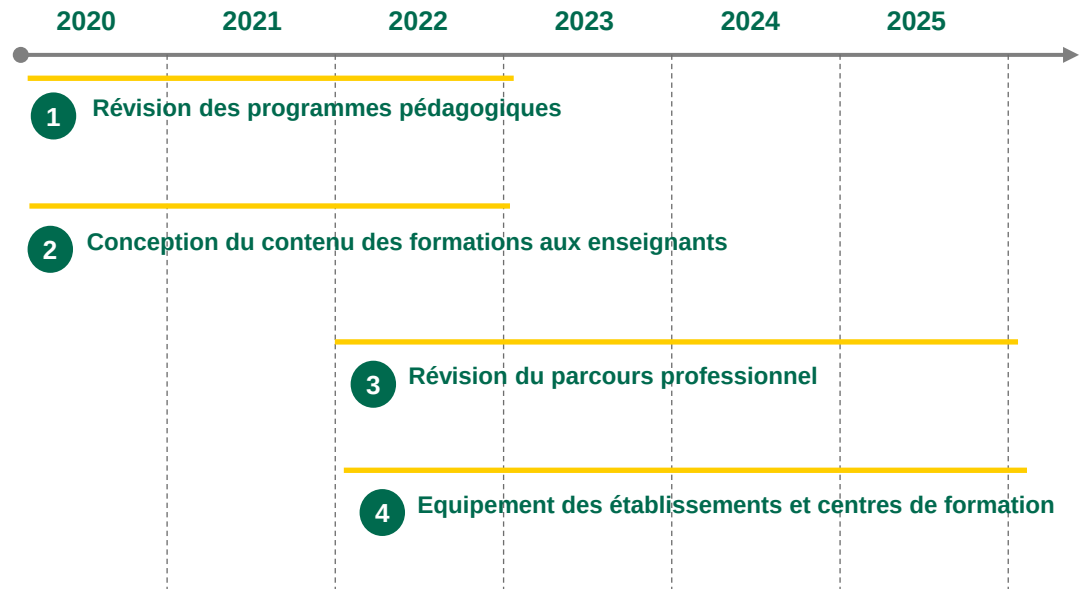
- P11** Revue de la politique d'orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires

Projets facilités

- P9** Augmentation des capacités d'accueil scolaire



Activités principales du projet



P11: Revue de la politique d'orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires



Ambition du projet

- Définition et mise en œuvre d'un plan de formation sur des métiers identifiés comme prioritaires (notamment à travers la réorientation des bourses), en associant les lycées professionnels et techniques, l'IFAD et le secteur privé



Objectif >80% Des étudiants bénéficiant de formations professionnelles s'insérant dans le marché du travail avec un emploi stable/de longue durée

3 Collèges universitaires à créer



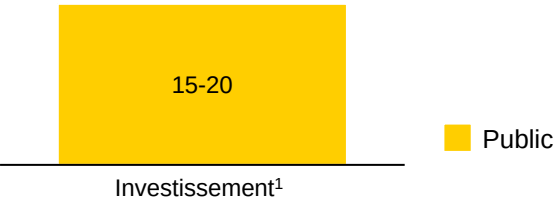
Ministères impliqués

- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (en lead)
- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat
- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ensembles des ministères sectoriels en charge des métiers prioritaires identifiés – e.g., Numérique, Commerce et Industrie, Tourisme, Agriculture



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



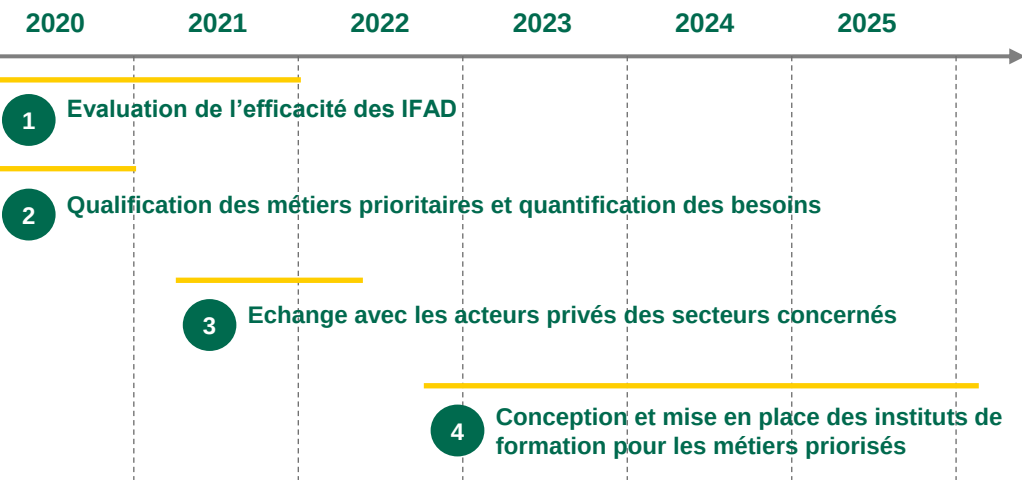
Projets associés

Projets facilités

- | | |
|---|--|
| P3 Mise en place de la Couverture Santé Universelle | P19 Création d'une offre touristique de loisirs |
| P9 Augmentation des capacités d'accueil scolaire | P20 Construction d'un parc industriel autour du Port de Lomé |
| P12 Amélioration des rendements agricoles | P26 Développement d'un hub d'innovation digital |



Activités principales du projet



1 Création d'IFAD pour 4 à 5 secteur prioritaires

P12: Amélioration des rendements agricoles



Ambition du projet

- Mise en place d'une stratégie nationale agricole pour améliorer les rendements couvrant notamment la mécanisation, l'irrigation et l'accélération de l'utilisation d'intrants (e.g., engrais)



Objectif

8%

Moyenne du gain de productivité annuelle

10%

Pourcentage des agriculteurs adoptant les outils de mécanisation

100%

Part des besoins en produits agricoles couverte par la production locale pour les segments et cultures prioritaires identifiés



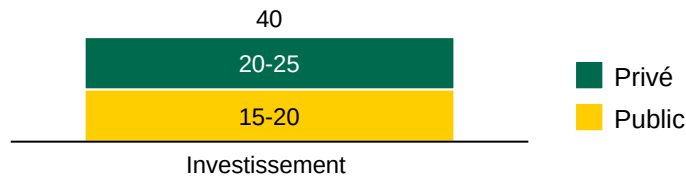
Ministères impliqués

- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural (en lead)
- Ministre de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère délégué auprès du Président de la République chargé de l'Énergie et des Mines
- Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



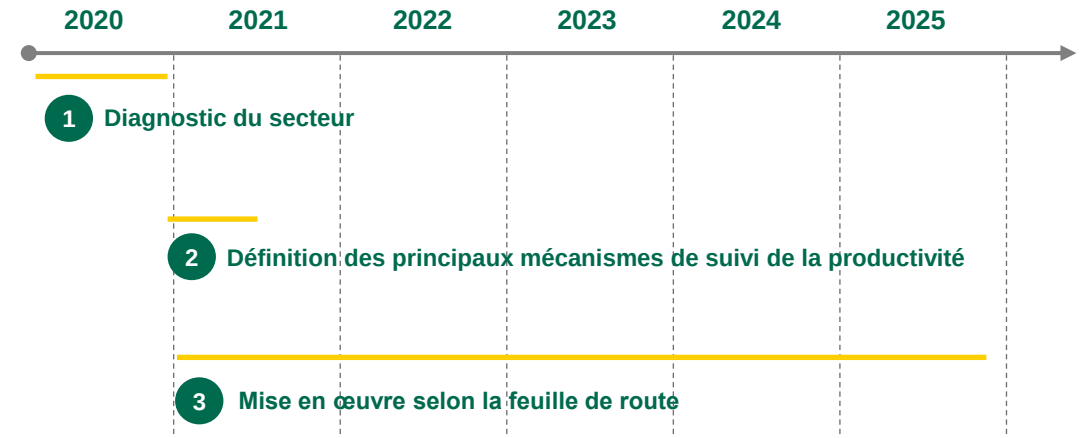
Projets associés

Projets préalables

- P13 Extension du réseau routier rural
- P14 Accélération du MIFA
- P23 Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile
- P27 Augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité
- R4 Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME



Activités principales du projet



P13: Extension du réseau routier rural



Ambition du projet

Construction de 4000 km de voies rurales ciblant les zones agricoles à fort potentiel d'exportation afin de connecter les agriculteurs au marché



Objectif **4 000** km de routes rurales supplémentaires



Ministères impliqués

- Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales (en lead)
- Ministère des Travaux Publics
- Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires
- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministères du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS

66-78

Investissement

Public



Projets associés

Projets préalables

N/A

Projets préalables

- | | |
|---|--|
| P12 Amélioration des rendements agricoles | P23 Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile |
| P15 Agrandissement de l'agropole de Kara en partenariat avec le privé | P33 Elaboration et mise en œuvre d'un plan de développement de 10 communes |
| R1 Réforme de la politique foncière agricole | |



Activités principales du projet



P14: Accélération du MIFA



Ambition du projet

- Supporter 1 million d'agriculteurs dans le financement de leurs activités (contre 75,000 à 2019)



Objectif

1 Mn

Nombre d'acteurs appuyés

80%

Pourcentage d'acteurs appuyés ayant adopté de nouvelles technologies et/ou des nouveaux intrants améliorés



Ministères impliqués

- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural (en lead)
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS

20-25

■ Privé

Investissement



Projets associés

Projets facilités

P12 Amélioration des rendements agricoles



Activités principales du projet

2020

2021

2022

2023

2024

2025

1

Etat des lieux et évaluation de la première année d'activité

2

Adaptation de l'offre et le fonctionnement du MIFA pour accélérer son extension

3

Mise en œuvre des améliorations et campagne de communication

P16: Construction de l'Autoroute de l'Unité



Ambition du projet

- Accélération du projet de développement de la RN1 reliant l'arrière-pays productif à l'agglomération de Lomé et au port



Objectif

Construction et opérationnalisation de l'autoroute



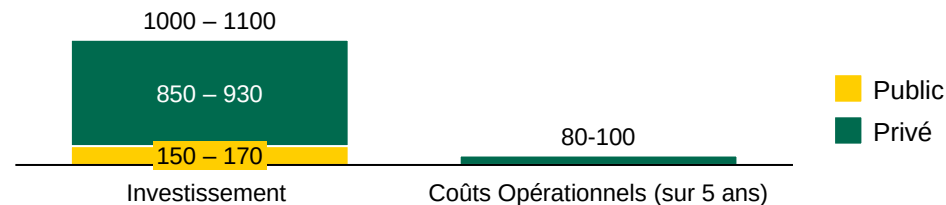
Ministères impliqués

- **Ministère des Travaux Publics (en lead)**
- Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales
- Ministère de l'Économie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



Projets associés

Projets préalables

N/A

Projets facilités

- P17** Amélioration de la compétitivité du secteur logistique via la réforme du port et la digitalisation
- P20** Construction d'un parc industriel autour du Port de Lomé
- P23** Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile
- P33** Elaboration et mise en œuvre d'un plan de développement de 10 communes



Activités principales du projet



P17: Amélioration de la compétitivité du secteur logistique via la réforme du port et la digitalisation



Ambition du projet

- Promotion de solutions digitales renforçant la compétitivité du Togo comme hub logistique d'excellence



Objectif

3 Mn

De containers par an à l'horizon 2025

+30%

Des volumes transitant par le port d'ici 2025, notamment en vrac

30%¹

De réduction sur le temps moyen passé au port par les navires



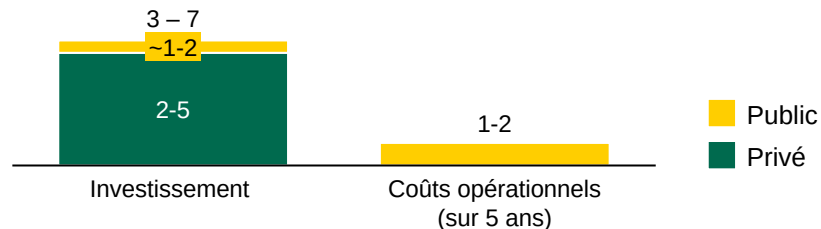
Ministères impliqués

- Ministère de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière (en lead)
- Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires
- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale
- Ministère des Travaux Publics



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



¹ Objectif permettant d'atteindre un temps moyen correspondant au temps minimum actuel



Projets associés

Projets préalables

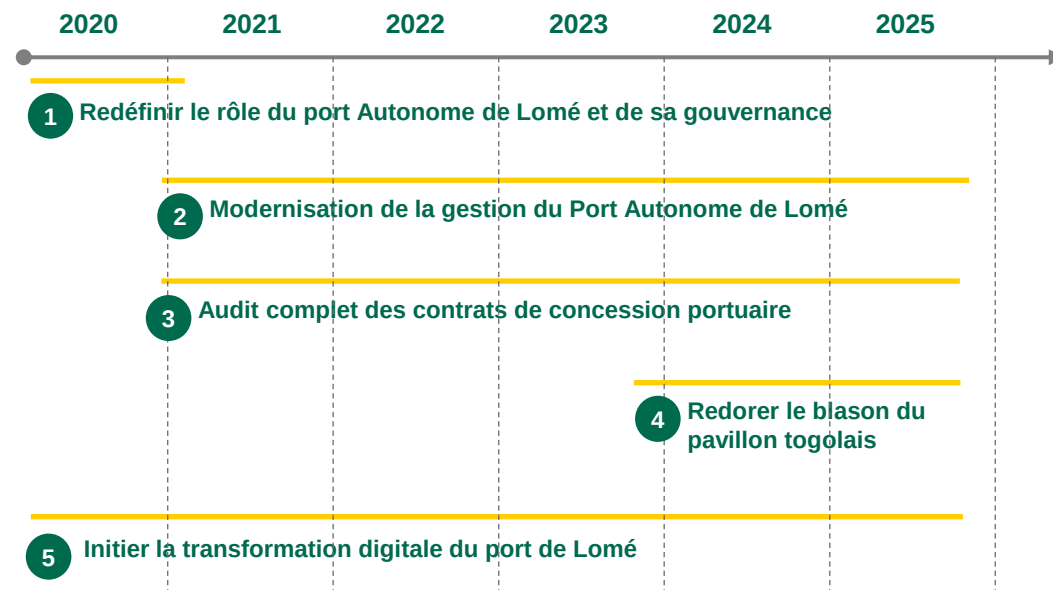
- P25 Digitalisation des principaux services publics
- P26 Développement d'un hub d'innovation digital

Projets facilités

- P20 Construction d'un parc industriel autour du Port de Lomé
- P21 Lancement d'une unité de production d'engrais phosphatés



Activités principales du projet



P19: Création d'une offre de tourisme de loisirs



Ambition du projet

- Définir une offre à destination des touristes nationaux et de la sous-région avec la mise en valeur de 2-3 centres touristiques (e.g., Lac Togo, bord de mer –Aneho-, Parc National de Fazao, Kpalimé)



Objectif

500 k
6,2%

Touristes internationaux par an

Contribution du tourisme au PIB



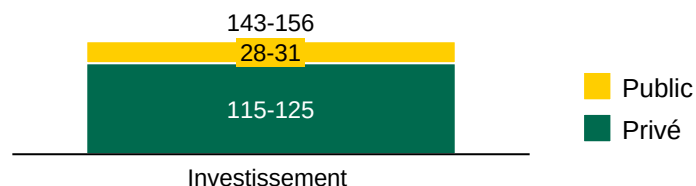
Ministères impliqués

- Ministère de la Culture et du Tourisme (en lead)
- Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère des Travaux Publics
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Économie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière
- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



Projets associés

Projets préalables

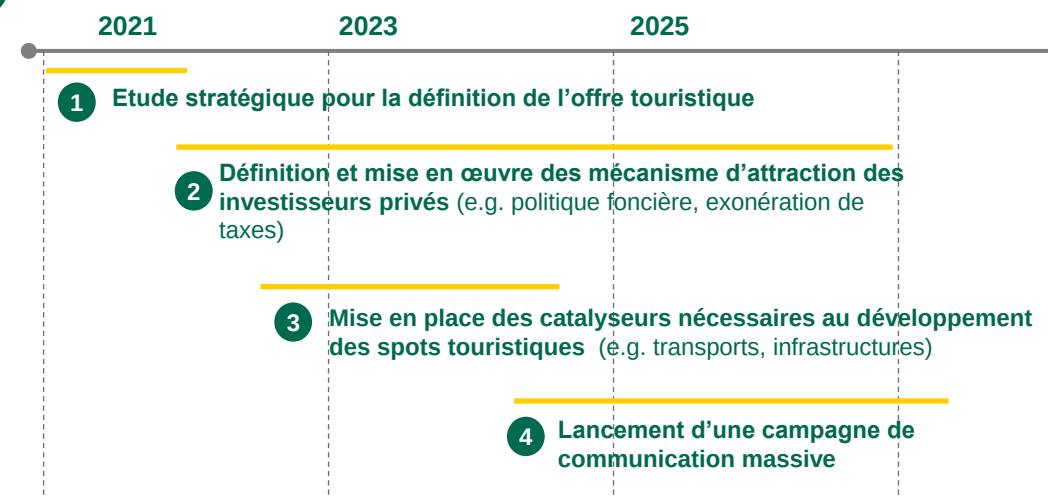
- P5 Poursuite de la politique d'électrification pour tous
- P6 Augmentation de l'accès en eau potable et à l'assainissement
- P11 Revue de la politique d'orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires
- P13 Extension du réseau routier rural

Projets facilités

- P16 Construction de l'Autoroute de l'Unité
- P18 Consolidation du positionnement stratégique de l'aéroport
- P23 Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile
- P25 Digitalisation des principaux services publics



Activités principales du projet



P20: Construction d'un parc industriel autour du Port de Lomé



Ambition du projet

- Développement d'un parc industriel d'excellence avec un double focus sur la logistique et l'agro-industrie



Objectif

20

Entreprises implantées dans le parc logistique et industriel



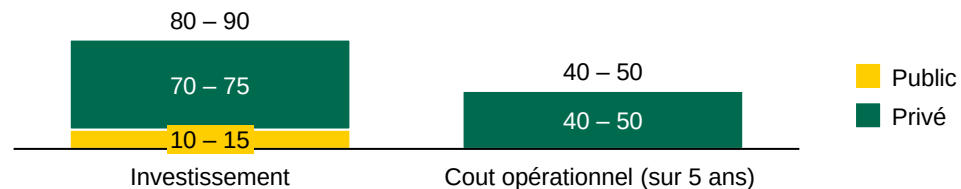
Ministères associés

- Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale (en lead)
- Ministère des Travaux Publics
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural
- Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires
- Ministère de l'Économie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



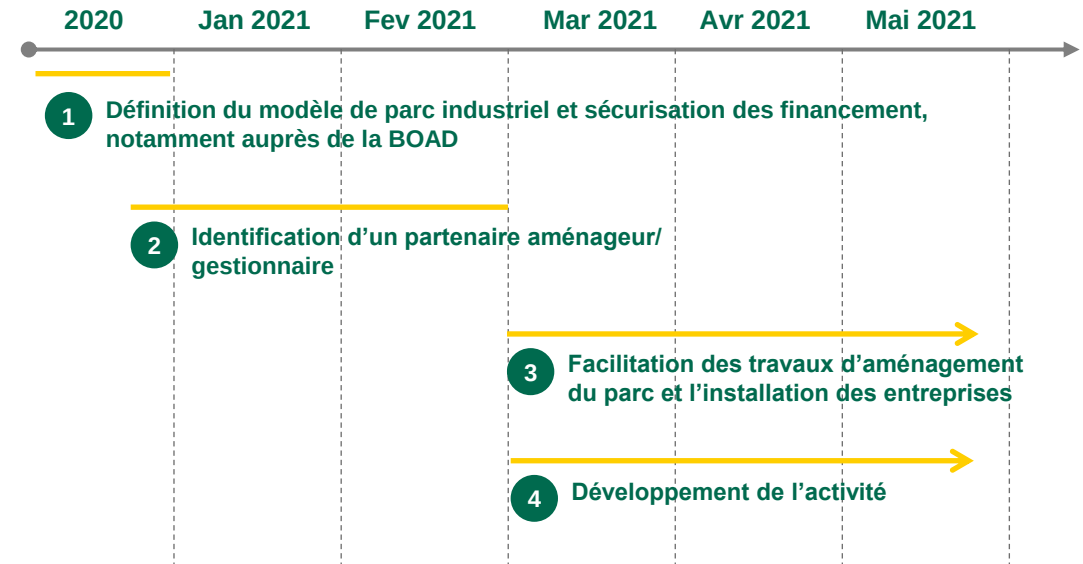
Projets associés

Projets préalables

- P16 Construction de l'Autoroute de l'Unité
- P17 Amélioration de la compétitivité du secteur logistique via la réforme du port et la digitalisation
- P30 Opérationnalisation de l'API-ZF



Activités principales du projet



P27: Augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité



Ambition du projet

- Développement de capacités de production durables et fiables, notamment dans le solaire et l'hydroélectrique, et renforcement du réseau de transport et de distribution (en synergie avec l'extension du réseau internet)



Objectif **270 MW** Capacité électrique supplémentaire mise en place à horizon 2025
240 km Lignes de Haute Tension supplémentaires mise en place à horizon 2025



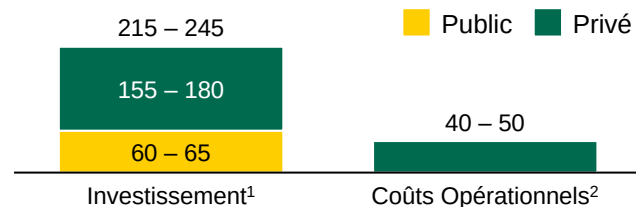
Ministères impliqués

- Ministère délégué auprès du Président de la République chargé de l'Énergie et des Mines (en lead)
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministre de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat
- Ministère des Travaux Publics



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



Hypothèses

- Investissements évalués dans le PND, financé à 70% en dette et 30% en capital, dont 1/3 par l'Etat
- Coûts opérationnels sur 5 ans évalués à 5% de l'investissement par an



Dépendance à d'autres projets

Projets préalables

P32 Transformation et restructuration des sociétés d'Etat

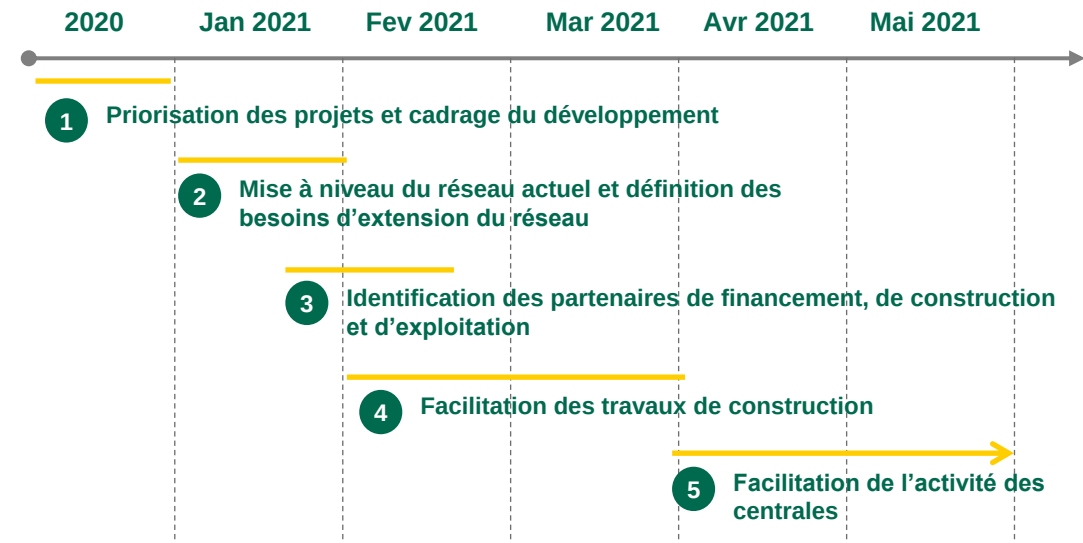
Projets facilités

P5 Poursuite de la politique d'électrification pour tous

Majorité des projets d'infrastructures socio-économiques (e.g., P7, P9, P12; P33)



Activités principales du projet



P30: Opérationnalisation de l'API-ZF



Ambition du projet

- Mise en œuvre de l'Agence de Promotion des Investissements et de la Zone Franche (API-ZF) en tant que guichet unique afin d'attirer plus d'investisseurs au Togo



Objectif

Structuration de l'API-ZF

Lancement des activités de l'API-ZF

Opérationnalisation de la Zone Franche au niveau du parc industriel



Ministères impliqués

- Ministère de l'Économie et des Finances** (en lead)
- Ministre de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur
- Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

Besoins en investissement à définir



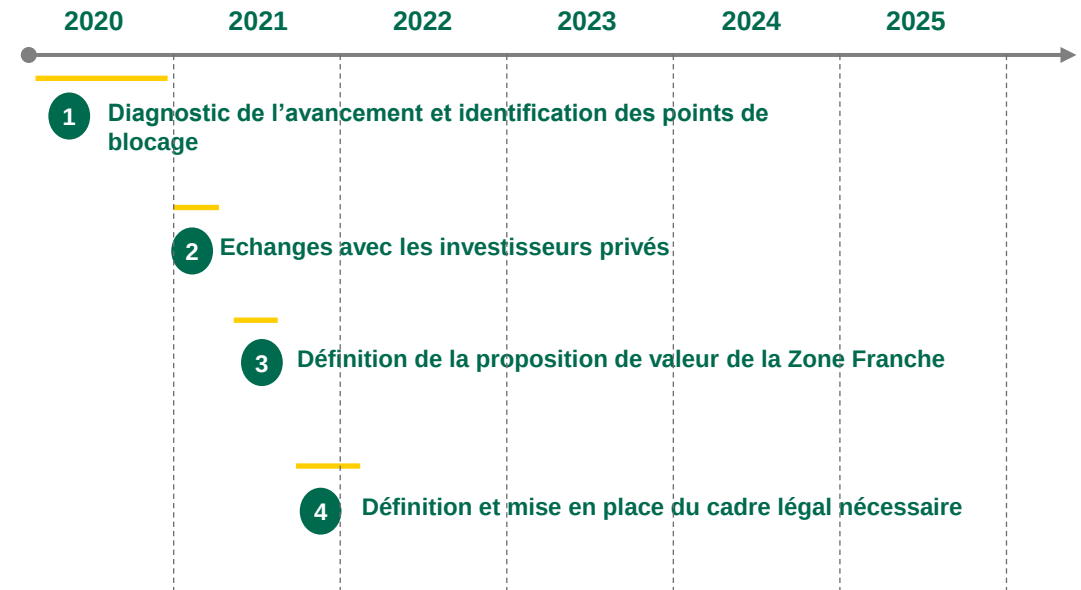
Projets associés

Projets facilités

Majorité des projets qui requièrent des investissements étrangers (e.g., P20, P22, P33)



Activités principales du projet



P31: Augmentation des ressources publiques



Ambition du projet

- Augmenter les ratios de recettes fiscales sur PIB et de service de la dette sur PIB à travers la formalisation de l'économie, l'amélioration des processus de collecte des recettes fiscales et douanières et l'optimisation de la gestion de la dette



Objectif

15%

Part des recettes fiscales sur PIB à horizon 2025, hors exonérations (soit 400mds FCFA de recettes supplémentaires en 2025 vs. 2020)

50%

Taux des recettes fiscales dédiées au service de la dette (principal et intérêt)



Ministères impliqués

- Ministère de l'Économie et des Finances (en lead)
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
- Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et des Togolais de l'Extérieur
- Ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS

5-8



Privé

Investissement



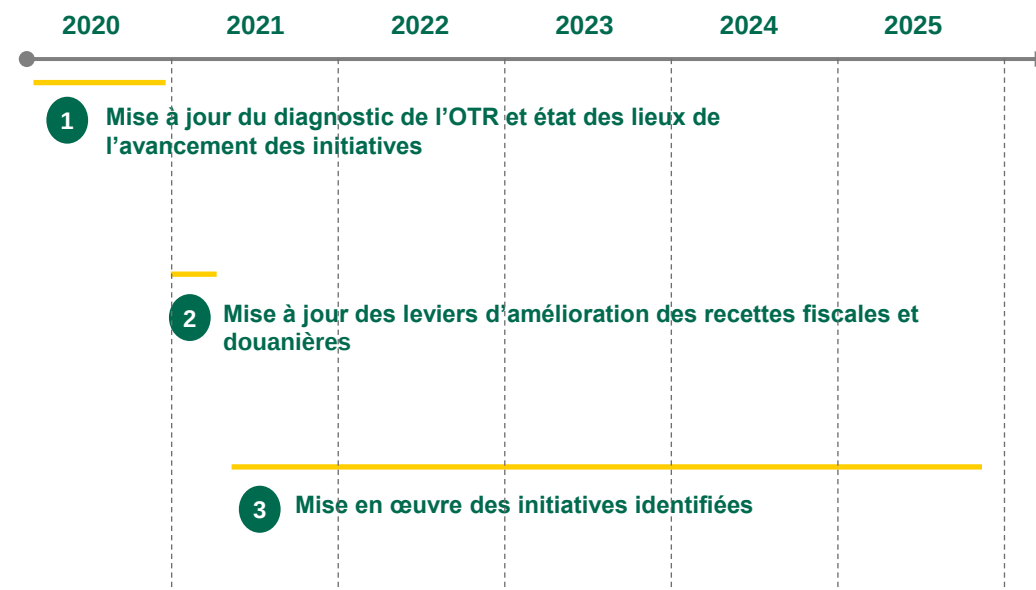
Projets associés

Projets préalables

- P1 Attribution de l'identité pour tous
- P8 Création d'une banque digitale pour tous
- P28 Optimisation du portefeuille de participations de l'Etat
- P30 Opérationnalisation de l'API-ZF
- P32 Transformation et restructuration des sociétés d'Etat



Activités principales du projet



P33: Elaboration et mise en œuvre d'un plan de développement de 10 communes



Ambition du projet

- Définition et mise en place de modèles de développement pour 10 villes secondaires en s'appuyant sur leurs principaux atouts et moteurs économiques



Objectif 10 Communes bénéficiant d'un plan de municipal développement



Ministères associés

- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires (en lead)
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise
- Ministère de la Culture et du Tourisme
- Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel Aux Soins
- Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires
- Ministère des Travaux Publics
- Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale
- Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales
- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



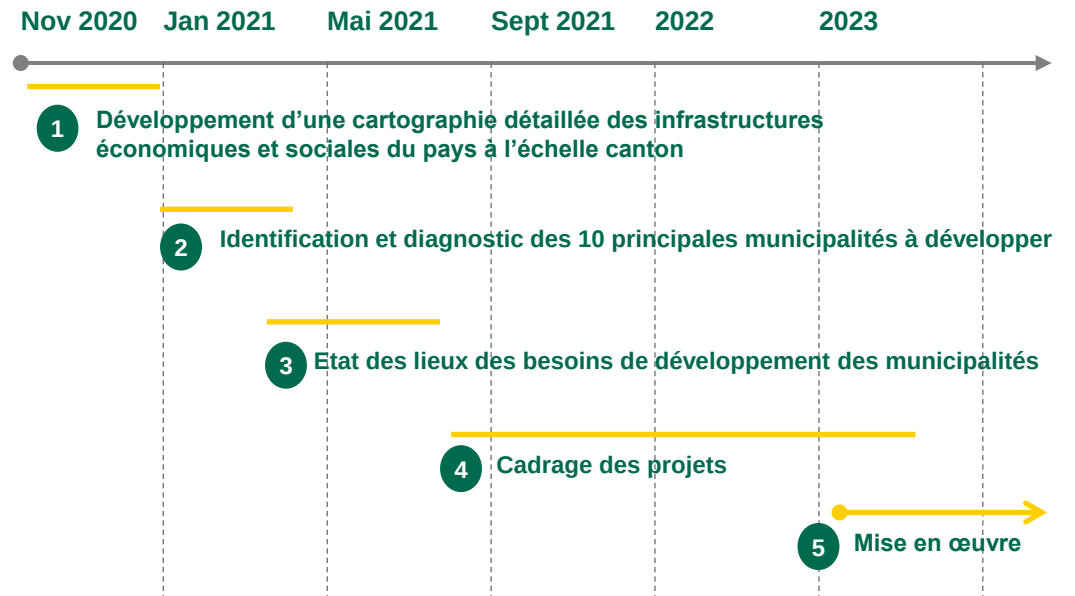
Dépendance à d'autres projets

Projets facilités

- R5 Décentralisation et déconcentration de l'État
- P7 Construction de 20 000 logements sociaux
- P23 Extension de la couverture réseau internet fixe et mobile



Activités principales du projet



P34: Attraction et développement des talents dans la fonction publique



Ambition du projet

- Mise en place d'un plan d'identification, sélection, formation et attraction des profils hauts fonctionnaires pour renforcer l'efficacité de l'action publique



Objectif **500** Vivier de talents stratégiques à constituer et suivre parmi les togolais de l'intérieur et de l'extérieur



Ministères impliqués

- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social (en lead)
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Economie et des Finances



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS

0,56-0,84

Public

Investissement



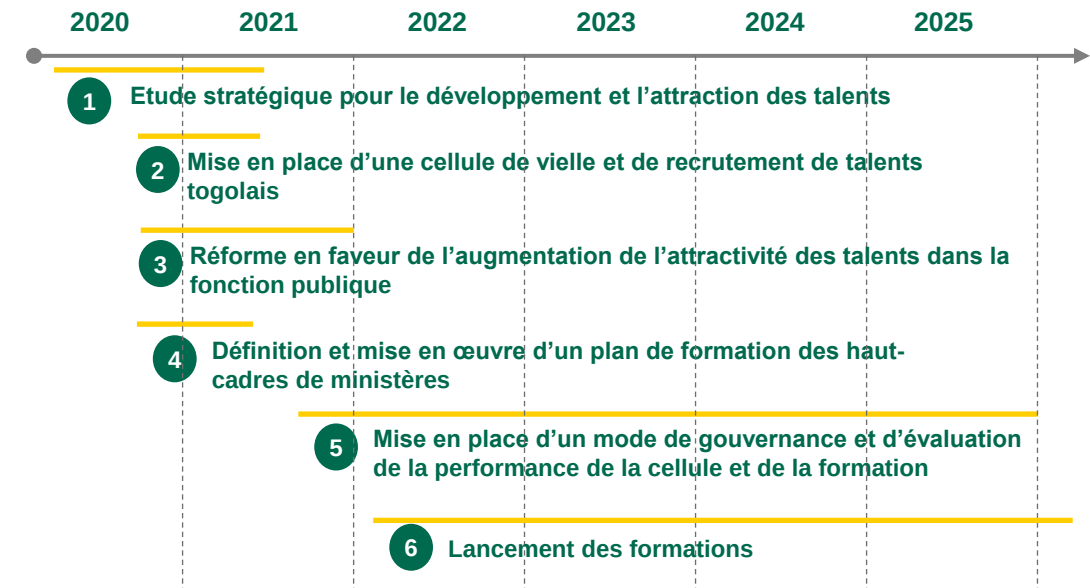
Projets associés

Projets facilités

- P11** Revue de la politique d'orientation et promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires
- P26** Développement d'un hub d'innovation digital



Activités principales du projet



R1: Réforme de la politique foncière agricole



Ambition du projet

- Extension des surfaces cultivées de l'agropole de 5000 à 165000 ha



Objectif 2 M Ha Terres agricoles cartographiées

10 k Ha Terres agricoles consolidées



Ministères associés

- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural (en co-lead)
- Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière (en co-lead)
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
- Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Ministère de la Justice et de la Législation
- Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

Besoins à définir



Projets associés

Projets préalables

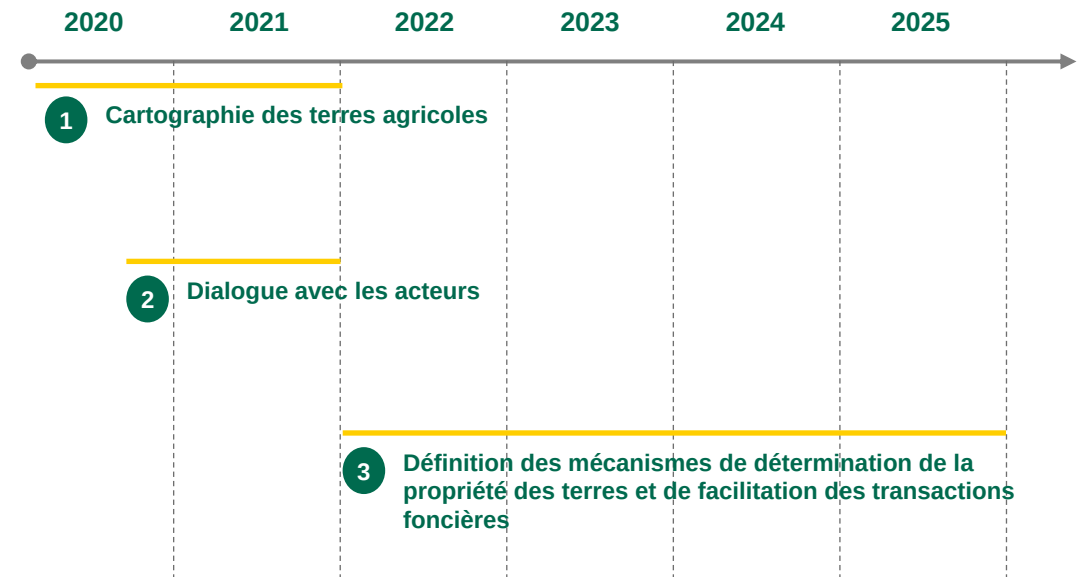
P13 Extension du réseau routier rural

Projets facilités

P12 Amélioration des rendements agricoles



Activités principales du projet



R4: Renforcement des mécanismes d'appui aux TPME



Ambition du projet

- Définition et mise en œuvre de plans d'accompagnement aux TPME à travers la facilitation de l'accès au financement (e.g., programmes d'investissement dédiés aux TPME, programmes de garanties pour les PME) et au foncier



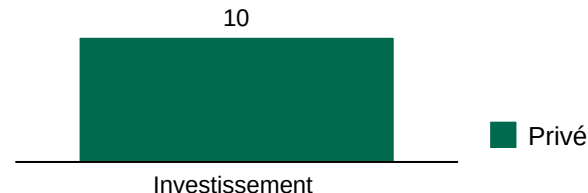
Ministères impliqués

- Ministère de l'Économie et des Finances (Co-lead)
- Ministère de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel (Co-lead)
- Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (Co-lead)
- Ministère de la Justice et de la Législation
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural
- Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

CHIFFRES ESTIMATIFS



Projets associés

Projets préalables

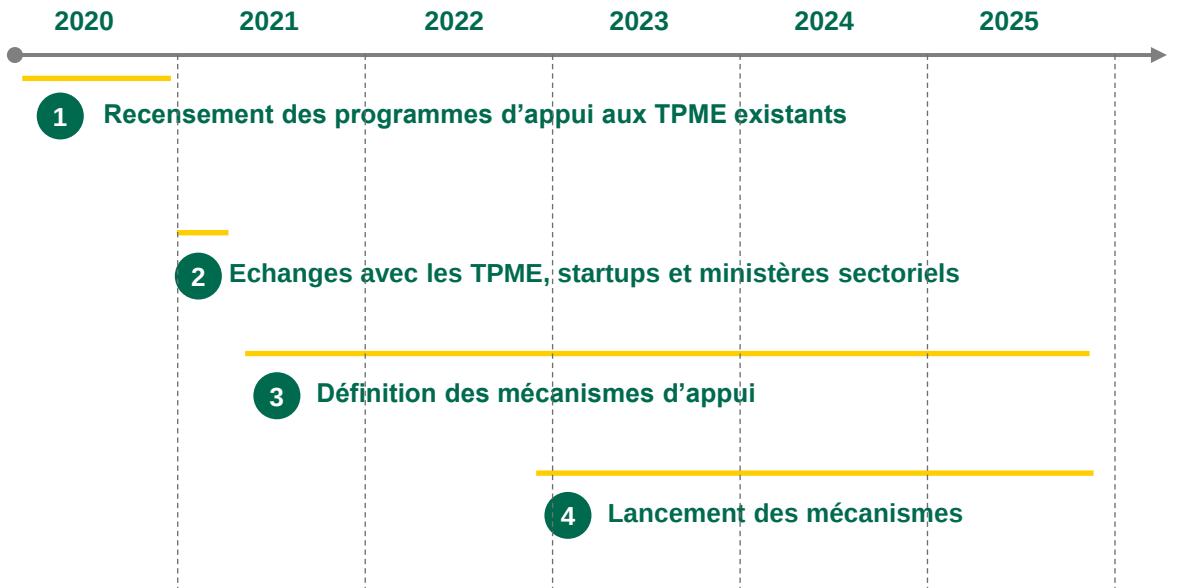
- P8 Création d'une banque digitale pour tous

Projets facilités

- P12 Amélioration des rendements agricoles



Activités principales du projet



R5: Décentralisation et déconcentration de l'État



Ambition du projet

- Définition et mise en œuvre d'une réforme de décentralisation de l'autorité et des compétences de l'État (à la fois certaines procédures et certaines administrations)



Ministères associés

- **Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires** (en lead)
- Ministère de la Fonction Publique, du Travail et du Dialogue Social
- Ministère du Désenclavement et des Pistes Rurales
- Ministère de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche



Besoins, Md de FCFA, 2020-2025e

Besoins en investissement dépendant de la cible de décentralisation à définir



Dépendance à d'autres projets

Projets facilités



Activités principales du projet

